

The Center for Research Libraries scans to provide digital delivery of its holdings. In some cases problems with the quality of the original document or microfilm reproduction may result in a lower quality scan, but it will be legible. In some cases pages may be damaged or missing. Files include OCR (machine searchable text) when the quality of the scan and the language or format of the text allows.

If preferred, you may request a loan by contacting Center for Research Libraries through your Interlibrary Loan Office.

Rights and usage

Materials digitized by the Center for Research Libraries are intended for the personal educational and research use of students, scholars, and other researchers of the CRL member community. Copyrighted images and texts are not to be reproduced, displayed, distributed, broadcast, or downloaded for other purposes without the expressed, written permission of the copyright owner.

Center for Research Libraries
Scan Date: February 8, 2012
Identifier: d-p-000146



Center *for* Research Libraries
.....
GLOBAL RESOURCES NETWORK

P-00590894

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER - FACULTÉ DE DROIT

L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences économiques et politiques)

PRÉSENTÉE PAR

JEAN PICAL



MONTPELLIER

IMPRIMERIE DE LA MANUFACTURE DE LA CHARITÉ
(Pierre-Rouge)

1928

CENTER FOR RESEARCH
LIBRARIES

CENTER FOR
RESEARCH
LIBRARIES

L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

ALLIANCE FRANCO-RUSSE

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER - FACULTÉ DE DROIT

L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences économiques et politiques)

PAR

JEAN PICHERAL



MONTPELLIER

IMPRIMERIE DE LA MANUFACTURE DE LA CHARITÉ
(Pierre-Rouge)

1928

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. VALÉRY, Doyen honoraire, professeur de Droit commercial.
MOYE, Doyen, professeur de Droit International public.
MORIN, assesseur, professeur de Droit civil.
BECQUÉ, professeur de Droit civil.
DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit administratif
ROCHE-AGUSSOL, professeur d'Economie politique.
BOSC, professeur de Procédure Civile.
VIALLETON, professeur de Droit civil.
VIARD, professeur d'Histoire du Droit.
GUENOUN, professeur de Droit romain.
GABOLDE, professeur de Droit criminel.
DIJOL, chargé de cours de Législation Industrielle.
MAGNAN DE BORNIER, chargé de cours de Droit constitutionnel.
TEILLARD, chargé du cours d'Economie politique approfondie.
COURTIN, chargé de cours d'Economie politique.
LABORDE, professeur honoraire.
DUBOIS, secrétaire.
ROCHETTE, secrétaire honoraire.

MEMBRES DU JURY :

MM. MOYE, *Président*.
GABOLDE, { *Assesseurs*.
GUENOUN, {

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

PRÉFACE

Les événements contemporains, en mettant en évidence la Russie, ont fait naître d'importantes études non seulement sur sa situation actuelle, mais encore sur son passé, sur son évolution, et aussi sur les rapports qu'elle avait eus avec la France depuis la fin du XIX^e siècle.

L'Alliance franco-russe a suscité beaucoup de commentaires et provoqué de multiples controverses. Louée par ceux qui, envisageant l'alliance au moment de sa formation et dans l'angle uniquement politique, ne voient dans ce rapprochement avec l'Empire des tsars qu'un heureux contrepoids à la Triplice, elle est critiquée par les historiens qui, ayant suivi attentivement les relations entre les deux pays pendant une période de plus de 20 années, n'ont retenu que les déboires qu'elle avait occasionnés à la France et ont souligné, avec parfois assez de rudesse et d'âpreté, les fautes commises par le Gouvernement de la République vis-à-vis d'un Etat dont il connaissait mal la mentalité et les desseins.

M. Picheral est du nombre de ces derniers. S'inspirant de sources diplomatiques officielles, de nombreux articles publiés par les grandes revues, de Mémoires et de Relations d'ambassadeurs et de personnalités politiques, il étudie la formation de l'alliance entre 1889 et 1893, suit les grandes phases de son évolution : phase de réalisations françaises, phase asiatique, phase européenne, pour en arriver à la période de la guerre mondiale, à la Révolution russe et à la paix de Brest-Litowsk devant laquelle l'Alliance tombe implicitement sans dénonciation offi-

cielle, mais par violation de deux articles de la Convention de 1893. Sa conclusion est que cette alliance a été provoquée par des personnalités dont les intentions étaient excellentes, mais dont l'incompréhension de la Russie était profonde, qu'elle a eu des conséquences déplorables au point de vue politique, financier et économique, qu'enfin elle a permis la réalisation de cette anomalie par laquelle la France républicaine a étouffé, pendant près de 20 ans, les aspirations libérales de la Russie en consolidant financièrement le régime tsariste. L'œuvre est accompagnée de vues personnelles, parfois même de rudes appréciations sur les animateurs de la diplomatie française. L'exposé vivant et alerte, l'argumentation toujours serrée et parfois véhémence, indique le désir pressant qu'a l'auteur de rompre avec les jugements historiques traditionnels et de battre en brèche les préjugés encore vivants sur la grandeur et la puissance de l'Empire russe au début du vingtième siècle.

Sans doute, il faut convenir que le travail n'a pas l'envergure matérielle suffisante pour éveiller les critiques et susciter les controverses qui accueillent parfois les œuvres de ce genre ; à tout le moins et tel qu'il nous est présenté ici, nous pensons qu'il sera apprécié à la fois par le juriste soucieux d'avoir à sa portée des arguments originaux et des éléments de discussion, et par l'historien heureux d'ouvrir devant les grands faits, des aperçus neufs, des hypothèses hardies, des horizons nouveaux et suggestifs.

André DUPONT,

Agrégé de l'Université,

Professeur d'histoire au Lycée de Nîmes.

L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

INTRODUCTION

La présente thèse a pour objet l'étude de l'Alliance franco-russe depuis ses débuts jusqu'à la paix de Brest-Litovsk.

Il est un fait indéniable et qui nous a vivement impressionné, que parmi les nombreux auteurs du droit public international, très rares ont été ceux qui ont songé à décrire l'événement diplomatique le plus remarquable de la troisième République : il en eut cependant été digne à plus d'un titre et notamment n'a-t-il pas été parmi les causes qui ont préparé et rendu possible la crise redoutable qui, de 1914 à 1919, a bouleversé l'Europe et le monde ?

MM. Hansen et Ernest Daudet ne s'attachent qu'à la première phase de l'Alliance franco-russe, celle de sa négociation et de sa conclusion ; ils ne s'occupent pas de son évolution, et de l'exposé des faits ils ne passent pas à l'exposé des conséquences.

Seul, M. Georges Michon nous donne une étude d'ensemble. A une date toute récente, il a fait l'analyse et la critique de l'Alliance et avec une argumentation impitoyable il a établi les répercussions qu'elle a eue sur la politique extérieure, et aussi

intérieure de la Russie et de la France ; il a dénoncé le rôle qui fut le sien dans les Origines de la guerre.

Dans ces conditions, il est évident que vouloir traiter un semblable sujet est entreprendre une tâche quelque peu aride par suite de la difficulté de documentation, sensible surtout à celui qui n'a pas à sa disposition les archives des Affaires Etrangères (1), et ne peut apprécier que d'une manière subjective et forcément imparfaite les événements même qu'il approfondit, par exemple, la part prise dans telle circonstance par tel personnage politique dont les Mémoires n'ont pas été publiés et qui, en tout cas, n'a pas songé à faire de confidences à l'étudiant.

Malgré cela nous avons cru qu'il était de notre devoir d'essayer de dissiper une partie des ténèbres qui environnent la conception de l'Alliance avec la Russie, sa laborieuse naissance, sa vie mouvementée, sa mort tragique.

Exemple typique des vicissitudes auxquelles sont soumises les créations humaines, elle fut engendrée au milieu de fêtes splendides et vécut vingt-cinq ans dans le respect que ses auteurs imposaient à tous ; on n'en pouvait parler qu'avec une déférence infinie et l'on ne s'en approchait qu'avec tremblement comme du tabernacle. Elle était le remède à tous les maux et l'incrédule qui niait sa vertu était accusé de sacrilège, d'hérésie, de trahison.

Un cataclysme survint ; elle mourut, et son corps fut jeté, au milieu de l'opprobre universel, dans la nécropole où sont ensevelies les illusions mortes.

Dix années s'écoulèrent pendant lesquelles le cadavre reposa dans son édifice funéraire, honni des uns, indifférent aux autres, abandonné par tous.

(1) Lesquelles sont d'ailleurs souvent incomplètes et il semble bien que ce soit à cette difficulté qu'ait fait allusion M. le Doyen Moye lorsqu'il déplorait en 1920 que les textes publiés présentent de « désagréables lacunes dues au secret excessif dont les gouvernements persistent à s'entourer ». Et il ajoutait : « Il est peu concevable que l'on ne connaisse pas encore officiellement le texte des grands accords signés par les tsars de Russie ». (*Droit des Gens Moderne*, page 27).

Aujourd'hui nous avons cru qu'il était de notre devoir d'entrer dans le tombeau, d'y faire un peu de lumière, d'examiner impartialement ce qu'a été cette alliance dans toutes les phases de son existence, enfin de porter sur elle un jugement qui pour être posthume, ne sera influencé ni par l'éclat dont ses thuriféraires l'avaient enveloppée de son vivant, ni par la haine aveugle de ses contempteurs.

Nous n'avons donc pas eu le dessein de faire une thèse apologétique et nous avons puisé nos documents à toutes les sources ; nous avons d'abord eu recours aux vieux maîtres classiques de l'histoire diplomatique, Emile Bourgeois, Debidour, Emile Laloy, etc..., et aux ouvrages d'un caractère plus spécial, ceux de MM. Hanotaux, De Freycinet, Rambaud, Ernest Daudet, Charles Maurras, Poincaré, etc...

Mais nous avons trouvé les meilleurs éléments dans le *Livre Jaune* de l'Alliance franco-russe, publié le 18 septembre 1918 par le Ministère des Affaires Étrangères de France et que nous avons pu consulter à loisir, grâce à l'obligeance de M. le Député Hubert-Rouger qui a bien voulu nous initier aux mystères des archives du Quai d'Orsay.

D'autre part, l'ouvrage de M. Michon, remarquablement documenté, plein de sève et de verdeur, nous a inspiré beaucoup de notre propre documentation.

D'autres éléments ont été fournis par les Souvenirs de plusieurs hommes politiques ou diplomates dont l'action fut de premier ordre par l'impulsion ou la direction qu'ils donnèrent aux rapports diplomatiques entre la France et la Russie : *Mémoires* de MM. Isvolsky, Buchanan, Paléologue, etc...

Les journaux locaux, augmentés d'un certain nombre d'exemplaires des feuilles parisiennes (*Temps*, *Débats*, *Figaro*, *Humanité*, etc... et les grandes revues de vulgarisation littéraire et politique (*Revue des Deux-Mondes*, *Revue de Paris*, *Correspondant*) ont fait le reste.

En terminant cette introduction, nous envoyons notre remerciement à MM. les professeurs Crescent et André Dupont dont le premier nous a fait profiter des fruits de sa vieille expérience,

intérieure de la Russie et de la France ; il a dénoncé le rôle qui fut le sien dans les Origines de la guerre.

Dans ces conditions, il est évident que vouloir traiter un semblable sujet est entreprendre une tâche quelque peu aride par suite de la difficulté de documentation, sensible surtout à celui qui n'a pas à sa disposition les archives des Affaires Etrangères (1), et ne peut apprécier que d'une manière subjective et forcément imparfaite les événements même qu'il approfondit, par exemple, la part prise dans telle circonstance par tel personnage politique dont les Mémoires n'ont pas été publiés et qui, en tout cas, n'a pas songé à faire de confidences à l'étudiant.

Malgré cela nous avons cru qu'il était de notre devoir d'essayer de dissiper une partie des ténèbres qui environnent la conception de l'Alliance avec la Russie, sa laborieuse naissance, sa vie mouvementée, sa mort tragique.

Exemple typique des vicissitudes auxquelles sont soumises les créations humaines, elle fut engendrée au milieu de fêtes splendides et vécut vingt-cinq ans dans le respect que ses auteurs imposaient à tous ; on n'en pouvait parler qu'avec une déférence infinie et l'on ne s'en approchait qu'avec tremblement comme du tabernacle. Elle était le remède à tous les maux et l'incrédule qui niait sa vertu était accusé de sacrilège, d'hérésie, de trahison.

Un cataclysme survint ; elle mourut, et son corps fut jeté, au milieu de l'opprobre universel, dans la nécropole où sont ensevelies les illusions mortes.

Dix années s'écoulèrent pendant lesquelles le cadavre reposa dans son édifice funéraire, honni des uns, indifférent aux autres, abandonné par tous.

(1) Lesquelles sont d'ailleurs souvent incomplètes et il semble bien que ce soit à cette difficulté qu'ait fait allusion M. le Doyen Moye lorsqu'il déplorait en 1920 que les textes publiés présentent de « désagréables lacunes dues au secret excessif dont les gouvernements persistent à s'entourer ». Et il ajoutait : « Il est peu concevable que l'on ne connaisse pas encore officiellement le texte des grands accords signés par les tsars de Russie ». (*Droit des Gens Moderne*, page 27).

Aujourd'hui nous avons cru qu'il était de notre devoir d'entrer dans le tombeau, d'y faire un peu de lumière, d'examiner impartialement ce qu'a été cette alliance dans toutes les phases de son existence, enfin de porter sur elle un jugement qui pour être posthume, ne sera influencé ni par l'éclat dont ses thuriféraires l'avaient enveloppée de son vivant, ni par la haine aveugle de ses contempteurs.

Nous n'avons donc pas eu le dessein de faire une thèse apologétique et nous avons puisé nos documents à toutes les sources ; nous avons d'abord eu recours aux vieux maîtres classiques de l'histoire diplomatique, Emile Bourgeois, Debidour, Emile Laloy, etc..., et aux ouvrages d'un caractère plus spécial, ceux de MM. Hanotaux, De Freycinet, Rambaud, Ernest Daudet, Charles Maurras, Poincaré, etc...

Mais nous avons trouvé les meilleurs éléments dans le *Livre Jaune* de l'Alliance franco-russe, publié le 18 septembre 1918 par le Ministère des Affaires Etrangères de France et que nous avons pu consulter à loisir, grâce à l'obligeance de M. le Député Hubert-Rouger qui a bien voulu nous initier aux mystères des archives du Quai d'Orsay.

D'autre part, l'ouvrage de M. Michon, remarquablement documenté, plein de sève et de verdeur, nous a inspiré beaucoup de notre propre documentation.

D'autres éléments ont été fournis par les Souvenirs de plusieurs hommes politiques ou diplomates dont l'action fut de premier ordre par l'impulsion ou la direction qu'ils donnèrent aux rapports diplomatiques entre la France et la Russie : *Mémoires* de MM. Isvolsky, Buchanan, Paléologue, etc...

Les journaux locaux, augmentés d'un certain nombre d'exemplaires des feuilles parisiennes (*Temps*, *Débats*, *Figaro*, *Humanité*, etc... et les grandes revues de vulgarisation littéraire et politique (*Revue des Deux-Mondes*, *Revue de Paris*, *Correspondant*) ont fait le reste.

En terminant cette introduction, nous envoyons notre remerciement à MM. les professeurs Crescent et André Dupont dont le premier nous a fait profiter des fruits de sa vieille expérience,

alors que nous sommes redevable au second, d'excellents avis et conseils qui ont contribué à aplanir beaucoup de difficultés.

Et enfin, nous ne saurions nous abstenir d'adresser à M. le Doyen Moye, l'expression de toute notre reconnaissance, autant pour les indications qu'il nous a données que pour la bienveillance et la sollicitude dont il a fait preuve à notre égard et qui ne se sont jamais démenties.

LES PREMIÈRES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LA RUSSIE.

L'étude de l'Alliance franco-russe *stricto sensu* ne saurait remonter avant le traité de Berlin de 1878.

Ce serait une entreprise vaine et prétentieuse que de vouloir énumérer en détail tous les épisodes des lointains rapports, pacifiques ou non, qu'eurent les deux pays jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Il serait également fastidieux et inutile de dresser la liste des rapprochements qui ont pu se produire, depuis l'apparition de la Russie sur la scène européenne jusqu'à nos jours, entre les chefs d'Etat des deux pays.

Il faudrait citer le voyage de Pierre le Grand à Versailles, en 1717, où l'impérial visiteur proposa au Régent l'alliance de la Russie (1), mais sans arriver à ses fins, puisque le duc d'Orléans et l'abbé Dubois ne songeaient qu'à l'Angleterre et venaient précisément de conclure la triple alliance de la Haye entre la France, la Grande-Bretagne et la Hollande, et sans même pouvoir faire aboutir un projet d'union entre sa fille Elisabeth et Louis XV ou le duc de Bourbon (2).

(1) Ce n'était d'ailleurs pas la première fois que des tentatives se faisaient dans ce but. Il paraît que pendant la guerre de Trente ans, en 1629, et sur le point d'entrer en guerre contre l'empereur Ferdinand II, le cardinal de Richelieu, dans sa recherche d'alliance, songea au tsar Michel Romanof. Il lui envoya un ambassadeur chargé de faire remarquer au tsar que son ennemi personnel, le roi de Pologne, était allié à l'Empereur et que, par conséquent, il aurait tout avantage à s'allier lui-même aux Français hostiles à l'Empereur. Cette négociation n'eut pas de suite.

(2) Cependant le tsar signa à Amsterdam un traité de commerce avec la France, suivi de l'ébauche d'une alliance défensive franco-prussorusse : les trois puissances déclaraient s'unir pour le maintien des traités d'Utrecht.

Après lui il faudrait continuer par la tsarine Elisabeth dont l'ambassadeur français en Russie La Chétardie avait contribué à la faire monter sur le trône et qui aimant la France introduisit en Russie la culture française.

Il y aurait encore Catherine II : celle-ci est allemande et elle hait la France ; ce qui ne l'empêche pas de s'en rapprocher quand elle y trouve quelque avantage : en 1779, elle se joint à Louis XVI pour proposer sa médiation au roi de Prusse et à la maison d'Autriche à l'occasion de la succession de l'électeur de Bavière ; l'année suivante lors de la guerre d'Amérique, elle groupe les puissances neutres : Russie, Suède, Danemark, Prusse, Autriche et Portugal dans la Ligue de Neutralité Armée, dont le but était de permettre aux armateurs neutres d'importer sur leurs navires des produits coloniaux à destination des belligérents : cette ligue profitant aux nations en guerre contre l'Angleterre, elles y adhèrent presque aussitôt, avec la France, les États-Unis, l'Espagne et les Deux-Siciles. En retour, la France fit triompher, par une clause du traité de commerce que signa en 1786 l'Angleterre vaincue, le principe essentiel du nouveau droit maritime international, à savoir que le pavillon doit couvrir la marchandise.

A la fin du XVIII^e siècle, ce seraient les projets d'entente de Paul I^{er} et de Bonaparte, d'Alexandre I^{er} et de Napoléon.

Avec le tsar Paul, Bonaparte exploite habilement le ressentiment qu'avait ce souverain et ses généraux Korsakof et Souvarof contre l'empereur d'Autriche François II ; le tsar accusait l'impéritie autrichienne d'avoir causé la défaite de Zurich et taxait d'insolente la conduite du général autrichien qui, après la prise d'Ancone assiégée par les Russes et les Autrichiens de concert, prétendait hisser le seul drapeau autrichien sur les murs de la place. Bonaparte, au contraire, faisait montre des plus grands égards pour l'empereur Paul et lui renvoyait les prisonniers russes, équipés et armés aux frais de la France ; puis lui offrait insidieusement l'île de Malte dont les Anglais faisaient le siège et allaient s'emparer. Le refus du gouvernement britannique de s'en dessaisir même au profit de son allié exaspéra l'irritable tsar qui renouvela aussitôt l'acte de neutra-

lité armée contre la Grande-Bretagne et s'entendit avec le premier Consul pour jeter les bases d'une expédition franco-russe dans les Indes ; projet d'entente qui n'aboutit pas par suite de l'assassinat du tsar.

Avec Alexandre I^{er}, en 1807, Napoléon essaye, sur le radeau de Tilsitt, de profiter de l'animosité du tsar contre l'Angleterre, mais il n'aboutit pas à grand chose : Alexandre veut bien fermer ses ports au commerce britannique et adhérer au décret de Berlin, mais en compensation de la grandeur française il veut obtenir d'amples dédommagements : Varsovie, Constantinople et les Détroits ; or il ne reçoit que la Finlande, les principautés danubiennes de Moldavie et de Valachie, quelques lambeaux de Galicie, sans pouvoir s'emparer de la Pologne, ni procéder au partage de l'empire ottoman ; et 3 ans après Tilsitt, il abandonne l'empereur.

Plus près de nous, en 1828 et 1829, le tsar Nicolas I^{er} se bat aux côtés de la France et de l'Angleterre pour la délivrance de la Grèce et M. de Polignac songe aux moyens de s'entendre avec lui pour ruiner l'œuvre des traités de 1815.

Il s'agissait d'un projet de réorganisation de l'Europe qui eut assuré à la France l'annexion de la Belgique, du Luxembourg, peut-être même du Brabant hollandais ; la Prusse se fut agrandie en Allemagne, l'Autriche eut reçu toute la partie occidentale des Balkans jusqu'à la mer Egée, la Russie eut trouvé des compensations en Arménie et sur le Danube ; l'Angleterre n'était pas oubliée ni les puissances secondaires. Malheureusement, le conseil du roi discuta trop longuement le plan que lui soumettait M. de Polignac et lorsque l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg le reçut, le tsar venait de signer le traité d'Andrinople qui terminait la guerre avec la Turquie ; l'ambassadeur jugea superflu de communiquer le projet à l'Empereur et ne l'en présenta même pas. Ce rapprochement franco-russe fit place, en 1830, à des sentiments hostiles et le monarque conservateur qu'était Nicolas I^{er} ne songeait à rien moins qu'à tenter une restauration des Bourbons par la force, ce dont il ne fut pas détourné que par le soulèvement de la Pologne.

Pendant les années qui suivent, le tsar apporte toute son

attention à l'éternelle question d'Orient et prépare le partage de l'empire ottoman avec des alternatives de succès (1833-1840) et de revers (1841) jusqu'au jour où il perd définitivement la partie, grâce à une coalition anglo-française à laquelle s'associent le Piémont et l'Autriche (1853-56).

En 1855, c'est l'avènement du nouveau tsar Alexandre II et peu après le prince Gortchakof devient chancelier de l'empire. Tranquille du côté russe et débarrassé du souverain qui lui portait ombrage, Napoléon III n'a plus de griefs contre la Russie ; dès 1857, il a une entrevue à Stuttgart avec Alexandre II, afin de gagner sa neutralité dans la guerre qu'il prépare contre l'Autriche ; ce point obtenu, l'empereur des Français sonde le tsar sur une alliance commune, alliance offensive, visant au démembrement de l'Autriche : et prévoyant la cession au Piémont des provinces italiennes, l'indépendance de la Hongrie et la réunion de la Galicie à la Russie. Mais Gortchakof s'effraye à la pensée d'une deuxième guerre et le tsar se dérobe.

Une nouvelle insurrection en Pologne, en 1863, vint fâcheusement renforcer chez le tsar ses sentiments d'amitié envers la Prusse et d'hostilité héréditaire envers la France. Napoléon, d'accord avec l'Angleterre et l'Autriche, invite au mois d'avril le gouvernement russe à la clémence envers les insurgés ; or, au mois de février de cette même année, Bismarck aide au contraire le tsar à écraser la révolte polonaise, pensant bien qu'Alexandre II saura se montrer reconnaissant de ce service, soit lors de la guerre projetée dans les Duchés danois, soit plus tard.

Dès lors, en effet, le tsar se montrera obstinément favorable à la Prusse et à l'amitié prussienne il sacrifie en 1864 le Danemark, en 1866 le Hanovre, le duché de Nassau, Cassel dont les princes étaient cependant apparentés à la famille régnante en Russie ; il laisse expulser l'Autriche de la Confédération allemande et en 1870, laissera écraser la France.

Pour entretenir l'amitié tsariste, Bismarck envoie, en 1866, entre Sadowa et Prague, le général-diplomate Manteuffel à Saint-Petersbourg avec mission de divulguer au tsar avec lettres autographes de M. Benedetti à l'appui, les projets français sur

le Luxembourg et la Belgique. Mais Manteuffel fit plus encore et de Berlin, M. Benedetti désigna « l'ours dont le général-diplomate était allé vendre la peau sur les bords de la Néva. C'était un ours des Balkans qui ne se portait pas bien depuis longtemps et que l'empereur Nicolas avait déclaré malade déjà vingt ans auparavant (1) ». A ce prix, le tsar abandonna à la Prusse les sympathies qu'il avait en Allemagne et abandonna à sa destinée une France qui non seulement ne lui accordait jamais rien (2), mais encore semblait prendre à tâche de le mécontenter : campagnes de presse incessantes en faveur de la Pologne, Français combattant dans les rangs polonais ; et lors du voyage du tsar à Paris, à l'époque de l'exposition universelle de 1867, l'attentat de Bérézowski et la parole intempestive de Charles Floquet dont M. Camille Vergniol a écrit que c'était « une de ces énormes sottises par lesquelles on s'aliène un empereur ». Plus tard, au mois de juillet 1870, comme Bismarck redoute une alliance secrète franco-autrichienne et qu'il ne tient pas à mener une deuxième campagne de Bohême en même temps qu'une guerre sur le Rhin, le roi Guillaume et le tsar son neveu se rencontrent à Ems ; et peu après, le chancelier Gortchakoff, par quelques notes de chancellerie et quelques mouvements de troupes en Pologne, sait dissiper la menace d'une intervention autrichienne, d'ailleurs très problématique. La France vaincue, Alexandre II ne modifie pas son attitude ; il se félicite au contraire de la victoire de son oncle à Sedan et lorsque M. Thiers, envoyé en mission par le gouvernement provisoire, arrive à Saint-Petersbourg, il ne peut rien obtenir de la chancellerie russe. Gortchakoff pense que le moment est venu de recueillir le fruit de ses complaisances pour la Prusse : la France est hors de combat, l'Angleterre ne peut agir seule, la Prusse lui a donné carte blanche : par le traité de Londres de mars 1871, il obtient la radiation de l'article du traité de Paris de 1856, qui limitait ses forces navales dans la Mer Noire ; mais il

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 15 septembre 1875. Jean Klaczko.

(2) Même aux journées tragiques de juillet 1870. L'ambassadeur français Fleury demanda au tsar son appui sans pouvoir rien lui promettre en échange.

n'ose s'avancer davantage ; surtout il n'a pas eu l'idée d'exiger de la Prusse, en échange de son attitude complice en Allemagne et en Autriche, une promesse d'appui armé, le cas échéant, en Orient. Comme le disait le marquis de la Marmora : « Alexandre avait manqué le fauve lors de la battue générale de 1870. Il réussit à peine à lui arracher une poignée de poils, bonne tout au plus pour en orner son casque. »

En effet, le seul avantage que recueille la Russie dans la crise de 1870 est bien petit au regard du formidable accroissement de forces du voisin de l'ouest ; la Prusse est devenue la grande puissance militaire du continent ; il y a lieu de craindre une nouvelle extension qui, cette fois-ci, se ferait vers l'est et dont les provinces baltiques, les provinces allemandes de la Russie, feraient les frais.

Evidemment le tsar continue ses prévenances envers la Prusse : il reconnaît, six jours après sa proclamation à Versailles, la restauration de l'ancien empire d'Allemagne et comme Bismarck redoute une revanche de la France, veut associer les trois grandes maisons Habsbourg-Hohenzollern-Romanof en une trinité formidable que personne n'osera attaquer, il consent à adhérer à cette nouvelle Sainte Alliance, en septembre 1872 (1) ; mais en revanche et malgré toute son affection pour Guillaume I^{er}, il ne veut plus d'un nouvel aggrandissement de l'Allemagne même contre des compensations en Orient.

Dans « l'incident énigmatique » (2) de 1875, il observe une attitude favorable à la France (3), promettant à notre ambassadeur le général Le Flo de ne pas laisser attaquer la France à nouveau sans motifs, promesse qui est interprétée à Paris comme

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 15 août 1872 : « M. de Bismarck... a bien vu l'intérêt qu'il pouvait y avoir à paraître placer son œuvre de conquête sous la sanction collective de l'Europe représentée par les deux princes les plus puissants. » Il sentait surtout que la situation centrale de l'Allemagne l'exposait au danger d'une coalition nouée par la France et il prenait ses mesures en conséquence.

(2) Emile Laloy.

(3) G. Hanotaux : *Histoire de la France contemporaine*.

Figaro, 21 mai 1887 ; article sur le rôle du général Le Flo pendant l'alerte de 1875.

une marque d'amitié et un engagement pour l'avenir (1), ce qui était exagéré, tandis que Bismarck voit que la Russie ne veut pas de la suprématie allemande en Europe ; comme, au contraire, l'Autriche n'a pas protesté, au premier conflit qui éclatera entre les puissances du Dreikaiserbund, il prendra parti pour l'Autriche contre la Russie.

Telles furent donc, très sommairement esquissées, les alternatives de rapprochement et d'éloignement entre la France et la Russie jusqu'au Congrès de Berlin ; il a pu y avoir des périodes de bons rapports, des périodes de tensions et d'hostilités ; il y a eu des guerres faites en commun contre tel ou tel ennemi, contre la Prusse, pendant la guerre de Sept ans, contre la Turquie en 1828. Il n'y a jamais eu d'alliance si l'on donne à ce mot sa véritable signification d'accord bilatéral conclu dès le temps de paix contre une troisième puissance ; et les relations elles-mêmes eu égard à la situation géographique réciproque des deux pays ont toujours été moins développées qu'avec d'autres états européens.

Au point de vue économique, les échanges de la Russie ont été plus faibles avec la France qu'avec l'Allemagne ou avec l'Angleterre.

Quant aux exportations, le prix du transport maritime venant s'ajouter aux entraves douanières, la France a toujours rencontré beaucoup de difficultés pour écouler ses produits sur le marché russe. Elle ne pouvait lutter ni avec l'Allemagne ni même avec l'Angleterre par suite du prix du fret français, toujours sensiblement plus cher que le fret britannique. Pour prendre un exemple concret, à la fin du XIX^e siècle, époque de la conclusion de l'alliance, quand le vin se vendait 25 francs l'hectolitre en France, le prix du fret, calculé d'un port de la Gascogne ou de la Méditerranée à un port russe de la Mer Noire était de

(1) L'ambassadeur français en Allemagne, M. de Contaut-Biron, écrivait même au duc Decazes, ministre des Affaires Etrangères, peu après le voyage du tsar à Berlin au mois de mai : « Pour avoir agi de la sorte il faut que l'empereur y ait trouvé un intérêt capital pour son pays ; l'intérêt de la Russie est attaché à la prospérité et à la force de la France ; son appui nous restera. »

5 francs par hectolitre, à quoi il fallait ajouter 5 francs pour frais de logement ; les droits de douane étaient de 97 fr. 70 environ par hectolitre. Le vin revenait donc, rendu en Russie, à 132 fr. 70 l'hectolitre, soit 1 fr. 35 la bouteille ; à ce prix-là, il ne pouvait être qu'une boisson de luxe (1).

Pour ce qui est des importations, la France importait bien du blé de la Russie, mais par quantités irrégulières, variables suivant les années et s'élevant à une moyenne d'à peine 5 millions de quintaux, c'est-à-dire infiniment moins que l'Allemagne (25 millions), que l'Angleterre (20 millions) ou la Hollande (10 millions) ; elle importait aussi des huiles de pétrole, brutes ou raffinées, mais 3 ou 4 fois moins que des Etats-Unis ! Voici quelques moyennes annuelles données par M. Kaminsky à ce sujet :

<i>Importations de Russie</i>	(en kgs)	<i>Importations des Etats-Unis</i>
1894	61.000.000	254.000.000
1895	71.500.000	241.000.000
1896	67.000.000	255.500.000
1897	74.500.000	268.500.000
1898	86.500.000	283.500.000
1899	88.000.000	282.000.000

Pendant la période triennale 1896-1898, les transactions commerciales avec la France entraient pour la somme moyenne de 234 millions 840 mille francs dans le mouvement du commerce extérieur russe (importations et exportations) pour celle de 692 millions avec l'Angleterre, et de 940 millions avec l'Allemagne. Constatation également caractéristique : dans les entrées et sorties de navires de commerce étrangers dans les ports russes en 1898, le pourcentage français était de 2 %. Il était de 11,8 % pour l'Allemagne, de 27,5 % pour l'Angleterre.

Au point de vue politique et militaire, les rapports franco-russe avant l'alliance se présentaient sous un aspect plutôt insignifiant : la France n'a jamais eu beaucoup de contact avec la

(1) Ces chiffres et ceux qui suivent sont empruntés au livre « *l'Alliance économique* » de M. Halpérine-Kaminsky qui fut chargé de mission en Russie en 1900 et 1902 par le ministère du commerce français.

Russie sur ces terrains et n'avait en général pas plus de raisons d'être son amie que son ennemie. Les luttes entre la France et la Russie ont été des accidents et non pas la conséquence d'une rivalité naturelle : la Russie déployait son activité en Orient ou dans les régions limitrophes de l'Empire, sur les bords de la Baltique et du Dniéper ; la France du XVIII^e siècle portait la sienne en Allemagne ou dans les Pays-Bas autrichiens et n'eût dû normalement se heurter jamais à l'empire des tsars si la politique française, d'après la tradition remontant à Richelieu et à François I^{er} n'eut considéré comme un principe essentiel de s'appuyer sur les États de l'Est européen : Suède, Pologne, Turquie et de voir en eux la diversion nécessaire dans les guerres menées contre l'Empereur. Quand une de ces puissances était menacée, la France intervenait et la secourait (1). C'était donc par ricochet et lorsque la puissance menaçante était la Russie, que la France se découvrait l'ennemie du tsar ; seulement l'esprit des chancelleries de la vieille monarchie était conservateur : devant une Pologne et une Suède qui s'effondraient et une Russie qui s'élevait, on continuait à suivre la politique traditionnelle et l'on soutenait la Pologne ou la Suède contre la Prusse ou la Russie.

Mais comme ces puissances meurent ou s'affaiblissent, le facteur polonais, suédois ou turc devient de plus en plus insuffisant : en 1793, 1795 et même en 1830, les soubresauts de la Pologne servent la cause révolutionnaire française ; mais elle est finalement écrasée en 1864 et quelques années après la Prusse s'engage à fond contre Napoléon III, dans un sentiment de sécurité qu'elle n'eut pas ressenti si elle avait eu sur ses derrières une nation amie de la France. Dans les trois premiers

(1) Le Cardinal de Fleury, en 1733, Choiseul, en 1768, envoient des troupes, des armes et de l'argent en Pologne. A ces deux dates également, ils font attaquer la Russie par les troupes de la Porte pour dégager la première fois la Suède, la deuxième la Pologne. Au début du siècle, de 1709 à 1713, les ambassadeurs français en Turquie, le comte Désaleurs et le marquis De Pierville avaient soutenu auprès du Sultan les intérêts du vaincu de Pultava réfugié en territoire Ottoman (Voltaire, Histoire de Charles XII passim).

quarts du XIX^e siècle, la diplomatie française ne s'aperçoit pas du danger résultant de la disparition de la Pologne ; mais après les défaites de « l'Année terrible », devant l'Allemagne unifiée et devenue la grande Puissance militaire, elle cherchera un succédané à l'ancien contrepoids polonais et se tournera vers la Russie comme vers le seul Etat capable de balancer l'hégémonie allemande : le jour où elle y pensera sera la date de naissance de l'Alliance franco-russe.

LE CONGRÈS DE BERLIN ET SES CONSÉQUENCES.

Bismarck se rend compte, en 1875, que la vieille alliance des Cours du Nord, remontant au temps du partage de la Pologne et rajeunie en 1872, n'est qu'une alliance dynastique, de façade à l'usage des nations étrangères, mais que le gouvernement russe n'a aucune raison de servir fidèlement, en toute occasion, la cause allemande.

Il considère que les intérêts de l'Allemagne et de la Russie ne sont pas nécessairement parallèles et il sent aussi que ceux de la 3^e puissance du Dreikaiserbund, l'Autriche-Hongrie, sont nettement opposés au Slavisme, donc à la Russie. Les gouvernements de Vienne et de Budapest et les éléments germanique et magyar sont, dans la double monarchie, noyés au milieu des populations slaves ; le seul remède permettant aux Allemands et aux Hongrois d'Autriche-Hongrie de résister au slavisme et de maintenir leur prépondérance, réside dans un rapprochement étroit avec la grande Allemagne unifiée. Sans doute, le compromis de 1867, l'*Ausgleichung* permet aux cabinets de Vienne et de Budapest, de lutter dans une certaine mesure contre les revendications des Slaves de l'intérieur (1), mais même ici l'appui moral de l'Allemagne ne sera pas inutile et surtout l'Allemagne est seule capable de soutenir l'Autriche-Hongrie contre les progrès du Slavisme russe en Orient ou contre une attaque russe sur la double monarchie.

(1) Slaves du Nord et Slaves du Sud : Tchèques, Slovaques, Ruthènes, Croates et Slovènes.

Bismarck, dans ces conditions, pense qu'à l'alliance désuète des trois empereurs, une union étroite avec l'Autriche-Hongrie est préférable : sans doute, il maintient l'entente des monarques d'Allemagne et de Russie, qui empêchera, tant qu'elle durera, un rapprochement de la Russie et de la France que Bismarck redoute puisqu'il ne craint rien tant qu'une coalition dirigée contre lui. Mais cette entente est devenue bien fragile ; à la première difficulté qui s'élèvera entre l'Autriche et la Russie, Bismarck n'hésitera pas à soutenir les prétentions de l'empire austro-hongrois et ce sera assez pour briser l'entente de 1872.

Il n'eut pas longtemps à attendre.

En 1876, les Balkans étaient une fois de plus en effervescence ; la guerre éclatait entre Serbes et Turcs ; ces derniers étant victorieux, le tsar Alexandre se disposait à intervenir en faveur des Serbes contre le Sultan.

Bismarck éprouva probablement alors cette crainte que si la Russie victorieuse des Turcs favorisait la constitution d'une grande Serbie, l'Autriche ne s'engageant aussi dans les Balkans, un conflit ne naquit entre les deux empires rivaux.

Au mois d'octobre 1876, le général de Manteuffel retourna à Saint-Petersbourg et Gortchakof déduisit de l'entretien qu'il eut avec lui que le chancelier allemand ne tolérerait pas une lutte austro-russe et surtout une défaite où l'un des deux adversaires verrait « compromise sa position de grande puissance indépendante ayant voix dans le concert européen (1) », ce qui visait apparemment l'éventualité d'un démembrement de l'Autriche-Hongrie.

C'était déjà une désillusion pour le ministre russe qui aurait pu espérer autre chose de l'Etat auquel il avait multiplié les marques d'amitié pendant dix ans ; en fait, elle devait être suivie d'une autre beaucoup plus grave.

Le tsar, puisque le cabinet allemand ne voulait pas d'une guerre austro-russe, se vit forcé d'acheter la neutralité autrichienne afin de pouvoir réaliser ses desseins de guerre contre

(1) Hanotaux : *Histoire de la France Contemporaine*.

la Turquie ; il en coûta la Bosnie-Herzégovine que Gortchakof abandonna par la convention secrète de Reichstadt, le 15 janvier 1877, permettant au chancelier autrichien Andrassy d'*annexer* cette province sans savoir quels avantages il pourrait retirer pour lui-même dans sa lutte contre le Sultan Abdul-Hamid. Bismarck comptait bien, d'ailleurs, que la campagne qui allait s'ouvrir serait longue et épuisante pour les armées russes ; il espérait aussi que tant que la Russie serait engagée dans les Balkans, elle ne se rapprocherait pas de la France et que si ce rapprochement s'effectuait par la suite, le tsar ne pourrait mettre à la disposition de la République, pour la future guerre de revanche, que des armées et une flotte déjà bien éprouvées.

Les événements semblèrent donner raison à Bismarck ; la guerre une fois déclarée à la Turquie (24 avril 1877), les armées du tsar furent arrêtées à quelques kilomètres au sud du Danube par la forteresse de Plevna. Le siège dura jusqu'à la fin de l'année et la campagne s'annonçait interminable ; mais la place capitula en décembre et les Russes traversèrent aussitôt le Balkan, malgré la rigueur de l'hiver. Leur apparition devant Constantinople, aux derniers jours de janvier 1878, provoqua la stupeur des chancelleries, aucun diplomate ne s'étant attendu à un dénouement aussi rapide, surtout après les échecs de l'année précédente. Le traité de paix fut signé peu après (3 mars 1878) à San-Stéphano et le Sultan passa par tout ce que le tsar voulut : agrandissements territoriaux en faveur de la Serbie et du Monténégro, création d'un nouvel Etat dans la Péninsule, celui de Bulgarie, comprenant toutes les régions sises entre Danube et Archipel avec la Macédoine et placé pratiquement sous le protectorat russe, éviction presque totale des Ottomans de leurs anciennes possessions européennes. Cette dernière clause mécontentait la Grande-Bretagne qui avait envoyé une escadre devant Constantinople et faisait maintenant des préparatifs de guerre ; mais surtout les inquiétudes autrichiennes se ravivaient : ne sachant pas si après la victoire russe les clauses du traité secret, concernant les provinces bos-

niaques, recevraient leur exécution (1), mais comprenant parfaitement au contraire que les cessions de territoires prévues en faveur de la Serbie et du Monténégro, rapprocheraient à les toucher ces deux Etats, et que la cession du district de Novi-Bazar à la Serbie fermerait à l'Autriche-Hongrie le chemin de Salonique (2), le chancelier Andrassy commença de son côté ses préparatifs et demanda aux Chambres austro-hongroises des crédits de guerre qui furent votés immédiatement.

L'émotion autrichienne s'ajoutant à l'émotion anglaise, Bismarck pensa qu'il allait être possible d'enlever à la Russie une partie des avantages qu'elle s'était ménagée à la paix de San-Stéphano : n'ayant jamais supposé que le tsar pourrait être victorieux aussi complètement, il estimait nécessaire que l'Autriche obtint des avantages importants en compensation de la grandeur russe. Mais comme il pensait aussi qu'en cas de lutte armée les troupes autrichiennes seraient vaincues par la Russie et ses alliés et que l'Angleterre garderait la neutralité tant que l'armée russe respecterait Constantinople et les Détroits, le mieux serait d'éviter une guerre et d'arrêter la Russie par un règlement pacifique de la question d'Orient où participeraient toutes les puissances intéressées. On y forcerait la Russie à ratifier les engagements secrets de l'année précédente ; l'Autriche prendrait pied dans la Péninsule et constituerait, dans ces régions, l'avant-garde de la future colonisation germanique, du Drang Nach Osten, où les intérêts allemands ne sont autres que les intérêts autrichiens eux-mêmes.

A cette fin, Bismarck commence par s'entendre avec le chancelier Andrassy, puis, fort de son approbation, il profite du passage à Berlin du comte Schouvalof, ambassadeur de Russie à Londres, pour lui proposer de régler le différend *anglo-russe*

(1) Elle avait le droit d'en douter puisque au lieu de la cession promise à l'Autriche c'était, d'après le traité russo-turc, l'autonomie des provinces sous l'autorité du Sultan.

(2) Salonique étant parfaitement située pour devenir le grand port de la Méditerranée orientale et le chancelier Andrassy la jugeait d'autant plus nécessaire à l'expansion économique de l'Autriche que son exclusion de l'Allemagne par la Prusse lui avait fermé tout débouché au nord et à l'ouest.

dans un congrès où l'Allemagne, n'étant pas directement intéressée n'aurait d'autre ambition que de jouer le rôle d'un « honnête courtier ».

Le gouvernement russe n'osa pas refuser de peur de voir l'Allemagne grossir le nombre de ses adversaires et alla de lui-même au devant d'un très gros échec qui devait amener quasi-automatiquement la disparition de toute sympathie russe pour l'Allemagne, au moment même où Bismarck sanctionnait, par un traité formel d'alliance, sa politique de générosité calculée et d'amitié pour l'Autriche.

Le Congrès se tint à Berlin du 13 juin au 13 juillet 1878, sous la présidence de Bismarck.

A côté des puissances intéressées : Russie, Turquie, Angleterre, Autriche, et les Etats Balkaniques, Bismarck avait invité l'Italie et la France ; celle-ci hésita. La Russie était déjà mécontente de ne pas avoir eu l'appui de la France dans les affaires d'Orient ; or, le gouvernement français sentait que le Congrès était dirigé contre la Russie : ne risquait-il pas de s'aliéner une puissance avec laquelle certains politiciens envisageaient déjà la possibilité d'une alliance ? Sur ces considérations, plusieurs membres du Parlement, comme Gambetta, penchaient vers l'abstention ; mais le ministre des Affaires Etrangères Waddington et M. de Freycinet firent prévaloir l'opinion contraire : la France pouvait-elle laisser modifier sans elle les traités de 1856 et de 1871 ?

On accepta donc sous la condition que le Congrès ne s'occuperait pas des affaires d'Occident (1) ; la France y fut représentée par M. Waddington et par l'ambassadeur à Berlin, comte de Saint-Vallier.

Les plénipotentiaires russes, Gortchakof et Schouvalof, se rendirent compte, dès les premières séances, qu'ils ne pouvaient compter en rien sur Bismarck ; ce fut pour eux une désagréable surprise, car ils avaient cru se concilier le chancelier en déférant aussitôt à son désir d'un Congrès ; et enfin, s'ils sentaient comme toute la Russie, l'Allemagne favorable à l'Autriche, depuis la

(1) Lavisso : *Histoire de France*, tome VIII.

conversation de Gortchakof-Bismarck, en octobre 1876, ils ne s'attendaient quand même pas à voir Bismarck soutenir en toute occasion les prétentions autrichiennes contre la Russie (1).

Le Congrès aboutit à un traité qui ota à la Russie presque tous les avantages qu'elle s'était attribués à San-Stephano : elle acquérait directement la Bessarabie et quelques villes d'Arménie ; la principauté de Bulgarie était coupée en trois tronçons : la Macédoine, rendue au Sultan, la Roumélie orientale, et la Bulgarie proprement dite où l'autorité turque était plus ou moins accentuée mais cependant réelle ; quant aux protégés de la Russie, Serbie et Monténégro, le premier recevait quelques agrandissements, mais du côté de la Bulgarie et non pas de la Bosnie, quant au second, en échange de ses sacrifices, il passait sous un demi protectorat autrichien : il ne devait pas avoir de marine de guerre et l'Autriche devait protéger ses navires de commerce et ses ports. Ce succès de l'Autriche n'était pas le seul ; elle recevait l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine (2) dont le Sultan conservait la nue-propriété, ce qui ne signifiait pas grand chose. Surtout elle empêchait la soudure de la Serbie et du Monténégro. Les districts de Novi-Bazar et Mitrovitza étaient rétrocédés à la Turquie, mais l'Autriche était autorisée à tenir garnison à Novi-Bazar (article 25 du traité). Cette dernière stipulation était particulièrement grave : s'enfonçant comme un coin dans le couloir qui conduit en Macédoine, elle pouvait espérer percer sur ce point l'armature slave, et diminuait en tout cas dès ce moment la moitié de la distance qui la séparait de Salonique.

En somme c'était l'Autriche qui recueillait le fruit des victoires

(1) Il soutient donc l'adversaire de la Russie ; la Russie à son tour, dans un avenir prochain, prendra le parti de l'ennemie de l'Allemagne ; à partir de maintenant, Bismarck ne peut retarder le moment fatal que par quelques expédients qui ne seront que des palliatifs : montrer une bienveillance de surface pour la Russie, jeter le voile du secret sur l'alliance qu'il va conclure avec l'Autriche, desservir la France dans l'esprit du tsar et réciproquement, etc... Il pose lui-même à Berlin les premiers linéaments de l'alliance franco-russe. « Ce jour-là (le jour de la signature du traité de Berlin) il prépara de ses mains cette alliance franco-russe... contre laquelle l'Empereur allemand partit en guerre à l'été de 1914 ». (Joseph Reinach, *Figaro*, 5 mars 1919).

(2) C'était la ratification du traité de Reichstadt, du 15 janvier 1877, un peu édulcoré toutefois et ne parlant plus d'annexion.

russe ; l'ennemi héréditaire de la Turquie retirait beaucoup moins de profit que les Puissances qui, en 1856, s'étaient déclarées ses appuis naturels, Autriche, Angleterre et France (1).

La Russie en voulait naturellement à Bismarck de cette humiliation, mais un peu aussi à la France, qui ne l'avait pas soutenue au Congrès, affectant la plus grande réserve, se bornant à demander une rectification de frontières au profit de la Grèce et à faire promettre par la Turquie la complète liberté de culte de toutes les confessions religieuses.

Le Gouvernement français ne sut pas profiter de l'occasion qui se présentait d'essayer de faire accorder à la Russie de larges avantages : la gratitude russe aurait été en proportion de la stupéfaction que lui causait la volte-face de Bismarck ; beaucoup de Français déjà se rendaient compte que l'on ne pouvait plus espérer une alliance autrichienne depuis que les Allemands d'Autriche, faibles et isolés, s'appuyaient sur l'Allemagne et que, par conséquent, il fallait sans plus tarder se rapprocher de la Russie (2).

Mais le gouvernement français s'entêtait à ne pas vouloir tourner le dos à sa politique de 1856 bien qu'elle ne répondit plus à rien, il n'osait entreprendre d'opération de grande envergure au lendemain du 16 mai, et pour tout dire, il avait peur de déplaire à Bismarck (3).

C'était cette opinion qui avait empêché M. Waddington au Congrès de Berlin de profiter de l'animosité de la Russie envers l'Allemagne pour lui faire des avances qui certainement eussent

(1) L'Angleterre s'était fait céder Chypre et la France avait pris acte des propositions anglaises de ne pas laisser Carthage aux mains des barbares.

(2) La Prusse... « veut rejeter dans les pays slaves la dynastie des Habsbourg pour la dresser en face de la Russie. Voilà notre rôle tout tracé : suivre les destinées de la Russie, nous associer à ses horizons... conclure un accord franco-russe » (lettre de Gambetta à Ranc, 10 février 1877).

(3) Lorsque M. de Freycinet remplaça, à la fin de décembre 1879, M. Waddington aux Affaires Etrangères, le ministre démissionnaire lui dit : « La Russie est disposée à un rapprochement ; mais nous sommes épiés par le prince de Bismarck. La menace d'un traité entre la Russie et la France pourrait le décider à ouvrir les hostilités. »

Cité par Paul Deschanel : « Gambetta ».

été bien accueillies ; mais si les ministres français s'abstenaient ainsi, de peur de mécontenter le redoutable chancelier de fer, ce dernier n'éprouvait pas les mêmes craintes.

Il était bien décidé à battre les fers pendant qu'ils étaient chauds, mais en étouffant le bruit le plus possible. Il avait rendu de signalés services à l'Autriche ; celle-ci ne demeura pas en reste. Moins de trois mois après la signature du traité de Berlin, elle renonce à l'article cinq du traité de Prague de 1866 qui obligeait la Prusse à rendre au Danemark la partie nord du Sleswig si les habitants en exprimaient le vœu. Cette accentuation de l'entente germano-autrichienne porta à son comble le mécontentement de la Russie : ses agents parcouraient la Bosnie-Herzégovine et y prêchaient l'insurrection ; une insidieuse propagande panslaviste s'infiltrait un peu partout dans la double monarchie : chez les Ruthènes, les Tchèques, les Croates ; la presse russe prenait un ton hostile à l'Allemagne, lui rappelant les services rendus jadis et l'accusant d'ingratitude et de trahison ; — Gortchakof était le plus affecté ; depuis le Congrès son dégrisement était complet : il n'aurait jamais prêté à Bismark une idée aussi machiavélique que celle dont il voyait maintenant la croissance après avoir assisté à son éclosion ; le tsar lui-même malgré son amitié pour Guillaume 1^{er}, s'avouait que l'entente des trois empereurs ne signifiait plus rien et que si l'Allemagne le gênait encore il lui faudrait songer à d'autres combinaisons pour assurer la propre expansion slave contre la poussée germano-autrichienne.

Mais le tsar savait aussi qu'il avait un autre adversaire en Europe et en Asie : l'Angleterre ; et quant à la France, en souverain autocrate qu'il était, il ne pouvait guère aimer ses institutions républicaines. Faute de trouver un appui, il agit seul, ce qui était imprudent par suite de la fatigue de l'armée et de l'agitation nihiliste. Il envoya des troupes en Pologne, puis adressa, le 15 août 1879, une lettre à l'empereur Guillaume où il se plaignait de l'attitude inimicale des agents allemands en Orient dans les commissions internationales chargées de l'exécution du traité de Berlin ; il terminait en disant que les conséquences « pourraient devenir désastreuses pour les deux

pays ». Bismarck répondit évasivement. Le tsar envoya alors un télégramme comminatoire dont Bismarck s'écria que c'était une provocation et fit courir le bruit que le général russe Obroutcheff avait été envoyé en mission en France pour conclure une alliance avec ce pays, ce qui était faux et fut démenti. Puis, il proposa à l'empereur Guillaume de mobiliser.

Peut-être pensait-il à faire la guerre à la Russie. Cette guerre aurait eu l'avantage de donner à la Prusse les provinces baltiques et de rejeter la Russie au delà d'une Pologne reconstituée. Cette manœuvre aurait permis tout à la fois de faire avorter l'Alliance franco-russe en dégoûtant la France de la Russie et aussi de profiter de l'affaiblissement et de l'éloignement russe pour remanier dans le sens allemand les Etats balkaniques pour le plus grand profit de la colonisation austro-allemande.

Quoi qu'il en soit, Guillaume I^{er} ne voulut pas suivre Bismarck et sollicita du tsar une entrevue qui eut lieu, le 3 septembre, à Alexandrovo, en Pologne russe. Le tsar se calma, mais l'ancienne situation demeura sans changements, à tous les points de vue.

Bismarck qui avait affecté de croire à la menace russe et à une alliance de cette puissance avec la France proposa au chancelier Andrassy un projet d'alliance (1) que celui-ci approuva ; les empereurs Guillaume et François-Joseph y adhérèrent aussi et le traité fut ratifié à Vienne, le 7 octobre 1879 (2).

Bismarck ne s'en tenait d'ailleurs pas là et il augmentait le plus qu'il pouvait, la puissance allemande en réunissant un énorme faisceau d'alliances : l'accession de l'Italie à l'alliance austro-allemande, en 1882, n'avait rien de menaçant pour la Russie. Mais les autres alliances sont conclues avec un esprit de suite qui fait penser invinciblement à une ma-

(1) Bismarck dit à Andrassy : « Cette alliance vous offrira une sûreté contre le panslavisme et nous-mêmes une garantie contre toute alliance fondée sur un désir de revanche ». (*Correspondant* 1917-1918, la France et l'Allemagne après le Congrès de Berlin ; d'après la mission du comte de Saint-Vallier, par Ernest Daudet.)

(2) Bismarck voyant à Vienne l'ambassadeur de France Teissierenc de Bort lui expliqua que la France ne devait pas prendre ombrage des « relations intimes » de l'Allemagne et de l'Autriche, mais, disait-il, « l'attitude de la Russie depuis le traité de Berlin est équivoque et demande « à être surveillée. » (*Ibidem*).

nœuvre tendant à éliminer la Russie des Balkans : en Serbie, le roi Milan se laisse prendre à l'appât des capitaux autrichiens et signe, en 1881, un traité d'alliance avec l'Autriche, valable pour dix ans et reconnaissant à la monarchie dualiste la Bosnie et Novi-Bazar ; Bismarck avait appuyé l'Autriche qui venait ainsi heureusement doubler son quasi-protectorat sur le Monténégro ; en Roumanie, le roi Charles et le ministère Bratiano étaient hostiles à l'influence russe et calculaient que le panslavisme était plus dangereux pour leur indépendance que le pangermanisme : en 1883, la Roumanie signe des traités d'alliance avec les deux empereurs d'Autriche et d'Allemagne. En Bulgarie seulement l'influence russe se maintient jusqu'au jour où l'immixtion russe dans les affaires intérieures de ce pays ayant provoqué une réaction, un parti austrophile se constitue qui, en 1883, élèvera sur le trône de Bulgarie, le protégé de l'Autriche, Ferdinand de Saxe-Cobourg.

Mais si Bismarck préparait ainsi l'essor du germanisme dans les Balkans et renforçait le plus possible la situation de l'Allemagne en Europe afin d'intimider ses adversaires, il prenait les plus grandes précautions pour retarder le moment où le tsar, surmontant sa répugnance pour les institutions républicaines, s'allierait à la France. Dans cette hypothèse, pensait Bismarck, la France belliqueuse par nature, se voyant soudée à la Russie, pourrait faire un coup de tête et entraîner le tsar. Il fallait donc conjurer ce péril le plus longtemps possible ; profitant habilement des divergences politiques qui séparent la mentalité des deux peuples, de la germanophilie qu'avaient encore beaucoup de ministres russes, de la timidité des deux gouvernements dont aucun n'osait faire le premier pas, il s'applique à ne pas rompre le pont avec la Russie, il masque les lézardes de la construction de 1872 par des replâtrages plus ou moins efficaces, mais suffisants pour qu'elle ne tombe pas en ruines et par-dessus tout cela, il s'applique à jeter la suspicion, en France, sur les desseins russes, en Russie sur les intentions françaises (1).

Ces efforts ne cessent pas de 1879 à 1888 et se poursuivent

(1) Divide ut Vincas.

même après la disgrâce du chancelier. Au début de 1879, le général Chanzy, nommé ambassadeur à Saint-Péterbourg, passa par Berlin pour rejoindre son poste ; il rendit visite à Bismarck ; le chancelier se montra affable ; la conversation tomba naturellement sur la Russie et le chancelier ne cessa de dénigrer l'empire moscovite, le gouvernement et le peuple russe : « Mal secondé, mal renseigné, le tsar n'exerce plus d'une façon assez constante et assez énergique l'action directe qui est la condition essentielle d'un gouvernement autocratique ; la Russie est un pays en pleine décomposition... » ; il avait vécu en Russie et paraissait bien au fait de ce qu'il racontait (1).

Au mois de mars 1880, M. de Freycinet ayant refusé de livrer à la Russie et laissé s'embarquer pour l'Angleterre le nihiliste Hartmann, accusé d'une tentative d'assassinat contre Alexandre II, le gouvernement tsariste se montra extrêmement froissé, mais Bismarck approuva le gouvernement français et déclara que le gouvernement russe s'était montré beaucoup trop arrogant en l'occurrence : « En l'absence d'un traité d'extradition, il n'y avait pas lieu de livrer Hartmann et de faire ce que la Russie n'eut pas osé demander à la Grande-Bretagne ; c'était une question de dignité nationale... (2) ».

Et pendant qu'il s'efforçait d'enlever à la France les sympathies que la Russie pourrait lui inspirer, il procédait de même auprès du gouvernement russe à Saint-Petersbourg, d'où Chanzy écrivait, en juillet 1881 : « Il est évident que le chancelier... cherche à détruire à Pétersbourg la confiance que nous pourrions inspirer à la Russie. Son but est d'isoler l'une et l'autre des deux puissances antagonistes naturelles de l'Allemagne... (3) ».

Mais si Bismarck ne manquait pas une occasion de retarder

(1) *La mission de Saint-Vallier*. Op. cit.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*. Cette impulsion donnée par Bismarck à ses agents diplomatiques survécut à la chute du chancelier. M. de Freycinet visita, en 1890, M. de Munster, qui était ambassadeur d'Allemagne à Paris depuis 1885. Le comte demanda à M. de Freycinet : « Quel intérêt vous pousse à vous rapprocher de la Russie ? Croyez-moi ; rien de bon ne vient de l'Est. » — et M. de Freycinet ajoute : « Il avait séjourné à Saint-Petersbourg comme chargé d'affaires et racontait des choses étonnantes sur l'incurie administrative des Russes. » (Souvenirs 1878-1893, chapitre XIII).

le rapprochement franco-russe, il était favorisé par les événements : en 1882, l'ambassadeur français en Russie, l'amiral Jaurès, déplut à la Cour impériale ; l'année suivante, le général Appert remplaça Jaurès : celui-ci plaisait au tsar, mais il fut brusquement rappelé, au début de 1886, ce que voyant, le tsar blessé rappela son ambassadeur à Paris. A la même époque, le gouvernement français gracia le révolutionnaire russe Kropotkine, que le tribunal correctionnel de Lyon avait condamné à cinq ans de prison ; cette mesure inopportune avait fâcheusement éveillé chez le nouveau tsar Alexandre III (1), les mêmes suspicions que l'affaire Hartmann avait provoquées chez son père quelques années auparavant. Enfin, brochant sur tout cela, le fait que de 1879 à 1887, le chef de l'Etat français, M. Grévy, était hostile à toute compromission pouvant engager la France à l'étranger, contribuait à favoriser les manœuvres de Bismarck.

Le chancelier, de son côté, tâchait de ne pas déplaire à Saint-Pétersbourg ; Alexandre II avait été assassiné par les terroristes et Bismarck profita du danger révolutionnaire pour creuser le fossé entre le nouveau tsar et la République française. Le tsar vint deux fois, coup sur coup, en Allemagne, à Berlin et à Dantzig ; les deux fois, il vit Guillaume I^{er} et Bismarck, et il discuta avec eux sur les mesures à prendre contre le nihilisme. Dès la fin mars 1881, M. de Saint-Vallier écrivait à Ernest Daudet et lui communiquait les inquiétudes que lui inspirait ce nouveau rapprochement des Etats monarchiques absolus contre ceux qui servent d'asile à la révolution cosmopolite, et il ajoutait que « le nouveau tsar, menacé par les entreprises révolutionnaires, disposé à accuser la France de les avoir fomentées, renoncerait à toute velléité de se rapprocher d'elle (2) ».

Bismarck s'était efforcé de discréditer la France dans l'esprit du tsar ; il avait eu la chance de voir Gortchakof se retirer

(1) Alexandre III ayant succédé à Alexandre II, le 13 mars 1881, à la suite de l'attentat nihiliste qui coûta la vie à son prédécesseur.

(2) Le nouveau tsar n'aimait pas l'Allemagne (Ernest Daudet : *l'avant-dernier Romanoff*) ; mais il sentait que c'était un pays monarchique dont les institutions politiques se rapprochaient des siennes, tandis qu'il ne voyait dans la France que l'anarchie et le chaos.

de l'arène politique à la mort d'Alexandre II, et Alexandre III prendre comme ministre des Affaires Étrangères, M. de Giers, d'origine balte et germanophile ; de plus, Bismarck avait fait nommer son fils Herbert, conseiller d'ambassade à Pétersbourg. Le chancelier ne ménageait pas ses efforts et envoya auprès du tsar jusqu'au petit-fils de Guillaume I^{er}, qui donna à Alexandre III l'assurance des bons sentiments de l'Allemagne.

En 1884, Bismarck put même croire qu'il avait restauré l'alliance de 1872 en faisant signer au tsar le traité secret de Skierniewice, aux termes duquel les trois empereurs contractants s'engageaient à soutenir solidairement le principe monarchique et à ne pas attaquer celui des trois qui serait en guerre avec une quatrième puissance.

Alexandre III, en effet, accueillait bien les propositions bismarckiennes : sa peur du mouvement révolutionnaire l'incitait instinctivement à se tourner vers les empereurs d'Allemagne et d'Autriche ; de plus, il y était également poussé par son désir de maintenir la paix, et la crainte d'une collision russo-anglaise en Asie, en vue de laquelle il était bon de se ménager des appuis en Europe. — Enfin, Bismarck lui accordait quelques satisfactions dans les Balkans ; en 1881 l'Allemagne et l'Autriche se montraient disposées à laisser se constituer une Grande Bulgarie par l'union des Rouméliotes et des Bulgares, ce qui ne pouvait être que très agréable au tsar, qui avait encore beaucoup d'influence en Bulgarie : en retour de ce bon procédé, Alexandre III promettait de ne pas s'opposer à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine.

Et de même qu'il s'efforçait de plaire à la Russie, le chancelier tâchait de se faire bien voir de la France, déclarant qu'il était tout disposé à la soutenir à Tunis pourvu qu'elle ne portât pas ses regards sur l'Alsace-Lorraine, et la soutenant effectivement en 1880 à la conférence de Madrid contre ses rivaux au Maroc, et en 1884 à la conférence de Berlin, touchant le règlement des limites franco-allemandes en Afrique.

Hanté par sa peur des coalitions⁽¹⁾, il s'efforçait de conjurer

(1) Ce que le comte Schouvalof avait appelé au lendemain du Congrès de Berlin. « *sa phobie des coalitions* ».

le péril en calmant ses ennemis éventuels et en se précautionnant par ses alliances. Bien qu'il affectât le plus grand mépris pour la Russie, il pensait comme son maître Guillaume I^{er}, lequel suppliait encore à son lit de mort de ne pas se brouiller avec la Russie, et il disait que si pour une cause quelconque l'Allemagne entraît en guerre contre la Russie, le gouvernement français serait débordé par l'opinion publique et ne pourrait retenir la France.

Brusquement, en 1887, avec la révolution bulgare et le Boulangisme, Bismarck laisse tomber le masque du côté de la France et son attitude en Bulgarie lui fait perdre toute sympathie du côté russe.

Aux environs de 1887, Bismarck est inquiet du côté français, il craint l'arrivée au pouvoir des hommes de la Ligue des Patriotes, qui, depuis quelque temps, parlent de Revanche, préconisent la reconquête de l'Alsace-Lorraine, et, en attendant mènent la plus active propagande dans ces deux provinces ; il sait aussi les événements qui se déroulent en Bulgarie, la part qu'il y prend et se demande jusqu'où ira le ressentiment du tsar lorsqu'il s'en apercevra. Sa peur d'une coalition franco-russe le reprend (2) ; pour la briser sûrement, le mieux est de la prévenir en poussant la France à bout par des campagnes de journaux, par des provocations brutales (affaires Schnaebelé et Brignon) et par la loi du Septennat qui lui permet de limiter les droits du Parlement allemand en matière de crédits militaires et de remanier dans le sens de l'augmentation les effectifs allemands.

Mais cette tentative échoue devant le sang-froid du gouvernement français ; non seulement Bismarck ne réussit pas à se faire attaquer par la France, mais ses efforts aboutissent en sens inverse ; il donne aux gouvernants et au peuple français l'impression que la France ne pourra vivre tranquille que le jour où elle se sera accordée avec la Russie pour mettre un frein aux tracasseries de Bismarck ; et le désir du gouvernement fran-

(2) Crainte pas absolument injustifiée puisque Boulanger voulait écrire au tsar pour lui proposer l'alliance française.

çais réussira d'autant plus facilement que Bismarck dans le même temps aura mécontenté Alexandre III, comme il avait mécontenté dix ans auparavant Alexandre II et toujours à propos de l'interminable question d'Orient : la rupture fut provoquée par l'attitude de Bismarck lors de l'avènement au trône de Bulgarie du prince Ferdinand ; le Sobranié bulgare l'avait élu au mois de juillet 1887 avec la sympathie à peine dissimulée de l'Autriche et de l'Allemagne. Le tsar déclara ne pas reconnaître cette élection. Sur ces entrefaites, le ministre des Affaires Étrangères de France, M. Flourens se procura des lettres qu'avait adressées le prince Ferdinand à sa mère et où ce dernier disait que les puissances de la Triple Alliance l'encourageaient et estimait que sa candidature serait utile aux intérêts de l'Allemagne. Ce fut sur ce fait tout à fait spécial que le tsar se basa pour demander à Bismarck quelques explications dans une entrevue où Bismarck soutint que les lettres étaient apocryphes mais sans parvenir à convaincre Alexandre III (novembre 1887).

Le chancelier dépité soumit au Reichstag un nouveau projet de loi militaire visiblement dirigé contre la Russie et publia (1) le texte du traité austro-allemand du 7 octobre 1879. Le tsar ne s'émut pas et de son côté déclara ne pas renouveler l'accord de Skierniewice.

Mais aussi l'empereur de Russie réfléchit sur la conduite de la France dans cette affaire de Bulgarie ; pendant que s'accomplissaient les tractations obscures de Bismarck, M. Flourens avait été sollicité en faveur du prince Ferdinand par des délégués bulgares et il leur avait conseillé de s'adresser d'abord à Saint-Pétersbourg : le tsar fit une comparaison entre l'attitude des deux ministres français et allemand et la comparaison ne fut pas à l'avantage du chancelier prussien.

Déjà lors de l'incident Schnaebelé, il avait écrit à l'empereur

(1) Cette publication fut considérée en France comme ayant eu une influence décisive sur l'esprit du tsar : « La publication provocatrice du traité d'alliance austro-allemand, faite simultanément à Vienne, Pest et Berlin dessilla les yeux du tsar qui, dès lors, prit une attitude franchement offensive. » (*Petit Méridional*, 16 janvier 1889).

Guillaume et celui-ci avait relâché le fonctionnaire capturé (avril 1887). Après les événements du mois de novembre où la duplicité de Bismarck est percée à jour, Alexandre III ira encore plus loin : « la porte sera grande ouverte à l'alliance franco-russe (1) ».

(1) Debidour.

LES PRODROMES DE L'ALLIANCE

La fin de 1887 et le commencement de 1888 sont marqués, en France et en Allemagne, par des changements de premier ordre dans les organes supérieurs du gouvernement ; en France, le 1^{er} décembre 1887, le Président Grévy démissionnait ; il était remplacé par M. Carnot. A ce changement d'hommes devait correspondre une modification de politique extérieure : à l'opposé de M. Grévy qui eut apporté ses soins plutôt à repousser les alliances éventuelles qu'à se les procurer, M. Carnot devait être le protagoniste d'une orientation nouvelle et du rapprochement effectif avec la Russie. Un changement non moins notable s'accomplissait en Allemagne : l'empereur Guillaume I^{er} mourait le 6 mars 1888 (1) et après le court interrègne de Frédéric III, ce fut l'avènement de Guillaume II.

Avec ce nouvel empereur, la confiance mutuelle et profonde qui unissait les deux maisons régnantes disparut et fit place à des manifestations de politesse extérieures et superficielles qui ne devaient faire illusion ni à l'un ni à l'autre empereur. Au mois de juillet 1888, Guillaume II se rendit à Péterhof, et remercia le tsar d'avoir envoyé son fils à Berlin pour le représenter aux obsèques ; en septembre 1889, le tsar arrivait à Postdam, et Guillaume II lui manifestait le désir de le rencontrer chaque

(1) Ce décès de Guillaume I^{er} donna à un troisième personnage l'occasion d'apparaître pour la première fois sur la scène de l'Europe ; ce fut le prince héritier de Russie, le futur Nicolas II, alors âgé de 20 ans et que son père envoyait à Berlin pour assister aux obsèques de l'empereur défunt.

année, en lui annonçant sa visite en Russie pour l'année suivante 1890. Mais tout ceci n'était que superficiel ; et les deux empereurs n'éprouvaient aucune sympathie l'un pour l'autre. Le tsar emporta de Postdam l'impression que l'empereur d'Allemagne, agité et présomptueux était un jeune homme « mal équilibré » ; et Guillaume II avait bien vu que, malgré les bonnes dispositions apparentes du tsar « l'empire et le peuple (russe) nourrissent une haine puissante contre tout ce qui est allemand (1), et peu de temps après, son aigreur augmente encore à la nouvelle émanant du consul allemand à Kiev et l'avertissant des mouvements de troupes moscovites en direction des frontières autrichiennes. Cette information provoqua une vive irritation chez Guillaume II qui déclara, au début de mars 1890 au maréchal Waldersee : « Nos relations avec la Russie sont bien mauvaises ; le tsar parle de moi comme si j'étais fou... » et renonça à sa visite à Saint-Pétersbourg.

Guillaume II tournait ainsi le dos à la politique de Guillaume I^{er} et le lien d'affection personnelle qui avait uni jusqu'à les souverains des deux empires se brisait ; Guillaume II ne put regagner le terrain perdu tant que vécut Alexandre III ; il n'y réussit qu'avec l'avènement de Nicolas II, en novembre 1894. Mais d'ici là, des événements irréparables pour lui se seront passés (2) ; d'un autre côté, la politique tapageuse et brouillonne de Guillaume II indisposait le gouvernement français. Sa première idée, en montant sur le trône, fut de se réconcilier avec ses voisins de l'Ouest et il leur manifesta une vive sympathie pendant quelque temps (3) ; mais après le voyage « plus osé que sage (4) » de l'impératrice Victoria à Paris, en février 1891 et

(1) Ernest Daudet : *L'avant-dernier Romanoff*.

(2) Guillaume II mécontenta le tsar par des mesures positives : notamment en favorisant ostensiblement les seigneurs polonais de Posnanie, non par sympathie personnelle, mais dans le dessein de répondre à la russification des provinces baltiques, Livonie-Esthonie-Courlande.

(3) Recevant avec les plus grands égards M. Jules Simon à la conférence ouvrière de Berlin, en mars 1890, faisant bon accueil aux Français qui se rendirent en novembre au Congrès médical de Berlin, adoucissant le régime des passeports en Alsace.

(4) M. de Giërs : *Livre Jaune Alliance franco-russe*, numéro 2.

qui faillit se terminer tragiquement (1), Guillaume II se rendit compte que l'opinion publique française lui était hostile : D'accord il ne fut plus question, mais, au contraire, le gouvernement allemand se hâta de renouveler la triple alliance, renforça le régime des passeports en Alsace et fit voter une nouvelle loi militaire l'année suivante.

La République se sentait dans le plus grand isolement. Le gouvernement français venait d'essuyer un échec en Egypte, le ministère anglais Salisbury refusant l'évacuation de ce pays. Il allait en enregistrer un autre au Soudan où l'Angleterre s'entendait avec l'Allemagne pour exclure la France des pays du Bas-Niger ; avec l'Italie, les relations étaient franchement mauvaises par suite des convoitises italiennes sur l'Abyssinie, de l'amitié de son président du conseil Crispi pour l'Allemagne et des efforts faits par le Quirinal auprès du Vatican pour que le Pape instituât une légation en Chine et fasse ainsi cesser le privilège français de la protection des missions d'Orient, (manifestations hostiles qui culminèrent, en août 1893, avec les rixes d'Aigues-Mortes).

Dans ces conditions, la France, en mauvais termes avec tous ses voisins, devait rechercher l'alliance russe.

Mais si la France et la Russie étaient bien disposées à faire cesser leur isolement, le tsar conservait toujours un vieux ferment de défiance contre la République que l'agitation boulangiste et la crise présidentielle de 1887 avaient malencontreusement avivé (2).

Cette prévention disparut au mois de mai 1890. L'ambassadeur de Russie à Paris, M. de Mohrenheim, déclara un jour au ministre de l'Intérieur Constans que des nihilistes fabriquaient secrè-

(1) M. de Freycinet : *Souvenirs*, 1878-1893, chapitre XIV.

(2) Le tsar Alexandre n'avait pas vu sans étonnement la crise présidentielle française de décembre 1887 ; il y avait trouvé une confirmation éclatante de la défiance que lui inspiraient les institutions républicaines et avait dit à l'ambassadeur français, M. de Laboulaye : « Le choix de M. Carnot ne laisse rien à désirer, mais il n'y en a pas moins une brèche à votre constitution. Si vous deviez faire de l'exception qui s'est produite une règle ce serait un détestable principe ». (Ernest Daudet, op. cit.) Il craignait les répercussions que de pareils bouleversements pouvaient entraîner sur la politique extérieure de la France.

tement en France des explosifs : et tout aussitôt douze terroristes furent arrêtés par la police française.

Que la conspiration ainsi éventée ait été réellement ourdie par des révolutionnaires, ou qu'elle ait été machinée par M. de Mohrenheim lui-même, l'effet produit sur l'esprit du tsar fut considérable. Les souvenirs amers des affaires Hartmann et Kropotkine s'effacèrent en lui, il ne vit plus dans la France le pays d'anarchie et de chaos qu'il avait cru y voir si longtemps. « Enfin, dit-il, la France a un gouvernement » et il félicita chaleureusement M. de Laboulaye.

De ce jour, les obstacles sont aplanis, les événements vont relativement très vite et les manifestations amicales se multiplient.

Dès le début de 1888, le gouvernement russe s'était senti gêné par l'exclusion des valeurs russes du marché allemand, prononcée à la fin de l'année précédente par Bismarck, en riposte à l'interdiction faite en Russie aux Allemands, d'acheter des biens fonds dans les provinces de l'Ouest. Comme la Bourse anglaise, le Stock-Exchange, s'était refusée à négocier des emprunts russes en Angleterre, le ministre des finances russes Wischnegradski dû faire appel aux capitaux français et un consortium de banquiers, dirigé par M. Hoskier, obtint du gouvernement français l'autorisation d'émettre des emprunts russes à la cote de Paris. Un emprunt de cinq cent millions avait donc été émis en décembre 1888 et l'épargne française lui avait fait bon accueil.

Parallèlement à la réorganisation de ses finances, le gouvernement impérial essayait de restaurer son armée ; au début de novembre 1888, le grand-duc Wladimir de Russie, de passage à Paris, avait demandé et obtenu de M. de Freycinet (1) la remise d'un des nouveaux fusils de guerre français ; deux mois plus tard, l'attaché militaire de Russie, le baron Freedéricksz, demanda au conseil des ministres, si la direction de l'artillerie française

(1) M. de Freycinet, op. cit. — M. de Freycinet étant ministre de la Guerre (cabinet Tirard) et M. Spuller, ministre des Affaires Etrangères, M. Ribot succéda, le 17 mars 1890, à M. Spuller.

ne pourrait pas étudier un type de fusil se rapprochant du fusil Lebel, afin de renouveler l'armement russe ; — la proposition fut encore acceptée ; et, en 1889, une commande de cinq cent mille fusils, suivie d'une autre commande égale, fut passée aux ateliers de Chatellerault.

Au mois d'août 1890, le général de Boisdeffre, sous-chef d'état-major français, fut invité aux manœuvres impériales de Narva. En 1891, s'ouvrait à Moscou une exposition de produits français.

Il ne restait plus, maintenant que le tsar n'avait plus de préventions contre la France, qu'à concrétiser ces manifestations d'entente cordiale, par une démonstration officielle et non équivoque, qui serait faite aux yeux de tous, et consacrerait solennellement le nouvel état de choses.

Au mois d'août 1890, le ministre de la Marine, Barbey, proposa à ses collègues, d'envoyer une flotte à Kronstadt ; le conseil des ministres pria M. de Laboulaye, de s'entendre à ce sujet avec le tsar, et ce dernier déclara qu'il serait très heureux de voir l'escadre française du Nord rendre visite aux ports russes de la mer Baltique ; il l'invita officiellement au mois de janvier 1891, fixant la date de fin juillet comme devant lui être particulièrement agréable puisqu'elle coïncidait avec la fête de l'Impératrice.

Au début de juillet 1891, l'amiral Gervais, partit de Cherbourg avec la division cuirassée du Nord (1) ; il arriva à Kronstadt, le 23 juillet et y séjourna jusqu'au 4 août.

Au même moment, le gouvernement français faisait tous ses efforts pour obtenir du gouvernement tsariste un arrangement qui consacrerait l'amitié unissant les deux pays depuis plusieurs années ; d'ailleurs, les crédits ouverts à la Russie depuis 1888, donnaient à la République le droit de parler (2).

A la mi-juillet, M. de Laboulaye rendit visite à M. de Giers ; les deux diplomates s'entretenirent du renouvellement de la

(1) Cuirassés Marengo, Requin, Surcouf, Marceau, Furieux, avec plusieurs torpilleurs.

(2) Le montant des emprunts dépassait 3 milliards au début de 1891.

Triple-Alliance et des sympathies de lord Salisbury pour la Triple Alliance que ce dernier considérait comme étant éminemment pacifique ; ils se demandèrent si dans ces conditions il ne serait pas bon « de faire un pas de plus dans la voie de l'entente ». M. de Laboulaye en rendit compte à M. Ribot qui l'approuva et lui déclara : « Les circonstances n'ont jamais été plus favorables » à la conclusion d'un accord ayant pour objet « le maintien de la paix étroitement lié au maintien de l'équilibre entre les forces européennes ». A cet effet, il lui adressait une formule qui lui paraissait convenable :

« En raison de l'entente cordiale qui existe entre les deux pays,

« Les gouvernements se concerteront sur toutes questions qui pourraient mettre en cause le maintien de la paix en Europe.

« Il est d'ailleurs entendu que, si l'une des puissances de la Triple Alliance venait à mobiliser ses forces, la France et la Russie, sans avoir besoin de se concerter au préalable, mobiliseraient immédiatement et simultanément les leurs (1) ».

Le tsar en fut informé les jours suivants comme l'escadre était encore à Kronstadt ; il ne souleva point d'objections. On était donc d'accord sur le texte de la convention, sauf que M. de Giers ne voulait pas limiter l'entente à l'Europe seule ; la paix, disait-il, pouvant être troublée aussi en Egypte ou en Chine.

Après quoi, la négociation subit un temps d'arrêt, l'empereur ayant soudainement manifesté le désir de consulter M. de Mohrenheim, alors en traitement à Caunterets. L'ambassadeur se rendit donc à Saint-Petersbourg et en revint le 15/27 août (2), porteur d'instructions spéciales de M. de Giers et destinées à être communiquées à M. Ribot.

Le tsar et son ministre des Affaires Etrangères avaient remanié le projet et proposaient la teneur suivante :

1^o « Afin de définir et de consacrer l'entente cordiale qui les

(1) *Livre Jaune*. Annexe au Numéro 5.

(2) La Russie n'ayant pas admis la réforme grégorienne, le calendrier russe retarde sur celui de l'Europe occidentale. Le retard était de 12 jours au XIX^e siècle ; donc, dans le cas présent, le 15 août est la date russe, le 27, la date française.

unit et désireux de contribuer d'un commun accord au maintien de la paix qui forme l'objet de leurs vœux les plus sincères, les deux gouvernements déclarent qu'ils se concerteront sur toutes les questions de nature à mettre la paix générale en cause (1) ;

2^o « Pour le cas où cette paix serait effectivement en danger et spécialement pour celui où l'une des deux parties serait menacée d'une agression (2) les deux parties conviennent de s'entendre sur les mesures dont la réalisation de cette éventualité imposerait l'adoption immédiate et simultanée aux deux gouvernements (3).

M. Ribot donna son entière adhésion et les deux gouvernements posèrent, sans plus tarder, les bases d'une future convention militaire, c'est-à-dire, les mesures à prendre pour parer aux éventualités prévues par le second point de l'arrangement ; quant à ce dernier, le tsar exigeait le secret le plus absolu.

Malgré tout, le cabinet français, pensa qu'il pouvait, sans divulguer le secret impérial, apprendre au pays ce qui s'était passé et dont la presse et l'opinion, en France et à l'étranger, s'entretenait depuis longtemps déjà (4).

Le 16 septembre, M. de Freycinet dit, au cours des grandes manœuvres de Champagne, que l'armée française « a sa part dans les événements dont se réjouit notre patriotisme » et le 8 octobre, à Marseille, il parla de « la sagesse de la diplomatie française » ; de son côté, M. Ribot faisait au même moment, à Bapaume, une allusion également transparente (5).

Les nouvelles de Kronstadt soulevèrent en France l'enthousiasme général ; peu enclin à goûter les finesses et les lenteurs

(1) Il ne s'agit plus ici du maintien de la paix en Europe, mais de la paix générale.

(2) On prévoit ici une agression quelconque et non pas l'hypothèse précise où l'une des puissances de la Triple Alliance viendrait à mobiliser.

(3) *Livre Jaune : Alliance franco-russe, annexe au N^o 17.*

(4) « Les bruits les plus contradictoires continuent à courir au sujet de l'existence ou de la non existence d'un traité d'alliance entre la France et la Russie ; ces jours derniers, les journaux autrichiens étaient unanimes à dire que ce traité existe, qu'ils en ont la connaissance, et ils en révélaient même la clause principale qui vise la garantie réciproque du territoire de chacun des contractants... » (*Petit Méridional*, 3 août 1889.)

(5) Freycinet. Op. Cit. Chap. XIV.

de la diplomatie officielle, le peuple fut frappé en revanche par ces manifestations ostensibles et bruyantes (1). Dans l'ignorance de la réalité russe et prêtant au tsar les mêmes sentiments qu'elle éprouvait, l'opinion française s'était enthousiasmée jusque dans les hameaux les plus reculés : dans tous les villages, le drapeau à l'aigle bicéphale était arboré, l'hymne russe retentissait ; « tous les ports de France, de Dunkerque à Alger, dès qu'apparaissait un bateau russe, eurent leur fête de l'alliance » (2).

À l'étranger, la manifestation de Kronstadt et l'accord franco-russe qui lui succéda ne soulevèrent pas l'émotion qu'on aurait pu attendre. Pour atténuer les susceptibilités anglaises, M. Ribot avait fait faire escale à l'escadre, lors de son retour, à Portsmouth où la reine Victoria la passa en revue. En Autriche, le comte Kalnocki déclarait sentencieusement au Parlement austro-hongrois qu'il n'y avait rien de changé dans le monde : dans l'ignorance où il était des termes de l'accord du 27 août, ce ministre jugeait sage de paraître rassuré et d'ajouter foi pour le moment aux déclarations pacifiques de Paris et de Saint-Pétersbourg. En Allemagne, M. de Caprivi déclarait au Reichstag qu'il avait la conviction « ferme comme un roc » que les intentions du tsar étaient pacifiques et que la guerre ne s'était pas « rapprochée d'un pouce » à la suite de l'entrevue de Kronstadt (3). Seule, l'Italie ne se montrait pas rassurée ; mais cette défiance ne provenait pas du rapprochement franco-russe ; elle provenait de la crainte d'un rapprochement entre la République et le Saint-Siège que préconisaient certains prélats et que parut confirmer au mois d'octobre 1891, une manifestation en l'honneur du pape-roi, faite à Rome par des pèlerins que conduisaient des évêques français.

(1) Par exemple, la visite du tsar accompagné de la famille impériale et de la reine de Grèce, à l'amiral Gervais, sur le *Marengo* ; le toast porté par l'empereur au président Carnot et à la France, la musique de la Garde exécutant la *Marseillaise* et le tsar écoutant respectueusement cet hymne révolutionnaire.

(2) Rambaud : *Histoire de la Russie*.

(3) Cette tranquillité du chancelier allemand étant l'œuvre de M. de Giers qui s'était rendu en Allemagne au mois de novembre et avait affirmé que la politique de Kronstadt ne pouvait inquiéter personne. (*Livre Jaune, Alliance franco-russe*, n° 20 et 21).

En somme, l'accord de 1891 réunissait en France la quasi unanimité des suffrages et il n'inquiéta pas l'étranger ; le tsar, dont la Triplice connaissait les sentiments pacifiques, avait contribué à ce dernier résultat.

Sans connaître les clauses de l'accord du 27 août, le monde entier savait qu'Alexandre III et M. de Giers ne pouvaient avoir conclu un traité à caractère offensif ; on savait que si le tsar s'opposait à ce que l'Allemand « entrât une nouvelle fois à Paris, en vainqueur » (1) il n'en trouvait pas moins excellente la situation de l'Alsace aux mains de l'Allemagne. Ce qu'il entendait par « maintien de la paix » était le maintien de la paix de 1871 ; il ne se fût jamais associé au gouvernement français si celui-ci avait prétendu ouvrir le champ à la « justice immanente » dont avait parlé Gambetta à Cherbourg. La personnalité du tsar et de son ministre des Affaires Etrangères en imposait à tous et l'Allemagne demeurait calme.

Malheureusement certains éléments de l'opinion en France avaient donné à l'accord de 1891 une portée qu'il n'avait pas et crurent pouvoir réaliser un jour le vif espoir de la guerre de revanche.

Leur désillusion, en voyant que l'alliance avec la Russie ne servait qu'à maintenir le statu-quo, devait les pousser quelques années plus tard, après la disparition d'Alexandre-le-pacifique, à modifier regrettablement cet inoffensif premier accord franco-russe.

Mais les fêtes navales et les promesses échangées pendant l'été de 1891, bien que prescrivant l'action commune en cas d'attaque, étaient jugées par M.M. Ribot et de Freycinet comme insuffisamment pratiques. Comme il était évident que les deux pays ne pourraient correspondre en cas de guerre avec la Triplice, il devenait nécessaire de s'entendre à l'avance sur les mesures à prendre le jour où la paix serait en danger. C'était cette convention militaire à laquelle avait pensé, dès le mois d'août 1891, le ministère français et sur le principe de laquelle on était déjà d'accord à cette époque avec le gouvernement russe.

(1) *Petit Méridional*, 13 juin 1889.

La mise au point de cette convention (1) dura deux années de tergiversations quasi-byzantines dûes en large partie à la répugnance de M. de Giers pour une semblable convention, comme il apparaît dans les expressions aussi vagues que possible par lesquelles il avait cru devoir libeller les termes de l'accord de 1891.

M. de Montebello remplace M. de Laboulaye au début du mois de décembre 1891 ; il est reçu officiellement par l'empereur le 10 ; mais le tsar ne fait aucune allusion à l'élaboration de la convention militaire. M. de Giers ne se montre guère plus explicite et lui dit seulement qu'il n'y a pas lieu de se précipiter et qu'avant tout, il convient de faire étudier une question aussi technique par des personnalités autorisées des deux armées.

M. de Montebello en informe M. Ribot, qui lui envoie le 4 février suivant une note rédigée par le général de Miribel et revue par M. de Freycinet.

Dans l'introduction, M. de Miribel dit qu'il envisage la seule hypothèse d'une guerre défensive dans laquelle France et Russie combattront de concert, chaque pays pouvant compter sur l'appui militaire complet de l'autre.

Dans la première partie, il calcule approximativement les forces combattantes des puissances de la Triple, soit 2 millions 210.000 soldats de première ligne avec 6.432 bouches à feu auxquelles il oppose les forces additionnées de la France et de la Russie, soit 3.150.000 soldats et 7.160 bouches à feu, supériorité numérique, mais plus que compensée par la lenteur de la mobilisation russe. « Dans l'état actuel des voies de communication », la Russie, quoi qu'elle fasse, sera en retard sur l'Allemagne.

Dans la seconde partie, il dit que l'ennemi principal étant

(1) Les principaux acteurs de cette nouvelle négociation furent pour la Russie, outre le tsar, MM. de Giers et de Mohrenheim, le général Wagnowski, ministre de la guerre, et le général Obroutcheff, chef d'Etat-major; pour la France, le président Carnot, M. M. Ribot et de Freycinet. En 1893, M. de Freycinet fut remplacé à la guerre par le général Loizillon, puis par le général Mercier et à M. Ribot succédèrent MM. Develle et Casimir Périer. — M. M. Ribot et de Freycinet furent assistés au point de vue technique par les généraux Saussier, de Miribel, de Boisdeffre et le commandant Moulin.

l'Allemagne, la France dirigera contre elle les 5/6 de ses forces et il invite la Russie à faire de même ; et pour venir à bout de l'armée allemande, il est nécessaire de l'attaquer le plus violemment possible des deux côtés à la fois ; il ne faut pas que les troupes allemandes puissent faire la « navette » et c'est précisément ce qui sera difficile, en raison de la lenteur de la mobilisation russe (1).

M. de Montebello prend connaissance de cette note, y apporte quelques modifications qu'approuve M. Ribot et le 8 mars, la note est remise à l'Empereur (n° 30).

L'Empereur communique la note à son ministre de la Guerre, et le charge de rédiger le contre-projet russe que M. de Montebello fait parvenir à M. Ribot. Le 25 mai, ce dernier envoie son approbation, mais tout à coup, le tsar et M. de Giers, sans rien dire de précis sur la convention, partent, le premier pour Copenhague et le second pour ses terres de Finlande.

M. Ribot s'impatiente et le 8 juillet, tandis que rien de nouveau ne se passe en Russie, il fait part de sa déception à M. de Montebello : « Il faut enfin aboutir. J'ai peine à expliquer ces lenteurs à M. le Président de la République et au ministre de la Guerre. Si le mois d'août devait encore passer sans que nous arrivions à un résultat, je me verrais forcé, pour dégager ma responsabilité, de porter la question devant le conseil des ministres...

« Si, par malheur la guerre éclatait sans que nous ayons réussi à établir entre les deux pays un plan d'action commun, c'est à nous qu'on reprocherait de n'avoir pas mené la négociation avec assez d'énergie. »

Sur ces entrefaites, l'Etat-Major russe a enfin rédigé un rapport indiquant son propre point de vue dans la question de convention militaire et que les généraux Wannowski et Obroutcheff comptent présenter à Sa Majesté dès qu'elle rentrera de Copenhague, afin qu'elle puisse l'étudier à loisir comme elle a pu étudier au mois de février le projet français.

(1) « La rapidité de concentration est en faveur de la triple alliance ». *Livre Jaune*, Annexe au N° 28.

Ni M. de Montebello, ni son attaché militaire le commandant Moulin n'ont eu connaissance de ce document, mais, d'après les confidences du général Obroutcheff, il semble possible d'en entrevoir les points principaux et M. de Montebello les résume comme il suit à M. Ribot :

1° Nécessité de conclure l'entente militaire sans délai ;
2° Mobilisation « immédiate et simultanée » des armées russe et française à la première nouvelle de la mobilisation des forces de la triple alliance. Dès que la mobilisation aura été achevée, prendre l'offensive ;

3° Le chiffre de 1.600.000 hommes indiqué dans la note française (1) comme devant constituer les effectifs russes de première ligne, est accepté par le chef de l'état-major russe ;

4° et 5° Le général Obroutcheff ne tient pas à prendre l'offensive sur les frontières allemandes, mais, au contraire, d'envahir la Galicie, afin de battre l'Autriche, d'imposer respect à la Roumanie et, le cas échéant, de pousser sur la Silésie et Breslau. (N° 42).

Le 28 juillet, le général de Boisdeffre part de Paris sous prétexte d'assister aux grandes manœuvres de Krasnoë-Selo ; il est porteur du texte français de la future convention militaire, tel qu'il vient d'être arrêté dans une conférence à laquelle assistaient MM. de Freycinet, Ribot, de Miribel et de Boisdeffre. En voici la teneur :

« La France et la Russie étant animées d'un égal désir de conserver la paix et n'ayant d'autre but que de parer aux nécessités d'une guerre défensive, provoquée par une attaque des forces de la triple-alliance contre l'une ou l'autre d'entre elles, leurs gouvernements ont jugé utile de préciser et de compléter à ce point de vue les arrangements intervenus sous forme de note à la date des 15/27 août 1891.

« En conséquence les ministres des Affaires Etrangères et de la Guerre des deux pays, autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus des dispositions suivantes :

(1) Le général de Miribel avait fixé à 1.600.000 hommes et 3290 bouches à feu les forces russes de première ligne.

1° Dans le cas où les forces de la triple-alliance ou seulement de l'Allemagne viendraient à se mobiliser, la France et la Russie, à la première annonce de l'événement et sans qu'il soit besoin d'un concert préalable, mobiliseront immédiatement et simultanément la totalité de leurs forces et les porteront le plus près possible de leurs frontières.

2° Si la France ou la Russie est attaquée effectivement par les forces de la triple alliance ou seulement de l'Allemagne, les deux Puissances dirigeront contre l'Allemagne, la totalité des forces qui ne sont pas rigoureusement indispensables sur d'autres points. Ces forces s'engageront à fond, en toute diligence, de manière à ce que l'Allemagne ait à lutter à la fois à l'Est et à l'Ouest.

3° Dans l'hypothèse la plus défavorable, c'est-à-dire dans l'hypothèse où toutes les forces de la triple alliance entreraient en action, la France estime que le chiffre des forces de campagne qu'elle pourra opposer à l'Allemagne sera de 1.300.000 hommes et que ces forces seront concentrées à la frontière le quatorzième jour à partir de l'ordre de mobilisation.

Dans la même hypothèse, la Russie estime, que le chiffre des forces de campagne qu'elle pourra opposer à l'Allemagne, sera de 800.000 hommes et que ces forces seront concentrées à la frontière le... jour (1) à partir de l'ordre de mobilisation, des forces sensiblement égales devant être opposées à l'Autriche.

4° La France et la Russie ne conclueront pas la paix séparément avec la triple alliance. Quel que soit le résultat des événements de la guerre, chacune des deux Puissances défendra les intérêts de l'autre comme les siens propres, lors du règlement définitif.

5° Les États Majors des armées des deux pays se concerteront en tout temps pour préparer et faciliter l'exécution des mesures prévues ci-dessus.

6° La présente convention aura la même durée que la triple alliance et se renouvellera de plein droit avec elle. »

(1) Ni les ministres, ni les généraux n'avaient osé fixer de date précise quant au jour où les troupes russes seraient à pied d'œuvre. Il convient de louer cette prudence.

M. Ribot avait insisté sur les articles 1, 2, et 6 : sur les deux premiers, en ce sens que, visant exclusivement le cas de mobilisation ou d'attaque des « forces de la triple alliance ou seulement de l'Allemagne » on donnerait au projet une allure pacifique : si l'Autriche mobilisait ou l'Italie sans que l'Allemagne mobilisât, dans la première hypothèse, la France, dans la seconde la Russie, devraient observer la même réserve que l'Allemagne pour ne pas avoir l'air de faire acte d'agression ; sur l'article 6, en ce sens qu'il assignait un terme à la convention et lui donnait ainsi un caractère défensif qu'elle n'aurait eu qu'à un degré moindre si elle eût été conclue sans durée fixe. (n° 47)

Cette dernière stipulation est tout à la louange des négociateurs français du traité de 1892 et de leurs sentiments pacifiques ; c'est ce qui devait les différencier de certains de ceux qui leur ont succédé.

Le général de Boisdeffre arrive le 1^{er} août à Saint-Petersbourg. Dès son arrivée, il s'entretient avec les généraux Wannowski et Obroutcheff et il est désagréablement impressionné par « la conversation inattendue », presque malveillante de ces officiers qui parfois paraissent ne rechercher « qu'un motif de rupture »

Le 1^{er} août le général Obroutcheff lui tient un langage dilatoire et lui déclare qu'il repousse l'expression « l'Allemagne seule » telle qu'elle figure aux articles 1 et 2, car dit-il « il n'y a pas d'Allemagne, il n'y a que les forces de la Triplice » ; il ajoutait que la maladie de M. de Giers serait une source de retard. Enfin le général russe critiquait un récent article du Figaro intitulé « Alliance ou flirt ? » où le rédacteur se demandait s'il n'était pas temps de clôre l'ère des coquetteries et des fleurs pour signer enfin le contrat.

Le lendemain le général Wannowski contesta la nécessité de signer une convention militaire : « Il suffit de s'entendre entre honnêtes gens et se donner sa parole »

Le 5, après avoir discuté les six articles du traité, le général Obroutcheff manifeste le désir d'en voir ajouter un septième ainsi conçu : « Toutes les clauses ci-dessus seront tenues rigou-

reusement secrètes. », article qui seul sera susceptible de calmer les craintes qu'a le tsar de voir la France divulguer le traité et le porter à la connaissance de l'Allemagne.

Les jours suivants, De Boisdeffre a une nouvelle entrevue avec le ministre de la Guerre qui se montre, cette fois, moins formaliste tout en le restant cependant encore beaucoup (1) et, sous toutes les réserves qui ont été ainsi soulevées, le projet définitif est remis à l'Empereur, le 9 août, par le général Wąnnowski.

De son côté, le général de Boisdeffre adresse à M. Ribot le texte de la convention tel qu'il a été rédigé entre les généraux français et russes, déclare que ceux-ci sont arrivés à la limite extrême de leurs concessions, et demande enfin au Gouvernement français, s'il peut apposer sa signature au bas du projet ainsi modifié.

MM. Ribot et de Freycinet se concertent par écrit et le 12 août permettent au général de Boisdeffre de signer la Convention (N° 66).

Le 17 août, le général Obroutcheff communique le projet à M. de Giers qui, malgré son état maladif habituel, le lit et le trouve « bon » ; le 18, le général français est reçu par l'Empereur qui lui déclare avoir « lu, relu, étudié le projet de Convention » et l'approuver pleinement dans son ensemble. M. de Boisdeffre se rend compte que le tsar tient essentiellement au secret le plus absolu (Art. 7) ce qui, pour lui, est une condition *sine qua non*.

Tout est donc terminé ; le texte signé par le chef de l'Etat-Major russe et le sous-chef d'Etat-Major de l'armée française a été approuvé par le ministère français et ensuite par le tsar ; M. de Boisdeffre est félicité par le président du conseil français et par Alexandre III ; sa mission étant terminée, il rentre à

(1) Disant à nouveau qu'il ne peut admettre la clause de l'Allemagne seule ; il ne pense pas que l'Allemagne attaquera la première, mais fera attaquer d'abord l'Autriche pour la soutenir ensuite ; il se demande également si une fois qu'il aura la convention signée, le gouvernement français ne précipitera pas les choses afin d'avoir la guerre, etc...

Paris. Il n'y a plus qu'à faire contresigner le traité par les ministres des Affaires Etrangères des deux pays.

Mais voici que, tout à coup, le gouvernement français rouvre la négociation, sur un accès de scrupules qui coïncidera malheureusement, avec un nouveau retour d'hésitations tsaristes.

En effet, le texte définitif différerait du premier projet unilatéral français sur plusieurs points dont l'un était très important et dont MM. Ribot et de Freycinet n'avaient pas saisi toute la signification lorsque le projet modifié leur fut communiqué au début d'août.

D'abord les deux premiers articles étaient inversés, l'ancien article 2 étant devenu le nouvel article premier ; puis, l'article 2 consacrait la satisfaction donnée à la Russie par le gouvernement français : il ne s'agissait plus « des forces de la triple alliance ou seulement de l'Allemagne », mais des mesures à prendre en cas de mobilisation « des forces de la triple alliance ou d'une des puissances qui en font partie » sans préciser ; toutefois, l'article 1^{er} était conforme à la thèse française : même si l'Allemagne seule attaquait la France ou la Russie, l'assistance mutuelle devrait jouer ; au contraire, elle ne jouerait pas en cas d'attaque limitée à l'Autriche ou à l'Italie.

En outre, à l'ancien projet, on avait adjoint un septième article (1) concernant le secret que le tsar avait prétendu imposer à peine de nullité.

Le Gouvernement français se demanda après coup si cette

(1) Articles 1, 2, modifiés et nouvel article 7 : 1. « si la France est attaquée par l'Allemagne ou par l'Italie soutenue par l'Allemagne, la Russie emploiera toutes ses forces disponibles pour attaquer l'Allemagne. Si la Russie est attaquée par l'Allemagne ou par l'Autriche soutenue par l'Allemagne, la France emploiera toutes ses forces disponibles pour combattre l'Allemagne » ; 2. « Dans le cas où les forces de la Triple Alliance ou d'une des puissances qui en font partie, viendraient à se mobiliser, la France et la Russie, à la première annonce de l'événement, et sans qu'il soit besoin d'un concert préalable, mobiliseront immédiatement et simultanément la totalité de leurs forces, et les porteront le plus près possible de leurs frontières » ; 7. « Toutes les clauses énumérées ci-dessus seront tenues rigoureusement secrètes. » Les autres changements apportés constituaient d'insignifiantes retouches, notamment en ce que la Russie ne fixait pas de chiffre quant aux troupes qu'elle opposerait, le cas échéant, à l'Autriche et comptait opposer à l'Allemagne de 700.000 à 800.000 hommes et non pas le chiffre invariable de 800.000.

clause, approuvée sur le moment, faute d'en saisir toute la portée, était bien constitutionnelle ; ce fut la source de nombreuses difficultés qui allongèrent encore cette laborieuse négociation.

Il résulte de l'article 8 de la loi du 16 juillet 1875 que : « Le Président de la République négocie et ratifie les traités ; il en donne connaissance aux Chambres aussitôt que l'intérêt et la sûreté de l'Etat le permettent » ; pour obvier à la nécessité d'une publication qui se heurtait à l'opposition du tsar, on avait entrepris de conclure une convention militaire qui, comme n'importe quelle mesure de préparation à la guerre n'aurait pas eu à être publiée ; mais on s'aperçut que la convention de 1892 n'était pas seulement militaire et que certaines clauses, telles que la promesse de ne pas faire de paix séparée, ou celle relative à la durée de l'engagement, avaient une tournure politique, et M. Carnot se demanda, un peu tardivement, si l'obligation qu'imposait l'article 7 n'était pas anticonstitutionnelle.

Le Président ni ses ministres ne savaient comment faire pour transformer la formule dangereuse ; à la fin du mois d'août, ils en informèrent simultanément le ministre de la Guerre russe, par M. de Montebello, et le chef d'Etat-Major russe ; ce dernier étant alors en congé en France, fut informé le premier par une lettre de M. de Boisdeffre ; il répondit qu'une modification supprimant le mot « secret » sera « extrêmement délicate » d'autant plus que M. de Giers a quitté Saint-Petersbourg. Au début du mois de septembre arrive de Russie la réponse de M. de Montebello, se bornant à dire que le ministre de la Guerre russe est au courant, mais que le tsar étant absent, on ne peut entreprendre une nouvelle négociation.

Un intermède se produit. M. de Montebello rentre en France, M. de Giers villégiature à Aix-les-Bains ; MM. Ribot et de Freycinet vont l'y trouver, mais la conversation ne roule que sur des sujets de politique générale ; M. de Freycinet juge inutile d'insister pour le moment et la question restera en suspens jusqu'au mois de juin 1893 (1).

(1) Ici le *Livre Jaune de l'Alliance franco-russe* contient une grosse lacune, la plus importante de tout le document, probablement voulue par ceux qui en ont assemblé les éléments : de novembre 1892 au 20 mai

Pour avoir commis l'imprudence de ne pas avoir donné des instructions suffisantes aux négociateurs de Saint-Petersbourg, pour éprouver ensuite des scrupules qu'il aurait fallu avoir plus tôt ou ne pas avoir du tout, MM. Carnot et de Freycinet, allaient laisser au gouvernement impérial, le temps de ressentir de nouvelles hésitations à la faveur des troubles très graves qui allaient affecter la vie politique de la France et qui ne cesseront que devant une nouvelle imprudence de l'Allemagne.

Comme le dit M. Bourgeois, de la fin de 1892 au début de 1893 « la République traversa une des périodes les plus difficiles de son histoire » : luttes de partis d'une extrême violence entre radicaux et modérés, attentats anarchistes, grèves, affaire de Panama (1), chutes de ministères, rien ne manquait pour donner à la Russie l'impression que la France était, suivant le mot de M. de Caprivi, en « état de fermentation morbide » ; c'était bien l'opinion de M. de Giers qui se prenait à regretter les démonstrations de Kronstadt et qui, après avoir fait faux-bond à M. Ribot au mois de septembre 1892, alla au printemps suivant tenir à Vienne un langage peu sympathique pour la France.

Le tsar se fut peut-être détaché de la République démocratique qu'il croyait retombée dans ses anciens errements, si Guillaume II n'avait eu l'idée, au même moment, de manifester des sentiments belliqueux qui effrayèrent le tsar et emportèrent ses hésitations et ses répugnances.

Ces manifestations furent d'abord un nouvel accroissement des forces germaniques, décidé au mois de novembre 1892 et voté en mai 1893 après la dissolution du Reichstag ; ce furent également des paroles alarmantes prononcées par le chancelier

1893, le *Livre Jaune* ne contient aucune pièce de la correspondance qui a dû cependant s'échanger entre le ministère français des Affaires Etrangères et l'Ambassade de France en Russie ou inversement. Pendant cette période, les conversations officielles ont pu être pleines d'intérêt, mais en l'état actuel des textes, il n'y a pas moyen de soulever le voile.

(1) Panama fit sur l'esprit du tsar une impression d'autant plus fâcheuse que son ambassadeur à Paris, M. de Morhenheim, y fut impliqué ; MM. Ribot et Develle eurent beaucoup de mal à l'innocenter ; le tsar se montra vivement affecté et, tant que le scandale ne fut pas éteint, se refusa à reprendre la négociation, opposant aux instances de la France un silence très équivoque.

de Caprivi (1) et la démonstration tapageuse des grandes manœuvres allemandes de 1893 qui se tinrent dans la vallée de la Moselle devant Guillaume II et le prince royal d'Italie. Elles coïncidaient d'ailleurs, avec, sur un autre terrain, un conflit anglo-français au Siam, qui montra au tsar qu'il pouvait compter sur l'appui de la France contre l'Angleterre en Asie.

Au début de juin 1893, le Gouvernement français fait savoir au Gouvernement russe, par l'entremise de M. Jules Hansen (2), ce diplomate Danois qui avait déjà été employé par M. de Freycinet comme son intermédiaire auprès de la Cour de Russie, qu'il verra avec plaisir une escadre russe rendre la visite de Kronstadt ; le tsar prend le temps de la réflexion, mais il remarque que le scandale de Panama se passe, que la crise qui déchirait la France évolue favorablement, et surtout que ce pays est seul capable de lui donner l'appui financier dont il a besoin pour vivre (3) ; à la date du 11 juin, M. de Montebello télégraphie à M. Develle, nouveau ministre des Affaires Étrangères, que l'escadre russe actuellement en Amérique touchera dans un port français avant de rallier la Russie (N° 83).

Le Gouvernement français avait ainsi obtenu un premier succès, et fait sortir le tsar de son inertie ; il allait essayer d'en terminer enfin avec la négociation de l'année précédente : d'après le projet de convention signé quoique non ratifié l'année précédente, les deux gouvernements devaient se faire part réciproquement des renseignements qu'ils pouvaient recueillir sur les forces de la Triple (art. 4) ; or, M. de Montebello suggère, le 29 juillet, à M. Develle, d'envoyer à l'Empereur une note de l'État-Major français, relative à l'accroissement des forces militaires allemandes d'après la nouvelle loi de 1893. Cette communication n'était, en la forme, qu'une simple rectification de la note Miribel de février 1892 et devenue inexacte ; mais, dans le fond, on espérait frapper l'esprit de l'Empereur : c'était la dernière carte.

(1) « Le chemin de fer de Constantinople ne passe plus par Vienne, il passe par la porte de Brandebourg. »

(2) Jules Hansen, l'Ambassade Mohrenheim, à Paris.

(3) En 1893, un emprunt de 173 millions ; en 1894, 3 emprunts chiffrant ensemble, d'après M. Michon, 3.810.000.000. Les chiffres donnés par M. Debidour sont sensiblement différents.

M. de Miribel rédigea une seconde note, qui rétablissait la vérité des chiffres (1) et ce document fut envoyé, le 17 août, à M. de Montebello qui y apporta quelques retouches pour la rendre « plus concise et plus frappante » et la remit à M. de Giers qui, de son côté, promit de l'envoyer à l'Empereur à Copenhague (N^o 88).

Arrivèrent alors en Russie les nouvelles de Toulon : l'amiral Avelane (2) y avait débarqué; le 13 octobre, et s'était rendu, avec son Etat-Major et une partie de son équipage à Paris, où il fut reçu au milieu du plus vif enthousiasme, notamment de sa réception à l'Hôtel-de-Ville (3).

Le tsar fut d'autant plus satisfait de la cordialité de cette réception, que, pendant son séjour, à Copenhague, il avait reçu la visite des deux croiseurs français Surcouf et Isly, qui avaient salué l'Empereur au nom de la France.

Il cessa alors de faire opposition à la ratification du traité de l'année précédente. Déjà au mois de juin, il avait signé avec la France une convention commerciale ; au mois de décembre, le Gouvernement français devait avoir la convention militaire.

Le 16 décembre, M. de Montebello fut reçu par l'Empereur qui le remercia de l'accueil qu'avaient reçu, en France, les marins russes, et il se félicita d'avoir pu saluer le drapeau français à bord de l'Isly ; l'entretien roula ensuite sur la situation intérieure de la France (4), mais l'Empereur ne parla pas de la question militaire.

On n'en touchait pas moins au but : le 27 décembre, M. de

(1) « Dès aujourd'hui, disait M. de Miribel, l'infanterie allemande, augmentée de 1200 officiers et de 50 à 60.000 hommes, dotée de moyens de transport d'une puissance exceptionnelle, constitue la force offensive la plus redoutable qui ait jamais été organisée. »

(2) Cuirassés Impérial, Nicolas I^{er}, Pamyati Azova, Amiral Nakhounof ; Croiseur Rynda ; Canonnière Teretz.

(3) L'éclat de ces fêtes fut rehaussé par une circonstance fortuite : le maréchal de Mac-Mahon étant mort pendant le séjour des russes à Paris, l'amiral Avelane et ses officiers suivirent le convoi funèbre de leur ancien ennemi de Crimée, au siège de Sébastopol et sur le bastion Malakoff.

(4) Il se plaignit de l'instabilité ministérielle en France, notamment en ce qui concernait les affaires étrangères où trois ministres s'étaient succédés en moins d'un an,

Giers écrit à l'ambassadeur qu'il a enfin examiné — par ordre exprès de l'Empereur, — le projet de convention du mois d'août 1892, et que le texte « *tel qu'il a été approuvé en principe par Sa Majesté* » et signé par les généraux Obroutcheff et de Boisdeffre peut être considéré désormais comme ayant été « *définitivement adopté dans sa forme actuelle, c'est-à-dire tel qu'il avait été rédigé au mois d'août 1892*. M. de Montebello envoie, le 30 décembre, à M. Casimir Périer, nouveau ministre des Affaires Étrangères, la lettre de M. de Giers, l'invitant à réunir en un seul dossier avec cette lettre l'accord de 1891 et la convention de 1892.

La convention militaire était ainsi devenue exécutoire à l'égard de la France de par la lettre écrite par M. de Giers ; pour qu'il en fut de même à l'égard de la Russie, il fallait la signature ou du ministre des Affaires Étrangères de France, ou celle de son représentant en Russie, M. de Montebello. Ce fut l'œuvre du lendemain et les deux diplomates français et russe apposèrent leur signature sur le texte qui allait prendre place dans les archives tsaristes (1).

En définitive, le Gouvernement français abandonne en 1893 sa velléité de fin août 1892, à savoir qu'il fallait revenir sur la Convention pour y introduire des modifications qui eussent été désagréables au tsar de quelque façon qu'on les eût rédigées (2), puisqu'il avait avoué sa volonté de ne pas retoucher le texte de l'article 7 que le Gouvernement français voulait remanier. Le tsar, heureusement, ni M. de Giers n'ont eu connaissance de ce revirement sinon par l'intermédiaire des généraux Wallowski et Obroutcheff.

(1) M. Ernest Daudet a évoqué en termes imagés l'émotion de cette minute solennelle : « de Giers ayant pris la plume, fit le signe de la croix et les yeux au ciel parut se recueillir dans une courte prière. Comme Montebello regardait étonné, il dit : Je viens de demander à Dieu d'arrêter ma main si, contre toutes mes prévisions, contre l'évidence de ma raison, cette alliance doit être funeste à la Russie. Sa main ne fut pas arrêtée et même elle ne trembla pas... » (*Figaro*, 6 février 1916 : *Les diplomates de la guerre* et « *L'avant-dernier Romanoff* », op. cit.).

(2) Le général Obroutcheff eut été partisan d'une modification établissant une distinction assez subtile : maintenir le terme sacramentel de « secret » ; mais faire le départ entre les dispositions militaires devant rester rigoureusement secrètes et les clauses politiques sur lesquelles le Gouvernement français eut gardé a contrario sa liberté (n° 76 annexe).

La question ne fut pas discutée, ni sur le moment à cause des vacances et de la dispersion des diplomates, ni postérieurement parce que des raisons de politique intérieure française suffirent à faire reculer le tsar et M. de Giers. Ce fut un bien au point de vue de la conclusion de la Convention, car l'Empereur n'eût probablement accepté aucune modification et si les deux parties s'étaient butées on eut pu arriver à dénoncer, en somme, une convention déjà signée.

Mais en considérant la réserve de la diplomatie tsariste de l'automne 1892 à l'été 1893, le Gouvernement français ne se demanda plus si l'Empereur accepterait un amendement au projet ; il se demanda s'il était bien certain qu'il consentirait à le ratifier tel qu'il avait été signé (1).

En fait, on s'estimait, en 1893, trop heureux de terminer la négociation sur les mêmes bases que l'année précédente, nonobstant la déplorable impression qu'avait pu faire sur l'esprit du tsar la France agitée de cette époque.

C'est ce qui fut effectué et le terme « secret » fut maintenu ; ce n'était pas très constitutionnel, mais le Gouvernement français se proposait d'user d'expédients subtils pour concilier à la fois la nécessité du secret et le respect de la Constitution. M. de Montebello écrivait à M. Develle, que pour concilier ces deux obligations contraires, c'est-à-dire le secret du tsar et la publicité constitutionnelle, le mieux serait que le Gouvernement fit une déclaration aux Chambres, au seul moment où la Convention devrait être exécutée, et le pays serait ainsi informé. Mais comme le « texte même de la Convention ne peut être rendu public » par suite des dispositions militaires qui doivent rester

(1) « Je me propose, sans avoir à entamer des nouvelles négociations, de profiter de la première occasion favorable, pour demander purement et simplement la transformation en acte définitif du projet signé par les deux chefs d'état-major... Une fois la chose faite, nous causerons de l'interprétation à donner à certains articles... La plus importante des modifications qui avait été demandée touche à l'article 7 relatif au secret des stipulations. Si nous renonçons à introduire cette modification dans l'acte principal... » (N° 84, M. de Montebello à M. Develle, 27 juin 1893). Déjà, le 20 mai, l'Ambassadeur avait écrit au ministère : « Il serait peut-être préférable, de conserver sans aucun changement, le projet qui est entre nos mains signé par les deux Chefs d'Etat-Major (N° 82) ».

plus que jamais secrètes au moment d'une guerre, il faudrait « déterminer d'avance, et d'accord avec la Russie, la partie de la Convention qui pourrait être sans danger l'objet de la communication en question. »

Cette proposition de M. de Montebello, en ce qui concerne la possibilité d'une publication, n'a pas eu de suite. Quant à l'entretien avec le tsar, en ce qui concernait les points de la Convention pouvant être divulgués au pays, on cherche vainement la trace d'un commencement de négociations en ce sens ; et quant au contrôle du Parlement, il n'a jamais eu lieu, et aucune publication n'a été faite aux Chambres intégralement ou partiellement (1).

(1) Le 4 août 1914, M. Viviani apporta à la Chambre le texte de la Convention de décembre pour le cas où un député en eût demandé la lecture, mais personne ne s'en soucia ; nul ne fit allusion à l'alliance. Le Parlement ne vit et le Ministère ne voulut voir qu'une cause à l'entrée en guerre : l'agression brutale de l'Allemagne. (Poincaré : *Origines de la guerre*).

L'ALLIANCE ORIGINAIRE

Après la conclusion de l'accord de 1891 et de la Convention de 1893, l'Alliance franco-russe se trouvait diplomatiquement réalisée, était devenue un fait accompli pour les chancelleries des deux pays ; mais il n'en fut pas de même pour l'opinion publique universelle qui l'ignorait. Il s'agissait donc de la lui apprendre. Or, le mot « alliance » n'avait pas été prononcé et les quelques allusions faites par les ministres français, en 1891, étaient insuffisantes et d'ailleurs n'avaient pas été renouvelées. Ce mot ne fut pas davantage prononcé les années suivantes malgré de nombreuses cérémonies protocolaires, dont les plus marquantes furent le voyage à Paris du prince Lovanoff (1) et le séjour, en France, du tsar Nicolas II et de la tsarine, en octobre 1896 : au cours de ce voyage, les souverains assistèrent à la revue de Châlons (2) ; 70.000 soldats de troupe d'élite, corps de couverture de la frontière de l'Est augmentées de troupes coloniales, défilèrent devant l'Empereur qui félicita en ces termes le Président de la République : « La France peut être fière de son armée... nos deux pays sont liés par une *inaltérable amitié* ; de même, il existe entre nos deux armées une profonde confraternité d'armes. » Revues et discours provoquèrent les éloges dithyrambiques de la presse française, mais comme le disait un journal italien (3), tout cela faisait beaucoup de bruit pour rien.

(1) A l'avènement du nouveau tsar Nicolas II (novembre 1894), le prince Lovanoff remplaça M. de Giers au ministère des Affaires Etrangères de Russie. Le comte Mouravieff lui succéda peu après.

(2) *Petit Méridional*, 10 octobre 1896.

(3) *La Gazette de Turin*.

Une visite en France du comte Mouravieff n'ayant apporté rien de nouveau, M. Félix Faure sentit la nécessité d'affirmer cette alliance d'une manière éclatante, afin de prouver à tous, à l'Europe sceptique et à la France étonnée, l'existence de la nouvelle conception diplomatique dont beaucoup se prenaient à douter.

Les quelques allusions faites à la tribune par M. Ribot n'avaient apporté que peu de lumière (1) et beaucoup de publicistes ne savaient qu'en dire (2).

Aussi, au cours d'une entrevue qu'il eut avec le tsar en rade de Kronstadt, à bord du « Pothuau », le jeudi 26 août 1897, M. Félix Faure porta à Nicolas II le toast suivant :

« ...La marine française et la marine russe peuvent être fières de la part qu'elles ont prise, dès le premier jour, dans les grands événements qui ont fondé l'intime amitié de la France et de la Russie ; elles ont rapproché des mains qui se tendaient et permis à deux nations *amies et alliées*, guidées par un idéal commun de civilisation, de droit et de justice, de s'unir fraternellement... »

Et le tsar répondit, d'une manière non moins explicite, dans un langage non moins redondant :

« ...Je suis heureux que votre séjour parmi nous crée un nouveau lien entre nos deux nations *amies et alliées*, également résolues à contribuer par toute leur puissance au maintien de la paix du monde dans un esprit de droit et d'équité... etc... (3) ».

On obtenait ainsi du tsar Nicolas, au caractère timide et toujours prêt à subir l'impulsion du moment présent (4), ce que l'on eût difficilement obtenu de son père. Alexandre III, d'après ses propres expressions, aurait voulu conclure la convention militaire en traitant avec un seul homme : « Seul à seul et sans que

(1) « Périodiquement, M. Ribot apparaissait à la tribune du Parlement et, tel l'oracle antique, donnait de façon péremptoire son explication de l'Alliance, sans que personne n'ait été en mesure de discuter ses affirmations. » Georges Michon : *Alliance franco-russe*.

(2) Par exemple l'*Autorité* (article de Paul de Cassagnac du 26 août 1897 intitulé « *Déconvenue* »).

(3) *Petit Méridional*, 27 août 1897 ; *Annales Politiques et littéraires*, 7 septembre 1897.

(4) « Une nature faible et un esprit indécis ». Poincaré, op. cit.

cela se sût (3) » ; il n'aurait pas prononcé le mot formel d'alliance même en le mitigeant immédiatement par des paroles de paix, de droit et d'équité, grands mots vagues, qui peuvent prendre toutes les significations possibles tant qu'on ne se donne pas la peine de les préciser ; encore moins l'eût-il fait en présence d'une Europe en expectative qui devait admettre avec littéralité, les propos échangés à Kronstadt, sans qu'il fut possible au Gouvernement russe de nier ce qui était devenu l'évidence aux yeux de tous. Du temps d'Alexandre III, la diplomatie tsariste s'était toujours ménagé une porte de sortie ; elle pouvait essayer de leurrer les Cabinets étrangers et, pendant la longue durée de l'entente cordiale, être infidèle à la France, ce qu'elle ne fit d'ailleurs pas. Avec Nicolas II, et une semblable déclaration officielle, elle semblait ne pas pouvoir lui être infidèle.

Mais, par un paradoxe singulier, ce fut précisément avec Nicolas II qu'elle devait l'être et qu'effectivement elle le fut presque tout au long de son règne.

Il convient maintenant d'émettre une appréciation sur l'alliance considérée en elle-même, et sur le but que se proposaient les négociateurs français, enfin sur la manière dont elle fut comprise en France et en Russie, et qui fit de cette Duplice une machine infiniment moins solide que la Triplice.

De 1891 à 1898, les Gouvernants français qui s'étaient pénétrés de l'idée d'alliance et qui n'avaient rien négligé pour la réaliser, appartenaient au parti modéré de la droite républicaine ; (MM. Ribot, Méline, Dupuy) ; en recherchant l'alliance, ils recherchaient la paix : cela ne fait pas de doute et c'est une constatation qui s'impose à la lecture du *Livre Jaune* de l'Alliance franco-russe, et par la paix, les dirigeants entendaient le maintien du statu quo européen. C'est ainsi qu'on l'avait compris de part et d'autre : le tsar avait déclaré abandonner les anciennes visées russes sur Constantinople et les Balkans : « Nous n'avons aucun intérêt à nous établir à Constantinople. Tant que les Turcs s'y maintiendront, nous n'aurons aucune ambition de ce côté. Que deviendrait Saint-Petersbourg?... Rien ne serait plus

(3) Cité par M. de Boisdeffre : *Livre Jaune*, N° 76, annexe.

fâcheux pour la Russie que de déplacer son centre de gravité », disait M. de Giers à M. Ribot, au mois de novembre 1891 et il ajoutait au mois de septembre suivant : « Nous ne ferons pas la guerre à moins qu'on ne nous attaque... la Russie n'a aucun intérêt à suivre en Orient une politique entreprenante. » (N^{os} 22 et 79) ; et la République avait promis de son côté de ne pas provoquer l'Allemagne. « Notre Gouvernement est aussi pacifique que l'Empereur... la France désire et veut la paix », affirmait M. de Boisdeffre au ministre de la Guerre russe au mois d'août 1892. (N^o 53).

Tout cela est parfaitement condensé dans ces paroles de M. de Giers, en octobre 1893 : « Nous avons accepté l'entente avec la France, mais avec une France pacifique ; nous ne voulons qu'une chose, c'est la paix et toujours la paix. Nous avons certifié aux Français que l'entente serait pacifique ou qu'elle ne serait pas du tout. »

Le Gouvernement français s'est allié parce qu'il voulait la paix et qu'il pensait qu'une alliance formelle avec la Russie était nécessaire pour écarter le retour des alertes de 1875 et de 1887 ; c'est uniquement pour cela que le Cabinet français avait courtoisé assidûment et inlassablement le Gouvernement impérial.

En septembre 1891, peu après la première démonstration de Kronstadt, un député français prononçait une phrase quelque peu naïve, mais caractéristique de l'état d'esprit qui était celui de beaucoup de parlementaires en même temps que des ministres : « Nous n'avons rien à craindre de personne... nous saluons joyeusement cette aurore qui se lève sur nos destinées prochaines ».

Pour avoir la paix, le Gouvernement français s'était allié avec le tsar, et pour maintenir la paix basée sur l'amitié tsariste, il n'était pas de sacrifices qu'il n'eut fait (1).

(1) Tout le monde en tombe d'accord, même les contempteurs de l'Alliance. M. Michon écrit : « Le but du traité de 1891-1893 semble avoir été d'empêcher une agression non provoquée de la Triple-Alliance. »

Comme exemple de sacrifices faits à cette époque à la cause de la paix et de l'amitié russe, il faut citer :

(a) au mois de juin 1895, le ministre des Affaires Étrangères, Hanotaux, envoya l'escadre de l'amiral Ménard, participer à l'inauguration du canal

Il ne pouvait, par conséquent, se proposer de mener une politique de revanche ; on savait bien que cette considération avait contribué à retarder l'approbation donnée par Alexandre III à l'alliance de la Russie avec la France. Ce dernier avait longtemps voulu ajouter à la Convention militaire un article où il eût été dit que l'alliance ne jouerait pas en cas de provocation de la France ; d'ailleurs, il est probable que si la France eut profité d'un incident colonial, au Dahomey, par exemple, ou d'un incident de frontière toujours facile à créer, pour se faire déclarer la guerre par l'Allemagne, Alexandre III eût reculé, sachant bien que s'il entraînait en guerre de son côté, il entraînerait automatiquement dans le conflit, l'Autriche et peut-être l'Italie.

Une politique nouvelle devait se faire jour à partir de 1898 ; Nicolas II, ne montrant pas la fermeté de son père, ni n'affirmant cette politique personnelle qui est, d'après Bismarck, la condition indispensable à l'existence d'un gouvernement autocratique, prêta l'oreille aux suggestions tendancieuses et intéressées de l'étranger ou de ses propres ministres, et, à partir de l'arrivée du ministre des Affaires Étrangères de France de M. Delcassé (juin 1898), eut le tort de tolérer les ténébreuses intrigues (1) de ces derniers avec M. Delcassé, ce qui devait aboutir à deux aventures sanglantes et à la chute du tsarisme.

Mais ni le vieux parti républicain, vainqueur du boulangisme, ni M. Hanotaux, dont la politique était antibritannique, et à ce titre, bien continentale, ne manifestait de sentiments

de Kiel. Le nouveau tsar, ne comprenant pas les hésitations de la France, avait manifesté le désir d'y voir les navires français à côté des siens ; MM. Ribot et Hanotaux s'inclinèrent devant le vœu de l'Empereur, préférant encourir le reproche de faiblesse vis-à-vis de l'Allemagne, que de voir « faner dans sa fleur » l'amitié franco-russe.

b) de même, en 1895 également, la France soutint la Russie contre le Japon (traité de Shimonosaki), malgré le danger qui eut résulté pour le Tonkin d'une guerre franco-japonaise.

c) cependant, en 1896, M. Hanotaux s'efforça de calmer le comte Mouravieff, qui voulait profiter des massacres arméniens pour attaquer la Turquie ; il lui dit que si une guerre russo-turque éclatait, la France garderait la neutralité.

(1) Sur lesquelles le *Livre Jaune* observe un silence prudent, ne donnant après les négociations de 1893, que le texte de l'avenant de 1899 et de la convention navale de 1912.

bellicieux vis-à-vis de l'Allemagne ; au contraire, le temps s'écoulant, il semblait que le Gouvernement conseillât de plus en plus l'oubli de la grande idée ; il n'en parlait pas et donnait l'impression de n'y penser même pas.

Malheureusement, si tels étaient les sentiments des ministres dirigeants, une certaine presse, au contraire, et une partie de l'opinion publique aussi, dans l'ignorance de la contexture des traités signés avec la Russie, dans l'incompréhension de la pensée du tsar et de ce qu'était en fait l'empire moscovite, pensèrent plus ou moins obscurément que le rêve allait devenir une réalité et que la flèche de Strasbourg redeviendrait française dans un avenir très rapproché.

M. Charles Maurras lui-même dit (1) : « Patriotes et boulangistes avaient passionnément souhaité l'alliance russe parce qu'ils supposaient que la Russie nous fournirait enfin l'occasion de reparaître sur le Rhin ». Toute une série de littérateurs, dont Déroulède, donne un bon type, célébraient la gloire du tsar ; à ce point de vue, son poème intitulé : « Slavo Rossii », bien que d'une phraséologie ridicule, est suggestif ; le poète y chante le souverain de cent millions d'âmes, favorisé des bienfaits de Dieu : et une partie du peuple français, trompée et surchauffée par de semblables illuminés, voyait, en effet, en l'infortuné Nicolas II, le monarque glorieux et tout-puissant, l'« invictus », qui, grâce à ses légions innombrables et aux ressources infinies d'un royaume sans bornes, modifierait à son gré, quand il lui plairait, la carte de l'Europe pour le plus grand avantage de la France. Si bien que quelque temps avant la venue à Paris du tsar et de la tsarine, le *Figaro* (2) publiait deux articles, probablement inspirés et invitant le peuple de Paris au calme et à la modération des sentiments ; l'impérial visiteur en était arrivé à redouter « l'excès, le débordement d'enthousiasme » de la partie exaltée de la nation qui, par contagion, pourrait entraîner l'autre. Ce trait, peut-être unique dans les annales de la diplomatie, s'explique à la lecture de la réception qui fut

(1) *Kiel et Tanger*. Première partie : *Kiel*.

(2) *Figaro*, 15 et 16 août 1896.

faite à la famille impériale, à Cherbourg, à Châlons; mais surtout à Paris.

Ce malentendu flagrant qui a existé, dès le premier jour entre le gouvernement et cette partie de l'opinion, pouvait être gros de conséquences et aboutir à la crise qui termine généralement les situations équivoques ; les personnes clairvoyantes s'en rendaient compte. Un ancien ministre, M. Léon Say (1) déplorait cette méprise et disait qu'elle pourrait avoir des suites funestes, dans le cas où les nationalistes français croiraient pouvoir profiter de l'alliance pour provoquer prématurément, une guerre de revanche dont le tsar n'eut pas voulu et qui en tout cas, se fut brisée sur les forces de la Triple Alliance grossies peut-être de celles de la Roumanie et de l'Angleterre.

Un autre péril plus réel eut résulté en sens inverse d'une désillusion du peuple français qui se rendant compte que dans la bouche du tsar le mot « paix » signifiait paix de Francfort et non paix de la revanche eût pu, par réaction, dénoncer une alliance qui ne servait pas à réaliser ses espoirs. M. Clémenceau écrivait, en 1896, dans la *Dépêche de Toulouse* : « La paix du statu quo qu'on nous donne pour base de l'alliance est la paix de notre démembrement, la paix allemande (2) ».

Dans l'*Autorité*, M. Paul de Cassagnac était du même avis, et peu avant le voyage présidentiel de 1897, il écrivait : « Si nous ne sommes unis à la Russie que pour maintenir éternellement la paix et abandonner toute idée de revanche, pourquoi faire tant de frais en faveur de la Russie? Il n'est pas besoin d'aller si loin. Tendons la main à Guillaume tout de suite, il ne demande que cela... » (3).

(1) Cité par Debidour. T. I, page 178.

(2) L'année suivante, il devait écrire, après les toast de Félix Faure et de Nicolas II sur le « Pothuau » : cette paix dont il (le tsar) demande le maintien, s'appelle la paix de Francfort... que les deux pays, France et Russie, s'unissent d'une étroite alliance, en vue de la même paix que la Triplice, cela semble moins clair, car il leur suffirait, en ce cas, de se joindre aux trois alliés ».

Il fit insérer cette protestation dans l'*Echo de Paris* (1^{er} septembre 1897), bien que les organes attitrés de M. Clémenceau fussent plutôt la *Justice* et l'*Aurore*.

(3) Le 26 août 1897.

Mais ces publicistes exagéraient : Quelle situation subordonnée la France eut-elle occupée vis-à-vis de l'Allemagne en entrant dans la vieille Triplice?; quelle garantie la France aurait-elle eue pour sa sécurité, pour son intégrité territoriale future? Tandis que l'alliance russe, si elle ne justifiait pas tous les espoirs fondés sur elle, assurait la tranquillité du lendemain, par son caractère défensif (1), par la promesse faite à maintes reprises que l'on ne permettrait pas un nouveau démembrement, et surtout parce qu'elle ne lésait personne ; elle donnait à la France l'illusion de la sécurité et, en fait, servait effectivement la cause de la paix générale.

Heureusement qu'aucune des deux éventualités dangereuses ne se produisit²; la masse de l'opinion française n'était pas belliqueuse et ne songeait pas à mener une guerre de revanche ; elle sentait, au contraire, que la Russie était la seule grande puissance capable, en cas d'attaque de l'Allemagne, de l'aider efficacement grâce à sa position géographique ; elle ne savait par quoi on remplacerait la Russie si on venait à se séparer d'elle et continuait à lui apporter son or.

Telle qu'elle était cette alliance était insuffisante et inférieure à tous égards à la Triplice ; au point de vue militaire, on pouvait sur le papier en calculer les forces, les évaluer supérieures aux contingents réunis de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie, mais ce n'était qu'une illusion qui ne trompait que la France. Les armées russes, très lentes à se former, très mal armées, les usines de guerre étant pour la plupart dirigées par des Allemands, l'Allemagne pouvant, en cas de guerre, bloquer les côtes de la Baltique et les Russes ne recevoir leur ravitaillement que par les Détroits, les officiers russes ayant une instruction technique insuffisante (2), les soldats n'ayant aucune raison d'être

(1) C'est-à-dire l'Alliance telle qu'elle existait en 1893.

(2) Le général Chanzy s'en rendit compte aux manœuvres impériales de Krasnoé-Sélo, en août 1881, et après lui les officiers envoyés en mission ; M. Poincaré lui-même put faire cette remarque au mois de juillet 1914. Et cependant les uns et les autres ne voyaient, à ces manœuvres et revues, que les meilleures troupes. M. Rivet a écrit : « La force de la Russie n'était ni plus ni moins qu'une hypnose et même un simple bluff. La presse française la créa de toutes pièces et l'exagéra à en rendre confus les Russes eux-mêmes. » (*Dernier Romanoff*).

hostiles à l'Allemagne, toutes ces considérations contribuaient à faire de la Russie une puissance militaire peu redoutable. La France était beaucoup plus forte, mais hors d'état de venir seule à bout de l'Allemagne et de l'Italie, malgré un matériel de guerre qui valait bien alors celui de l'Allemagne, malgré l'ardeur et la discipline de l'armée, et le désir de reprendre les provinces violentées.

Le plus grave eut été l'éloignement des armées des deux pays, combattant chacune à un bout de l'Europe, ne pouvant se concerter que très difficilement, et manquant de cette unité de direction dans les opérations qui assure la victoire aux belligérants qui en disposent.

Du côté de la Triplice, la situation était inversée, les troupes pouvaient être numériquement inférieures, mais leur armement était excellent et elles disposaient d'un réseau ferré de premier ordre en Allemagne ; nation militaire dans l'âme, cette dernière devait en cas de guerre avoir la haute main sur l'Autriche et sur son gouvernement ; la direction des opérations eut été nécessairement acquise à l'Allemagne et les deux nations emboîtées, adossées l'une contre l'autre, susceptibles de défier et de briser toutes les attaques.

Les seuls défauts de la combinaison triplicienne eussent consisté dans le manque d'homogénéité des troupes austro-hongroises, et dans la position excentrique de l'Italie : mais même cette dernière, bien que son armée fut rongée par des expéditions coloniales épuisantes, était parfaitement capable de faire une utile diversion au profit des empires centraux, soit le long de la frontière française des Alpes, soit en Tunisie : en somme, trois nations groupées instinctivement autour de la plus forte, armées par l'Allemagne, convaincues de sa toute puissance, et subissant la direction suprême de Berlin.

Au point de vue diplomatique, si les Balkans étaient dans l'ensemble, favorables à l'Allemagne, l'Angleterre, par contre, tendait à s'en détacher ; jusqu'aux environs de 1890, et grâce aux efforts de Bismarck, l'Allemagne avait su ménager les prétentions anglaises sur le terrain colonial et les rapports anglo-allemands avaient été bons. Mais dans les dix dernières années

du XIX^e siècle, l'arrivée au pouvoir de Guillaume II ayant coïncidé avec un formidable développement économique de l'Allemagne, à la période de bonnes relations succéda une période de rivalités commerciales, coloniales et industrielles : en 1894 les prétentions anglaise et allemande se heurtaient en Afrique orientale sur le lac Tanganika ; en 1895 c'était l'inauguration du canal de Kiel, l'envoi de navires de guerre allemands dans la baie de Delagoa, le traité de commerce avec le Président Krüger et le rêve d'opposer à l'Afrique anglo-saxonne de Cécil Rhodes une Afrique du Sud germanique s'étendant du sud-est africain à l'océan Indien ; en 1896, c'était la sommation brutale de désavouer le raid Jameson ; enfin en 1897 l'Empereur allemand proclamait que l'avenir de l'Allemagne était sur les eaux.

La cordialité anglo-allemande s'était donc ainsi insensiblement refroidie d'année en année ; mais si la Grande-Bretagne aimait de moins en moins l'Allemagne, elle n'avait pas plus de sympathie pour la France et la Russie ; elle continuait à se heurter aux Russes, en Asie et en 1892, 1893, une guerre paraissait probable, dans un avenir peu éloigné, entre l'éléphant et la baleine qui s'affrontaient maintenant sur « le toit du monde », les Russes ayant occupé le Pamir en 1892 et les Anglais s'étant avancés jusqu'aux confins du Turkestan ; de plus, l'influence moscovite était prépondérante en Perse et pénétrait au Thibet. A cette hostilité traditionnelle contre la Russie, l'Angleterre ajouta la France lorsqu'elle la vit alliée à la Russie ennemie ; au reste, l'Angleterre se heurtait à la France, au Soudan et sur le Tchad : en 1893, il y avait des frottements anglo-français du côté du Siam ; en outre, la question d'Egypte était en suspens et ne devait recevoir sa solution qu'en 1899, après la crise de Fachoda ; mais le mécontentement britannique redoubla lorsqu'il vit que la France marchait la main dans la main de la Russie à Constantinople et dans tout l'empire ottoman, y compris l'Egypte (1).

(1) Cette coordination des deux politiques se trouve en germe dans les instructions données dès l'hiver de 1891 par M. Ribot et de Giers à leurs ambassadeurs à Constantinople, MM. Cambon et de Nélidoff.

M. Ribot parle des efforts à faire en commun pour « prévenir les empiètements qui tendraient à consacrer l'occupation de cette partie de

Enfin, au point de vue géographique et ethnographique, l'infériorité était absolue, sautait aux yeux d'emblée; en s'unissant à la Russie, la France avait été éblouie par la puissance apparente de l'empire russe, l'étendue immense du pays 42 fois grand comme la France, ses frontières communes avec l'Allemagne et la quasi certitude qu'en cas de guerre avec la Prusse, les troupes innombrables du tsar, prenant à dos les forces ennemies, s'enfonceraient irrésistiblement, à la manière d'un coin, en direction de Berlin.

La légende parfaitement fausse d'un peuple fanatiquement dévoué à son empereur (1) la forme même du gouvernement (2)

l'Empire Ottoman (l'Égypte) par les troupes d'une Puissance déjà établie à Gibraltar, à Malte et à Chypre ». (N^o 25.)

M. de Giers était plus net encore et il écrivait à son propre ambassadeur :

« Ce qui semblait particulièrement impressionner le Sultan, les dernières années, c'étaient les apparitions continuelles, dans les eaux ottomanes, de forces navales considérables de la Grande-Bretagne... mais si des forces navales françaises auxquelles pourraient éventuellement s'ajouter des navires russes, parcouraient les côtes turques, cela contribuerait certainement à relever le courage du Sultan, tout en créant, pour les entreprises que pourraient méditer les Anglais, un frein moral, lequel deviendrait facilement une opposition matérielle capable d'empêcher que l'équilibre de la Méditerranée ne soit brusquement renversé au profit de la Grande-Bretagne seule ou de sa protégée l'Italie. » Il disait encore : « La présence des troupes anglaises dans la vallée du Nil est évidemment un fait anormal... il y a grand intérêt pour la France à rapprocher le terme de cette occupation. » (N^o 24). — Effectivement, le Gouvernement français, en 1892, le Gouvernement russe, en 1893, détachèrent dans le Levant, des divisions navales pour y contrebalancer l'action des flottes anglaises.

(1) « La classe laborieuse, en Russie, soit environ cent millions d'hommes, en dépit de notre réputation imméritée de peuple particulièrement dévoué à sa foi, à son tsar, à sa patrie, est aussi dégagée que possible des préjugés du patriotisme et des idées du dévouement à sa foi, à son tsar et à sa patrie. Sa foi, elle ne la connaît même pas ; envers le tsar, le peuple se montre parfaitement indifférent. Quant à sa patrie, si l'on désigne par là autre chose que son village ou son canton, ou bien il l'ignore, ou bien il ne fait entre elle et les autres États aucune espèce de différence. » (Tolstoï : *L'esprit chrétien et le patriotisme*, 1894).

(2) « La diplomatie française se dirigea vers l'empire des tsars dont l'immense étendue, les vastes perspectives d'avenir et jusqu'à cet orientalisme fastueux, mi-byzantin, mi-asiatique devait... encourager l'immigration politique anémiée par la défaite...

« les politiques français supposaient qu'entre deux puissances de cette envergure (Russie, Allemagne) une frontière commune équivalait à un conflit permanent par suite de la rivalité d'ambitions et d'appétits. Là était l'erreur : si les limites des deux empires coïncidaient sur les cartes,

qui ne connaissait ni les lenteurs ni les entraves parlementaires, avait aussi contribué à séduire la grande majorité de la démocratie française (1) et son gouvernement appréciait les avantages que paraissait offrir la Russie impériale et absolutiste.

L'alliance fut accueillie et comprise en Russie de manière différente auprès du tsar et de l'entourage impérial, auprès de la classe intellectuelle et de la masse du peuple lui-même.

Les organes supérieurs du gouvernement russe, voyaient dans l'alliance le moyen de trouver toujours les crédits financiers dont ils avaient besoin pour subsister et comptaient sur elle en cas de crise du côté des Balkans pour être défendus contre l'Autriche ; quant à la guerre contre l'Allemagne ils n'y croyaient pas et même pendant longtemps, se refusèrent à voir en elle une ennemie, comme le prouvent les bons rapports ininterrompus du nouvel empereur Nicolas avec Guillaume II.

Mais si le tsarisme tenait à la France pour des raisons surtout financières (2) le peuple russe était dans de tout autres senti-

les nations russe et allemande étaient séparées par les immenses étendues de l'ancienne république polono-lithuanienne dont les populations n'avaient rien de commun, ni avec les Russes, ni avec les Allemands... La base politique et géographique de l'alliance *n'était qu'un leurre*. (M. Zaleski : *Correspondant*, 10 juin 1920).

« La Russie était un immense empire et une monarchie absolue sans parlement, sans liberté de presse, entourée de splendeurs asiatiques... l'histoire de 1812, l'immensité du territoire, les énormes forces militaires, complétaient l'illusion. » (Guglielmo Ferrero : *Illustration*, 10 décembre 1927).

(1) Excepté cependant la partie de la nation, de l'opinion et de ses dirigeants qui connaissaient la Russie pour y être allés ou qui savaient que dans tout le cours de l'histoire, la politique russe avait eu un tour essentiellement allemand, et se rendaient compte que l'alliance avec la Russie tendrait à unir la France à la Prusse bien plutôt qu'à l'en séparer. Dans « *Kiel et Tanger* », Maurras, quoique nationaliste, écrit qu'il n'a pas pris au sérieux la visite d'Avelane, en 1893, ni la venue du tsar en 1896 ; il n'a même pas voulu écrire d'article à ce sujet pour ne pas « mystifier ses contemporains. » — Exceptée également une certaine fraction du parti socialiste français avec Jaurès et Millerand.

(2) Pour des raisons financières et pour l'amour de la paix dans le statu quo avec Alexandre III, et lorsque les ministres tsaristes passèrent à une nouvelle conception de l'Alliance que ne freina pas le bon sens de l'empereur défunt, pour la réalisation de leurs desseins ambitieux dans les mers du Japon ou de Marmara. Moyennant cela, le tsar consentait à ne pas voir certaines ombres du tableau et à dompter, à l'égard de la France, l'impulsion de son humeur monarchique : applaudir l'hymne révolutionnaire français et recevoir au Palais de Péterhof, les descendants des sans-culottes régicides de 1793.

ments : inculte, ignorant, superstitieux, sortant à peine du servage et enfoncé dans la partie la plus continentale et la plus reculée de l'Europe, le paysan ou l'ouvrier russe, mal payé, en proie à la famine endémique et à l'alcoolisme, ne voyait guère plus loin que le coin de terre où il vivait ; il ne savait presque rien de la France et de ses aspirations et ne s'en souciait guère avant qu'on ne lui parlât d'alliance : quand le gouvernement français s'occupa de conclure l'alliance, le peuple russe se demanda avec une surprise mêlée de défiance, ce que lui voulait ce pays qui s'éprenait pour lui d'un amour si soudain et si violent.

Quelle différence avec les peuples allemand et autrichien de même culture et de même politique orientale !

Les intellectuels russes, avec Maxime Gorki, étaient non plus indifférents, mais nettement hostiles à l'alliance, d'abord parce qu'ils n'éprouvaient pas plus que les moujiks eux-mêmes des sentiments belliqueux envers l'Allemagne et qu'ils estimaient que la Russie n'avait rien à gagner dans une aventure guerrière, mais aussi et précisément parce que l'alliance française fournissait au Tsar des capitaux en quantité presque inépuisable qui lui permettaient, en comblant le déficit régulier du budget, de retarder à la fois l'heure de la faillite du régime autocratique, et celle de l'émancipation de la nation opprimée.

Donc, étant entendu que seuls le tsar et la haute administration impériale étaient favorables à l'alliance alors que le peuple n'en saisissait pas la signification et que *l'intelligentsia* la déplorait, quel fond pouvait-on faire en France sur un allié qui coûtait si cher et qui, en cas de guerre permettrait à l'Allemagne de remporter des victoires faciles mais démoralisantes pour l'allié français, et également de se poser à la face du monde en libératrice des nationalités incorporées à l'Empire ou de la Russie elle-même, opprimée par le tsar.

Personne n'y songeait en France ; et cependant n'eût-ce pas été un sujet digne de réflexion, surtout en y ajoutant, pour corser l'ensemble, cette considération que depuis 1894, les seuls personnages en Russie, qui profitassent réellement de l'alliance : Tsar, famille impériale et leur entourage, fussent des Allemands ou

acquis à l'influence allemande, ou des malades n'ayant pas l'énergie suffisante pour résister à l'ascendant de Guillaume II et pensant tous que l'alliance avec la France républicaine à l'exclusion de l'Allemagne serait fatale au tsarisme et que le salut ne pourrait venir que d'une réconciliation avec le Kaiser (1).

(1) Le tsar était un malade : « Maladif, mystique, irrésolu le plus souvent et parfois entêté ». (M. Maurice Waton : *Débats*, 22 février 1922).

En 1896, lors du voyage du tsar à Paris, M. Hanotaux fut fâcheusement impressionné en voyant un semblable monarque succéder à l'énergique Alexandre III, ce qu'évidemment les négociateurs des traités de 1891-93 n'avaient pu prévoir : « L'Empire est miné par les coups de sape profonds de l'anarchie et du nihilisme... la Révolution est partout. Je crains tout, je ne sais que faire. » (*Figaro*, 26 juillet 1918) : tel est le langage que tint à cette époque Nicolas II à M. Hanotaux. Fataliste, n'ayant aucun sens de la réalité, mal renseigné par ses ministres, le nouvel empereur devait être la dupe de Guillaume II et la proie résignée des faiseurs de miracles.

La tsarine, princesse Alice de Hesse-Darmstadt, était la belle-sœur du prince Henri, frère de Guillaume II ; elle était atteinte d'hémophilie et paraît avoir été sujette à des crises d'épilepsie. (Cf. *Progrès Civique*, 10 mars 1928). Quant à la classe privilégiée et dirigeante de la Russie, on a rarement osé dire nettement quelles en étaient les mœurs : M. Georges Michon dit que la prodigalité, le gaspillage de la Cour, rappelaient celui de l'ancienne monarchie française et M. Waton dit de son côté que « l'évocation de Byzance et des villes maudites de la Bible permet seule d'indiquer, en termes convenables, ce qu'était la Cour de Russie. » (Dans le même sens, *Temps*, 3 mai 1922, Roland de Marès). Sa germanophilie était notoire. MM. Lavis, Debidour et tous les historiens s'accordent à dire que dans l'administration et le haut commandement militaire, les amis de l'Allemagne étaient nombreux ; par exemple, le ministre de la Guerre, de 1909 à 1915, général Soukhomlinoff, fut un traître,

LA DEVIATION DE L'ALLIANCE.

M. Hanotaux, ministre des Affaires Etrangères de janvier à novembre 1895 et d'avril 1896 à juin 1898, fut remplacé à cette date par M. Delcassé qui resta au Quai d'Orsay jusqu'en 1905.

M. Delcassé, dès son arrivée au pouvoir abandonna la politique de bonne entente avec l'Allemagne pratiquée par son prédécesseur et, estimant que les traités de 1892-1893 ne construisaient qu'un système défensif consacrant la paix allemande, il résolut de négocier un nouvel accord avec le tsar ; cet accord, du mois d'août 1899 fut une arme offensive au premier chef surtout par la manière dont les diplomates de la Russie l'entendirent et l'appliquèrent dans les Balkans.

A la lecture de l'accord de 1891 et de la convention militaire de 1892-1893, M. Delcassé avait été frappé par une chose : le caractère précaire de la convention militaire, dont la durée était limitée à la propre durée de la Triplice et disparaissant automatiquement avec la dissolution de la Triple alliance (1)

Il y avait là une lacune, songeait M. Delcassé, qui avait été amené à cette conclusion après avoir raisonné de la manière suivante : si la Triple Alliance se dissout par la volonté de tous ses membres, en ce cas, apparemment, il n'y a plus rien à craindre ; les forces germano-austro-italiennes, se séparant, la France et la Russie pourront reprendre sans inconvénient leur liberté

(1) Tandis que l'accord de 1891 stipulait que les deux gouvernements se concerteraient à propos de toute question susceptible de mettre la paix de l'Europe en cause,

d'action. A l'inverse, si la Triple alliance se dissout autrement que d'un commun accord, par exemple par une révolution se produisant à la mort de François-Joseph dans cette mosaïque de peuples à orientations opposées qui constituent l'Autriche-Hongrie, la Triplice sera bien dissoute puisque les futurs États successeurs de la Double Monarchie, Thèq̃ ou Croate, n'auront que faire d'une alliance avec l'Allemagne ou l'Italie. Mais ce ne sera pas tout : dans l'hypothèse envisagée où le vieil Empire tomberait ou déliquescence, il se produirait une série de phénomènes politiques, intéressant beaucoup d'États, et par là extrêmement graves : Roumains revendiquant la Transylvanie, Italiens du Trentin s'annexant à la mère-patrie, Bosniaques se tournant vers la Serbie comme en 1875, Allemagne et Russie ne demeurant probablement pas inactives à l'égard, l'une de l'Autriche germanique, l'autre de la Galicie slave.

Quoi de plus dangereux qu'une dislocation de l'Autriche-Hongrie ; quoi de plus susceptible de « compromettre la paix générale et de rompre l'équilibre entre les forces européennes ? » (1) Est-ce que la France et la Russie n'auraient pas tout avantage à se trouver, alors plus que jamais, unies et d'accord et prêtes à faire jouer la convention militaire ? Eh bien non ! Ce serait justement à ce moment que la convention militaire, sinon l'alliance, n'existerait plus. Née de la Triple Alliance, elle mourrait avec elle.

Ces réflexions ayant été faites et communiquées à M. Loubet, le ministre des Affaires Étrangères, fort de l'approbation présidentielle, alla à Saint-Pétersbourg et vit le tsar le 6 août 1899. Il commença par solliciter l'ajustement de la convention militaire, à l'accord diplomatique de 1891 : « J'ai exposé à l'Empereur mon appréhension que l'Alliance ne se trouvât désarmée, quand surgirait un de ces événements en vue desquels elle a précisément été formée ». Le tsar accepta, et il fut ainsi décidé que la convention militaire serait en vigueur tant que « resteront solidaires les intérêts généraux et permanents des deux nations ».

(1) Ce sont les propres termes employés par M. Delcassé dans la lettre où il explique sa pensée à M. Loubet. *Livre Jaune*, N° 95.

Après quoi et cette modification secondaire ayant été introduite au pacte primitif, M. Delcassé présenta à Nicolas II un projet qui, sous une apparence débonnaire, ne tendait à rien moins qu'à bouleverser l'accord de 1891 : « C'est la confirmation de l'accord de 1891, écrit M. Delcassé, mais la portée en est *singulièrement étendue* ; tandis qu'en 1891 les deux Gouvernements ne se disent soucieux que du maintien de la paix générale, mon projet porte qu'il se préoccupe tout autant du maintien de l'équilibre entre les forces européennes ». Le tsar accepta encore et le nouvel accord, dont on décida, suivant l'usage, qu'il resterait absolument secret (1) fut rédigé avec la teneur suivante :

« Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement impérial de Russie, toujours soucieux du maintien de la paix générale et du maintien de l'équilibre entre les forces européennes,

« Confirment l'arrangement diplomatique formulé dans la lettre du 9-21 août 1891 de M. de Giers, celle du 15-27 août 1891 du baron Mohrenheim et la lettre responsive de M. Ribot portant également la date du 15-27 août 1891.

« Ils décident que le projet de convention militaire, qui en a été le complément, et qui est mentionné dans la lettre de M. de Giers du 15-27 décembre 1893 et celle de M. le comte de Montebello du 23 décembre 1893-4 janvier 1894, demeurera en vigueur autant que l'accord diplomatique conclu pour la sauvegarde des intérêts communs et permanents des deux pays.

« Le secret le plus absolu..., etc... (2) ».

Dans cette nouvelle négociation, la notion d'équilibre européen qui avait dicté la conduite de M. Delcassé n'était logique qu'en apparence et au fond spécieuse et dangereuse : l'équilibre des Puissances est bien un fait en soi, mais du moment qu'on invoque cet équilibre, il est sous-entendu que l'on compte intervenir chez la Puissance qui provoquera une rupture d'équi-

(1) Cet avenant est resté ignoré de tous les historiens de l'Alliance. Il n'a été publié qu'en 1918 avec le *Livre Jaune*.

(2) Nos 93, 94, 95.

libre. Or, c'est là une prétention exagérée, car l'événement qui a amené la disproportion des forces en présence, peut provenir de la libre volonté des populations incorporées à l'État qui s'est agrandi. Par là, vouloir rétablir l'équilibre, même si l'équilibre a été réellement détruit, est vouloir faire une œuvre néfaste, puisque contraire à la théorie moderne de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes.

De plus, et quant à son application, cette notion contient un élément subjectif : elle sera diversement interprétée suivant les Chancelleries des différents États, chacune d'elles considérant exclusivement son propre intérêt.

Qu'un ministre russe, inquiet de telle ou telle modification territoriale dans les Balkans, jugeât que cette modification n'était pas à son avantage et arguât d'une rupture d'équilibre, voici que la France *devait* son concours armé à la Russie, en vertu de la convention militaire, subordonnée maintenant non plus à l'accord de 1891, mais à l'avenant de 1899. Il suffisait seulement, étant donné que l'alliance n'était que défensive et ne jouait qu'en cas d'agression de la Triple Alliance, que l'adversaire ou l'un des adversaires fut amené à se donner des allures d'agresseur. La suite des événements a prouvé que ce n'était pas impossible.

Cela ne signifiait pas nécessairement, quoi qu'en aient dit MM. Albert Mathiez et Georges Michon, que M. Delcassé ait proposé au tsar un marché dans lequel il lui offrait, en invoquant l'équilibre, la possibilité de satisfaire ses ambitions en Orient, moyennant un concours plus efficace de la Russie contre l'Allemagne. Sans compter les chances qu'auraient eues le gouvernement français de recouvrer l'Alsace-Lorraine à la faveur d'une crise balkanique.

Ce raisonnement est quelque peu systématique, car rien ne prouve que M. Delcassé ait nécessairement bâti un système si précis dès cette date, bien qu'il se rendît compte qu'il étendait singulièrement le champ d'alliance. Ensuite il a été émis après que les événements ont justifié cette supposition, mais rien n'aurait pu indiquer, en 1899, quel parti les diplomates allaient en tirer : avec des hommes d'État russes moins nationalistes

et un monarque plus pacifique et moins impressionnable, la modification aurait pu sommeiller longtemps avant qu'on s'avisât de s'en servir.

A tout le moins, il est incontestable que l'alliance a été, dans l'été de 1899, déviée, détournée de son but originaire qui était d'assurer la défense contre une soudaine agression allemande, et non pas faite, comme l'a dit M. Lavissee, pour entreprendre ensemble une action offensive quelconque, sous quelque prétexte et quel que fut le lieu où on l'envisageât (1).

(1) Ernest Lavisse : *Revue de Paris*, 15 septembre 1901.

LA CONCEPTION DE M. DELCASSÉ,

LA POLITIQUE ASIATIQUE RUSSE

ET LA CRISE DE 1905.

Pour que M. Delcassé en fut arrivé, en 1899, à retoucher le caractère de l'alliance et à lui donner une portée que ne justifiait pas la seule préoccupation de la légitime défense, il fallait que sa confiance en la Russie fut grande. Il fallait qu'il fût convaincu de la force de combat de l'armée moscovite pour compter qu'elle saurait contribuer, le cas échéant, à rétablir l'équilibre en Europe.

M. Delcassé subissait ainsi l'illusion commune à tous les politiciens de cette époque, grâce à laquelle on n'apercevait pas l'envers du décor russe, ni que derrière une façade brillante aux yeux de l'étranger, se dissimulait un édifice vermoulu et menaçant ruine.

M. Charles Maurras (1) a parfaitement dépeint le faux sentiment de sécurité que donnait l'alliance aux dirigeants français aux environs de 1900, dans une page d'ironie mordante : « Le préjugé de paix perpétuelle était consolidé... par cette *garantie russe*, qui parlait surtout à la simplicité de l'électeur et de ceux des élus qui sentent comme lui. Ce grand et gros pays, ce vaste morceau du planisphère qui s'étend, uni et continu, de Krons-tadt et d'Odessa jusqu'à Port-Arthur et Wladivostok, cette masse devait frapper l'imagination populacière d'un semblable gouvernement ;... on ne calculait ni la faiblesse intérieure,

(1) *Kiel et Tanger*. (Op. cit.).

ni l'affaiblissement momentané. Le colosse, étant là, ne pouvait jouir que d'une vigueur constante et d'une durée éternelle. On en parlait comme d'un dieu. M. Loubet et M. Delcassé n'avaient aucune peine à se persuader que le « poids russe », à l'Orient de l'Europe, fournirait l'invariable équilibre de leurs extravagances en Occident (1).

« Parce qu'ils se reposaient sur le grand allié et qu'ils s'en remettaient à lui du soin de tout faire rentrer dans l'ordre

(1) C'est un peu sévère pour M. Delcassé. Pour être impartial, il faut considérer que M. Charles Maurras exagère ici pour les besoins de sa propre thèse nationaliste. Si l'on admet que la politique russe de M. Delcassé a été des plus critiquables, ce dont tout le monde tombe d'accord aujourd'hui, il ne faut pas oublier que ce ministre a eu aussi une politique anglaise et une politique marocaine dont la première au moins a été couronnée de succès.

M. Delcassé s'est efforcé de réconcilier la France et l'Angleterre, dont les relations étaient aussi mauvaises que possible pendant les premières semaines qu'il passa au ministère des Affaires Étrangères. M. Brisson l'y avait appelé, le 28 juin 1898 ; 3 mois après survenait l'incident de Fachoda, qui fut suivi d'une tension diplomatique violente prenant des allures de préliminaires de guerre aux mois d'octobre et novembre suivants.

M. Delcassé recula devant cette éventualité redoutable et abandonna les prétentions françaises sur le Soudan Nilotique (Accord du 21 mars 1899).

Ayant ainsi posé les prémices du rapprochement anglo-français, M. Delcassé trouva peu après, chez le nouveau roi d'Angleterre, Edouard VII, une propension égale à la sienne pour liquider tous les vieux litiges encore en suspens, au début du XX^e siècle entre les deux Etats.

Edouard VII, conscient du développement économique grandissant de l'Allemagne, comprenait que la concurrence, la rivalité commerciale anglo-allemande étaient la seule perspective d'avenir réellement redoutable pour l'Angleterre et que les différends coloniaux franco-anglais étaient la survivance d'une époque disparue : les difficultés reçurent leur solution dans l'accord général du 8 avril 1904, basé sur le principe de concessions mutuelles.

La France et l'Angleterre, pendant les dix années suivantes, purent alors se prêter un mutuel appui en toute circonstance et comme l'impérialisme de la Grande-Bretagne ne cessait de se heurter, avec une irritation toujours croissante à l'impérialisme allemand, l'Angleterre se trouva aux côtés de la France et de la Russie à la journée décisive du 4 août 1914.

D'un autre côté, l'art. 2 de la Convention du 8 avril 1904 reconnaissait l'existence des intérêts français au Maroc, moyennant la promesse que faisait la France de ne pas changer l'état politique du pays.

Comme les chancelleries française et italienne avaient déjà échangé les années précédentes une promesse de liberté d'action réciproque au Maroc et en Tripolitaine et que l'Espagne passait avec la France, dans la même année 1904, une convention délimitant leurs respectives futures

quand cela serait nécessaire, le ministre et le président avaient pu s'amuser *comme de petites folles*. »

La conviction que l'Empire russe était la première puissance du monde par l'immensité de ses territoires, le nombre et la cohésion de ses sujets, et que l'armée russe était l'armée invincible, soit au total deux erreurs de première grandeur (1), cette considération imposa à M. Delcassé, dès son arrivée au pouvoir, le principe qui fut dès lors à la base de sa politique : le puissant allié le protégerait moralement, et, il n'en doutait pas, matériellement, contre tous les dangers qui pourraient survenir ; ce serait cet appui qui lui permettrait de déployer librement son activité sur tous les terrains susceptibles d'amener des conflits diplomatiques et où il eût été imprudent de s'engager seul. De ce principe, il déduisait aisément ce corollaire que puisque la Russie servirait à réaliser ses ambitions, il était élémentaire que la France reconnaissante aidât de son côté la Russie à réaliser les siennes.

Qu'avait fait M. Delcassé en 1899 ? Il avait précisé l'accord de 1891 et remplacé la vieille formule de « paix générale » par une autre plus élastique et qui visait au « maintien de l'équilibre entre les forces européennes ».

C'était déjà le signe d'un état d'esprit inquiétant, car, en donnant cette orientation nouvelle à l'alliance, on prévoyait

zones d'influence dans l'Empire Chérifien, M. Delcassé pouvait préluder à l'établissement du protectorat français sur le Maroc.

Sans doute, l'écroulement de la Russie en Mandchourie ajourna pour longtemps la réalisation des desseins du cabinet français sur le Maroc, en même temps que l'Italie semblait se reprendre à la séduction allemande. Mais l'entente anglo-française ne varia pas : à même cause, mêmes effets et l'ambition allemande continuant à contrecarrer l'ambition anglaise, la politique de M. Delcassé se perpétua après le départ de ce ministre, notamment par l'accord anglo-russe du 31 août 1907 et russo-japonais du 4 juillet 1910.

Il n'est pas niable que, vue sous cet angle, la diplomatie de M. Delcassé ne balance, dans une certaine mesure, les imprudences de son attitude vis-à-vis de la Russie et la conception singulière qu'il avait de cette Puissance.

(1) Erreurs qui n'avaient pas été commises par les négociateurs de l'alliance primordiale, ou en tout cas qu'ils avaient commises à un degré infiniment moindre, puisqu'ils se bornaient à faire jouer à l'alliance un rôle strictement passif.

l'intervention réciproque des deux pays, non seulement en cas d'agression allemande, mais en cas de modification du statu quo européen, ce qui, non seulement, était susceptible d'interprétation équivoque, mais encore supposait que la Russie était en mesure de faire respecter ce statu quo.

Mais M. Delcassé ne s'en tint pas là ; sa confiance aveugle en la Russie, à laquelle s'ajoutait le besoin de l'appui sans réserve du Gouvernement tsariste sur des points que les accords de l'alliance n'avaient pas prévus, le poussèrent à s'avancer davantage et à donner la plus grande extension possible dans l'espace à la nouvelle combinaison.

Car M. Delcassé se rendait bien compte que les accords de 1891-93 passés par MM. Ribot et de Giers et prévoyant l'éventualité d'une agression allemande, étaient surtout utiles à la France, beaucoup plus menacée que la Russie (1) ; il en résultait du côté russe une sorte de disproportion entre les charges occasionnées par l'alliance et le besoin de protection contre l'Allemagne. En revanche, le Gouvernement français avait consenti à devenir le bailleur de fonds du tsarisme et lui ouvrait des crédits presque illimités ; par une nouvelle complaisance, M. Delcassé jugea bon d'étendre l'alliance sur un point du globe où la France n'avait aucun intérêt, mais où la Russie venait subitement de s'en découvrir beaucoup, et où tous les profits seraient pour elle : *la Mandchourie*.

Dans les dernières années du XIX^e siècle, le vaste empire, après avoir étendu un peu partout son corps de géant, en Caucase, au Turkestan, aux confins Indiens, se préparait maintenant à engloutir la proie chinoise.

Cette poussée vers l'Est était l'œuvre du comte Mouravieff, ministre des Affaires Etrangères et du comte Witté, ministre des Finances et « sinon de droit, du moins de fait, le véritable chef du Gouvernement russe (2) ».

(1) En exceptant, bien entendu, les complications balkaniques, aggravées d'une intervention autrichienne, éventualités auxquelles on ne songeait, en 1891-1893, que pour les écarter.

(2) *Mémoires d'Isvolsky* : *Revue de Paris*, 1^{er} et 15 décembre 1922 ; *Revue des Deux-Mondes*, janvier 1920 ; *Revue de France*, 1^{er} avril 1921. *Mémoires du Comte Witté*, commentées par M. Bompard : *Revue de Paris*, septembre 1921.

Au début, il s'agissait moins de conquérir la Mandchourie, dont la valeur intrinsèque, quoique non négligeable, n'eût pas été suffisante pour que le Gouvernement impérial s'intéressât à ce pays excentrique, mais d'obtenir de la Chine, le droit d'y construire un chemin de fer qui eût été le trait d'union entre la Sibérie orientale et le Golfe du Petchili dont les rivages, toujours libres de glaces, possèdent des ports en « eau chaude » et contrastant avec les ports de la Sibérie, où la mer est froide et les côtes inhospitalières ; notamment Port-Arthur, à l'extrémité de la péninsule de Liao-Toung, occupe une position stratégique et commerciale unique et commandant à la fois la Mer de Corée et l'accès maritime de la capitale de la Chine.

Le Gouvernement russe en arriva très vite à ses fins : en décembre 1897, Port-Arthur et Talienvan, avec les territoires adjacents étaient soudainement occupés par la flotte de l'amiral Doubasoff et le 27 mars suivant (1) la Russie régularisait cette voie de fait en se faisant céder à bail par le Gouvernement chinois pour 25 ans (2) les deux ports occupés, et se faisant également reconnaître le droit de construire un chemin de fer reliant Port-Arthur à la grande ligne transsibérienne ; la Russie songeait encore à demander la concession d'une ligne ferrée Transchinoise de Port-Arthur à Pékin. Une fois cette ville atteinte, il eut été facile de faire rayonner des chemins de fer dans toutes les directions de l'Empire du Milieu et de se livrer à l'exploitation économique de la Chine.

Le succès du 27 mars 1898 fut immédiatement gâté par la maladresse avec laquelle se fit la pénétration russe en Mandchourie et les imprudences auxquelles se livra la diplomatie tsariste. Non contente d'introduire en Mandchourie les troupes suffisantes pour la protection du railway, la Russie procéda à la prise de possession militaire et bruyante des villes et des arsenaux de cette province, se mit à exploiter les forêts du Yalou à la frontière de Corée, commença même des tentatives pour pénétrer dans cette péninsule que les Japonais considéraient devoir leur

(1) *Illustration*, 9 avril 1898.

(2) Qui se transforma en un bail de 99 ans, après la guerre des Boxeurs de 1900.

appartenir au même titre que les îles de leur archipel. L'ensemble de ces manœuvres dolosives, auxquelles s'ajoutaient des tracasseries mystérieuses avec le Gouvernement chinois indisposèrent non seulement le Mikado, mais aussi le vice-roi des Indes, lord Curzon, qui redoutait une entente russo-chinoise dangereuse pour la domination des Anglais, dans la Péninsule indo-gangétique : Grande-Bretagne et Japon se rapprochèrent et, le 30 janvier 1902, échangèrent la promesse de maintenir l'intégrité de l'Empire chinois. Le Gouvernement britannique promettait également son concours au cas où une tierce Puissance interviendrait en faveur de la Russie dans une guerre éventuelle russo-japonaise.

En présence des expressions aussi catégoriques de cet accord, il était aisé de sentir le danger que faisait courir à la paix du monde la politique impérialiste de la Russie. L'intérêt de la France était évident : L'Empire russe accumulait les troupes et le matériel en Mandchourie, et en fait de fortifications et de chemins de fer à construire dans l'Empire, ne songeait qu'à fortifier Port-Arthur et qu'à relier Pékin à la Sibérie par le segment ferré transmanchourien. Est-ce qu'il n'eût pas été bon de rappeler à la Russie qu'elle devait être prête, *en tout temps*, à jeter un million 500 mille soldats sur la Prusse et la Galicie, en cas d'attaque de l'Allemagne ou de l'Autriche contre la France ou contre la Russie elle-même ? Ce fut la conception opposée qui l'emporta. Loin d'essayer de retenir la Russie en Europe, M. Delcassé, au lendemain du traité d'alliance anglo-japonais, étendait l'alliance franco-russe à l'Extrême-Orient par le traité en date du 19 mars 1902, aux termes duquel les deux pays promettaient de se concerter sur les mesures à prendre en cas d'attaque d'une tierce puissance.

Ce n'était pas une promesse d'action militaire, mais c'était un encouragement à la Russie. C'était une extension de l'alliance européenne, et, à vrai dire, la constitution d'une alliance nouvelle en Asie, alliance qui ne pouvait même pas invoquer le maintien de l'équilibre asiatique, puisque la Russie venait justement de le bouleverser en violant l'intégrité de la Chine.

Ce qui faisait l'importance de l'accord franco-russe de 1902,

était la reconnaissance des intérêts russes en Extrême-Orient. Quand arriva la guerre russo-japonaise, le Japon ne menaçait pas la France et celle-ci n'eût pas de mesures de protection à prendre, pas plus qu'à venir au secours de la Russie et d'attaquer le Japon. Mais la russophilie du Gouvernement français eût été extrêmement dangereuse pour lui, en raison des clauses de l'accord anglo-japonais, si l'Angleterre n'eût été très pacifique en 1904, ne déclarant pas la guerre à la Russie, lors de l'incident de Dogger-Bank (1) le 21 octobre pour ne pas provoquer en retour une intervention française en faveur de cette Puissance (2).

La guerre russo-japonaise elle-même avait éclaté au mois de février 1904 et avait été provoquée par les procédés brutaux de l'administration russe en Mandchourie qui avaient excité le ressentiment du Japon, inquiété en outre par les convoitises de la Russie sur la Corée. On y distingue trois phases : la destruction de la flotte russe d'Extrême-Orient et le siège de Port-Arthur qui dura de mai 1904 à janvier 1905 ; la destruction des armées russes de terre dans plusieurs batailles, dont le dernier épisode se déroula à Moukden, en mars 1905, et enfin, en troisième lieu, la destruction de la flotte russe de la Baltique qui vint se faire couler à Tsoushima le 27 mai 1905.

La plus grande partie de la force vive de l'Empire était ainsi anéantie ; des centaines de milliers d'hommes étaient tombées aux champs sanglants de Mandchourie, la flotte, le matériel de guerre étaient détruits.

Le comte Witté, qui avait été impuissant à résister à l'impulsion belliqueuse de la Cour impériale (3) et n'avait pu éviter

(1) Dans la soirée du vendredi 21 octobre 1905, comme la flotte de l'amiral Rodjevenski, en route pour l'Extrême-Orient, se trouvait dans les eaux du Dogger Bank, un de ses navires tira sur des chalutiers de Hull qu'il prenait pour des torpilleurs japonais : Plusieurs pêcheurs anglais furent tués. (*Petit Méridional*, 25 octobre 1905).

(2) Intervention qui paraissait probable bien qu'aucun traité ne l'imposât.

(3) Le tsar fut entraîné à la guerre par une camarilla de courtisans ; mais il paraît qu'il n'était pas personnellement hostile à une collision russo-japonaise ; dans sa jeunesse il avait fait un voyage au Japon,

la guerre, quand il vit, trop tard, le danger de la politique chinoise, sut cependant liquider la tragique aventure dans des conditions inespérées : moyennant l'abandon du rêve asiatique, l'intégrité territoriale de l'Empire fut sauvagée.

Il était temps de terminer l'aventure chinoise. Les échecs militaires avaient eu leur répercussion à l'intérieur de l'Empire, où les revendications agraires et sociales, longtemps comprimées, se firent jour dès les premiers échecs : les premiers combats malheureux pour les Russes eurent lieu au mois de mai 1904 à la frontière de Corée et dans la presqu'île de Liao-Toung ; les premières grandes défaites furent celles du mois de juillet suivant où le général Stackelberg échoua dans ses efforts pour débloquer Port-Arthur. Les attentats terroristes éclatèrent aussitôt dans toute la Russie ; le général-gouverneur de Finlande, Bobrikof, fut assassiné, le 16 juin, à Helsingfors ; le Président du Conseil Plehwe le fut au mois de juillet à Saint-Pétersbourg ; quelques mois plus tard, ce fut le tour du Grand-Duc Serge.

Le Gouvernement impérial, pendant la fin de 1904, eut une attitude contradictoire. D'une part, il remplaça l'autocrate Plehwe par le prince Sviatopolsk-Mirsky, à tendances libérales, dont le premier soin fut de réunir à Saint-Pétersbourg un congrès de délégués des assemblées provinciales, les Zemstvos, mais, d'autre part, Nicolas II refusa par l'oukase de décembre, la moindre concession libérale, déclarant « vouloir observer sans en rien modifier, les principes inébranlables sur lesquels était fondé l'Empire » (1).

Sur ces entrefaites se produisit la lamentable échauffourée du Palais d'Hiver, le 22 janvier 1905, et la répression brutale d'une manifestation populaire paisible tua l'amour du tsar dans le cœur de son peuple.

et y avait été l'objet d'un attentat de la part d'un Japonais fanatique qui lui porta un coup de sabre à la tête. M. Isvolsky prétend que cet attentat inspira à Nicolas II « un sentiment d'antipathie, je dirai même de rancune, qui ne fut peut-être pas étranger à la politique qu'il suivit en Extrême-Orient. » (*Revue des Deux-Mondes*, janvier 1920).

(1) Il tenait ainsi le même langage qu'en janvier 1895 au moment de son mariage ; il avait dit alors aux Zemstvos lui demandant quelques attributions politiques : « A l'exemple de mon inoubliable père, j'entends maintenir l'autocratie. »

Dès lors, les massacres, les séditions militaires et surtout les grèves se succèdent sans interruption ; le mouvement insurrectionnel s'amplifie après Tsoushima et dans tout l'Empire les ouvriers et les paysans élisent des assemblées qui exposent leurs revendications politiques, sociales et agraires ; ne pouvant les réaliser, l'assemblée des délégués ouvriers de Saint-Petersbourg (1) proclama, en octobre, la grève générale, qui gagna en quelques jours toutes les grandes villes et les chemins de fer.

Devant ce soulèvement général, le tsar céda et le ministre des finances Witte, que l'Empereur avait appelé à la présidence du conseil après la paix de Portsmouth, accorda toutes les libertés désirables, l'établissement d'un régime représentatif avec deux Chambres, dont l'une, la Chambre basse serait élue au suffrage quasi-universel, et promit qu'aucune loi n'entrerait en vigueur sans l'assentiment de la Douma.

Toutes ces innovations n'étaient que des promesses, mais elles eurent pour effet immédiat de disjoindre le bloc révolutionnaire : libéraux et cadets (2) s'apaisèrent ; seuls les socialistes continuèrent l'agitation ; mais les troupes qui avaient eu un moment de défaillance ne suivirent pas le mouvement et restèrent en grande majorité fidèles. D'un autre côté, la guerre de Mandchourie étant terminée, les troupes redevenaient disponibles. La Révolution commençait à s'essouffler et même dans les milieux ouvriers la lassitude apparaissait. Au mois de décembre, une nouvelle tentative de grève générale échoua, ainsi qu'une révolte à Moscou. Au mois de janvier 1906, le Gouvernement pouvait se déclarer maître de la situation et reprendre en détail, pièce par pièce, les concessions qui lui avaient été arrachées par la force.

Le Gouvernement français allait l'y aider par de nouveaux secours financiers, ce qui pouvait être une faiblesse en temps normal, mais qui, dans les circonstances de réaction politique où l'on se trouvait, était une imprudence beaucoup plus grave.

C'était d'abord fort discutable, puisqu'il s'agissait de main-

(1) Ce fut le premier Soviet.

(2) Constitutionnels-Démocrates,

tenir une alliance que l'on pouvait croire désuète avec un gouvernement qui avait fait ses preuves de faiblesse et dont l'armée était pour longtemps hors d'état de se battre, gouvernement profondément impopulaire, qui ne se maintenait qu'à force de massacres, et dont on pouvait craindre la chute prochaine ; c'était également une faute, puisque ce geste au fond très peu charitable pour la Russie prolétarienne devait jeter le discrédit sur la politique du Gouvernement français non seulement auprès des libéraux russes, mais aussi de l'opinion publique de beaucoup de pays étrangers et notamment de l'Angleterre ; enfin, cette sympathie pour les monarques autocrates, était le reniement par la troisième République de la vieille tradition républicaine de 1792 et de 1848.

L'aide financière consista en l'inscription à la cote, au printemps de 1906 d'un énorme emprunt (1), émis et couvert avec la collaboration de toute la presse officieuse et des grands établissements de crédit français. Le comte Witté avoue dans ses mémoires que les fonds ainsi obtenus par un Gouvernement aux abois, permirent à ce dernier « d'écarter toutes les vicissitudes » de 1906 à 1910, c'est-à-dire en termes plus concrets, de dissoudre la Douma (2) et d'ajouter indéfiniment les autres réformes promises.

Les militants de tous les partis, socialiste, libéral, et même cadet, adjurèrent l'opinion française de ne pas souscrire à un

(1) Voici l'énumération et le montant des emprunts russes souscrits jusqu'en 1909 : 1888, 500 millions ; — 1889, 467 et 1200 millions ; — 1890, : 300, 600 et 350 millions ; — 1891 : 612 millions ; — 1893 : 173 millions ; — 1894 : 432, 378 et 3000 millions ; — 1896 : 400 millions ; — 1901 : 424 millions ; — 1904 : 800 millions ; — 1906 : 1 milliard 365 millions, suivi, en 1909, d'un emprunt de 1.220 millions ; — soit, au total, 12 milliards 221 millions.

La créance française sur la Russie s'élevait en 1913, à environ 17 milliards, en tenant compte des 4 milliards 750 millions d'emprunts industriels qui n'avaient été émis ni par l'Etat ni par les villes. (Les chiffres donnés ici sont ceux de M. Michon ; ils ne concordent pas avec ceux de M. Debidour.)

Il est à remarquer que lorsque le comte Witté alla aux Etats-Unis, en 1905, négocier la paix de Portsmouth, il sollicita le banquier Morgan de participer à l'emprunt que le Gouvernement russe voulait émettre à l'étranger. Les maisons de banque dirigées par M. Morgan, refusèrent de souscrire à cet emprunt. (*Mémoires du Comte Witté et « Temps »*, du 12 juin 1921, sous la signature de Léon Chênebenoit).

(2) Le 19 juillet 1906.

emprunt que la Douma n'avait pas voté et qui, ayant été contracté sans l'assentiment du peuple, ne serait pas considéré comme obligatoire par le gouvernement populaire futur.

En France, seul le parti socialiste faisait écho, avec MM. Anatole France et Jaurès. Ce dernier ouvrit, en outre, les colonnes de son journal à l'écrivain russe Maxime Gorki, qui y inséra un article intitulé : « Pas un sou au gouvernement russe (1) » et disant que la collaboration de l'épargne française et du tsar serait un crime qui permettrait au régime autocratique de subsister, de supprimer les quelques libertés obtenues et de se livrer à une affreuse répression.

Ces quelques supplications ne furent pas écoutées ; l'emprunt fut couvert, les prédictions funèbres de Gorki se réalisèrent, et M. Marcel Sembat s'écria dans l'*Humanité*, peu après les massacres de Bielostok (2), que lorsque « les fusils du tsar abattent les Russes, c'est la France qui les a chargés (3) ».

Dès lors, la France s'aliéna définitivement les sympathies de tout ce qui était républicain en Russie ; et de même que le prestige que conservaient encore les souverains russes fut détruit en 1905 par la fusillade du Palais d'Hiver, de même, par la souscription de l'emprunt de 1906, la France récolta la haine de tous ceux qui avaient cru libérer la Russie (4) et qui étaient pour la plupart des intellectuels qui l'avaient jadis aimée pour être la terre de la liberté (5).

Voici donc quels ont été les fruits de l'alliance pendant sa phase asiatique, de 1898 à 1906. Le rêve d'épopée s'achève en débacle et du champ de carnage de Moukden, l'émotion se répand en larges ondes concentriques, atteint Saint Pétersbourg et Moscou où elle déchaîne la Révolution, gagne l'Allemagne dont l'Empereur ne se sent plus de joie, arrive enfin en France, où le dégrisement est aussi amer qu'avait été autrefois enivrante la surestimation des forces du prétendu tout-puissant allié.

(1) *Humanité*, 9 avril 1906.

(2) Survenus le 15 juin 1906.

(3) *Humanité*, 24 juillet.

(4) Sentiment qui ne s'est jamais affaibli et a persisté pendant la grande guerre. Le journal de M. Paléologue en fait foi.

(5) « O mon adorée de jadis, s'indigna alors Maxime Gorki, je te lance au visage mon crachat de fiel » Georges Michon, op. cit., p. 141).

La France est humiliée par l'Allemagne à Tanger et à Naples, le plan diplomatique de M. Delcassé est brisé un peu partout et ne se reconstituera qu'avec peine, et pour comble de disgrâce, M. Delcassé lui-même est renversé (1).

En échange de son épargne appauvrie et de ses espoirs trompés, qu'accordera le tsar à la France? Rien (2) que la négociation du nouvel emprunt de 1906 et, tout comme si l'alliance n'existait pas, des tractations avec l'Empereur allemand qui atteignirent à leur comble avec le trop fameux accord de Bjorkoé.

Le traité de Bjorkoé a été le type classique de ce que M. Zaleski appelle « les infidélités au profit de l'ancien amant » (3) ; il est demeuré longtemps inconnu et le Livre Jaune de l'alliance franco-russe n'en parle pas ; mais, le document original ayant été trouvé dans les archives de Tsarskoë-Sélo, au milieu des pièces

(1) « Le flanc oriental de l'Empire allemand étant affranchi de toute menace russe », le 31 mars 1905, Guillaume II débarque à Tanger et au moment où une mission française négociait à Fez auprès du Sultan Abdul Aziz, un traité de Protectorat, l'Empereur allemand proclame l'indépendance du Maroc « sans monopole et sans annexion » ; quelques jours après, à Naples, il échange avec Victor Emmanuel un toast significatif où il est parlé de « l'alliance fidèle et l'amitié intime de l'Italie ». Donc, le plan diplomatique de M. Delcassé était en échec sur 2 points : le Sultan du Maroc repoussa la suzeraineté française, et Victor Emmanuel montra que M. Delcassé n'avait nullement « émoussé la pointe offensive de l'armée italienne ». Guillaume II ne s'en tint pas là et exigea le sacrifice du ministre des affaires Etrangères de France, coupable d'avoir été pour une large part, le promoteur de l'entente cordiale avec l'Angleterre. « La voix de l'Empereur entendue de loin » renforcée par les bruits belliqueux d'outre-Rhin, amena le départ de l'homme qui s'était vanté de « rouler l'Empereur » et « d'isoler l'Empire » (6 juin 1905).

(2) Le gouvernement russe put se flatter de n'avoir jamais soutenu la France, jusqu'à la guerre de 1914, pas plus à Agadir, où le tsar fit nettement entendre qu'il ne ferait pas la guerre à l'Allemagne pour quelques kilomètres de marécages dans l'Afrique centrale, qu'à Fachoda où il l'avait laissée seule devant l'Angleterre. Quant à la conférence d'Algésiras, il est vrai que le représentant de la Russie y soutint la thèse française, mais un simple rapprochement de dates, celle de la conférence (janvier-avril 1906) et celle de l'emprunt russe (printemps 1906) permet de supposer que le tsar ne servit les intérêts de la nation pourtant alliée, que sous l'empire du pressant besoin d'argent. L'attitude du tsar à la Conférence, quelle qu'elle fût, ne pouvait d'ailleurs être que parfaitement indifférente à l'Allemagne, celle-ci sachant bien que la Russie était par trop meurtrie pour la gêner le moins du monde. La conférence consacra d'ailleurs le principe allemand d'indépendance du Sultan et de liberté économique de toutes les puissances au Maroc.

(3) Correspondant, 10 juin 1920.

de la correspondance du tsar Nicolas et de l'Empereur Guillaume, a été publié par le Gouvernement russe après la Révolution de 1917 et reproduit par beaucoup de journaux et de revues françaises (1) qui y ont consacré d'abondants commentaires.

Pendant l'été de 1905, l'impérialisme allemand continuait à se heurter à l'impérialisme britannique et l'Empereur Guillaume en voulait à Edouard VII d'avoir eu une attitude belliqueuse pendant la crise de Tanger, en conseillant au Gouvernement français de ne pas permettre le départ de M. Delcassé. Il lui eut été précieux de rompre l'entente franco-anglaise, comme il avait rompu au moins provisoirement le plan diplomatique de M. Delcassé sur le terrain marocain et italien. Cette lourde tâche apparaissait moins ardue maintenant que la Russie était vaincue et accusait l'Angleterre, son ennemie héréditaire en Europe et en Asie, d'avoir donné son appui financier et technique au Japon en guerre (2). « Je n'ai pas de mots pour exprimer mon indignation contre l'Angleterre », écrivait, le 20 octobre 1904 (3) le tsar Nicolas à Guillaume II ; que devait-ce être un an plus tard, après l'incident de Dogger-Bank et la défaite de Tsoushima ? Guillaume II, pendant la guerre russo-japonaise, avait pris le contre-pied de la politique anglaise et avait donné au tsar des encouragements et même des conseils sur la conduite des opérations (4). Nicolas avait été sensible à ces mar-

(1) Journaux : *Le Pays*, 17 septembre 1917. — *Le Temps*, 15 septembre 1917 et 12 juin 1921. — *Le Figaro*, 27 mars 1918. — *Les Débats*, 29 août 1927, etc... — *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mars 1918. — *Revue de Paris* 1^{er} décembre 1922, etc...

(2) Par exemple la flotte de l'amiral Togo, victorieuse des russes à Tsoushima, ayant été construite et armée en Angleterre.

(3) Poincaré : *Origines de la guerre*.

(4) Ce fut la correspondance des deux empereurs, retrouvée aux archives de Tsarskoïe-Selo, communiquée à la publicité du *New-york Herald* et de là livrée à la presse de tous les pays, qui donna le texte des conseils donnés par le Kaiser à son cousin pendant la guerre de Mandchourie.

« La flotte de Port-Arthur doit détruire la flotte japonaise, écrivait Guillaume II ; le pouvoir naval sera alors de nouveau entre tes mains et les forces terrestres du Japon seront à ta merci. Alors tu lanceras l'ordre d'attaque générale pour ton armée et ce sera l'hallali de l'ennemi ».

Et après avoir reçu de tels aphorismes, aussi vagues qu'insignifiants, le tsar adressait à l'empereur ses plus chaleureux remerciements ! (*Temps*, 4 avril 1918).

ques d'amitié de son cousin et les circonstances apparaissaient, quand vint l'été 1905, tellement favorables pour Guillaume II, qu'il se décida à aller trouver le tsar, le 23 juillet, dans le petit port finnois de Bjorkoé, où il savait le rencontrer seul avec quelques courtisans et isolé de son ministre des Affaires Etrangères, le comte Lamsdorff.

Le détail de l'entrevue est peu connu. Toujours est-il qu'en quittant son impérial cousin, Guillaume II emportait un traité d'alliance défensive, dirigé contre l'Angleterre, signé par le tsar et contre signé par l'amiral russe Birelev.

En voici le texte, d'après la teneur qu'en donne M. Isvolsky dans ses Mémoires :

« L.L. M.M. impériales, l'Empereur de toutes les Russies d'un côté, et l'Empereur d'Allemagne de l'autre côté, afin d'assurer la paix de l'Europe, se sont mis d'accord sur les points suivants du traité ci-après relatif à une alliance défensive :

« 1° Si un Etat européen quelconque attaque l'un des deux empires, la partie alliée s'engage à aider son contractant par toutes ses forces de terre et de mer.

« 2° Les hautes parties contractantes s'engagent à ne pas conclure de paix séparée avec un ennemi quelconque.

« 3° Le présent traité entre en vigueur au moment de la conclusion de la paix entre la Russie et le Japon et doit être dénoncé avec un préavis d'un an.

« 4° Ce traité étant entré en vigueur, la Russie entreprendra les démarches nécessaires pour le faire connaître à la France et proposer à celle-ci d'y adhérer comme alliée » (1) Nicolas-Guillaume.

Ce traité, aux termes de l'article 4 et comme le remarque M. Hanotaux, n'était pas dirigé contre la France ; il n'était pas davantage dirigé contre les autres grandes puissances du continent qui étaient les alliées de l'Allemagne. Par voie d'élimination, il ne restait plus que l'Angleterre et bien qu'elle n'y fut pas nommée, c'était bien elle qui était visée.

(1) Il y a quelques différences purement formelles suivant que l'on adopte telle ou telle traduction.

Quoi qu'il en fut, c'était le triomphe de Guillaume II : d'ores et déjà, l'Angleterre était menacée, et si un nouvel incident éclatait entre la Russie ou l'Allemagne et l'Angleterre, cette dernière se heurterait à la coalition germano-russe, même si la France n'accédait pas à l'accord du 23 juillet. Et si la France y adhérait pour ne pas rester isolée devant l'Allemagne, c'est la fameuse entente cordiale anglo-française qui serait disloquée et remplacée par l'alliance continentale, suivant l'idée chère à Guillaume II.

Mais ce chef-d'œuvre de diplomatie impériale et secrète s'effondra presque aussitôt ; quelques jours après Guillaume II passait à Copenhague et y vit l'ambassadeur russe qui était M. Isvolsky ; le diplomate russe mis au courant se récria et déclara que la France n'accepterait jamais cette alliance tripartite tant que la question d'Alsace-Lorraine (1) ne serait pas réglée ; d'un autre côté, dès que le tsar Nicolas fut de retour à Tsarskoë-Sélo, le comte Lamsdorff lui tient le même raisonnement que M. Isvolsky à Guillaume II. Le comte demanda cependant à son ambassadeur à Paris, M. de Nélidof, s'il y avait possibilité d'amener la France à se joindre à ce traité. La réponse de l'ambassadeur fut immédiate et catégoriquement négative ; en conséquence, vers la mi-septembre, le comte Osten-Sacken, ambassadeur russe à Berlin, informa le gouvernement allemand, que le traité était considéré comme inopérant, puisque l'adhésion de la France n'avait pu être obtenue et que, d'autre part, il n'avait pas été revêtu du contre seing du ministre des Affaires Etrangères de Russie.

Guillaume II s'efforça de faire revenir le tsar sur cette décision et il est certain qu'il en avait le droit, puisque si l'article 4 prévoyait les démarches à faire pour associer la France à cet accord, il ne disait nulle part que le traité serait caduc en cas de défaillance de cette dernière.

(1) D'après M. Isvolsky, l'Empereur allemand aurait écarté l'argument par un raisonnement sophistique : « Cette question est réglée, aurait-il répliqué ; dans l'affaire du Maroc, j'ai jeté le gant à la France. La France a refusé de le relever. Elle a donc refusé de se battre avec moi. Par conséquent la question de l'Alsace-Lorraine n'existe plus entre nous. »

Mais tout fut inutile : le tsar avait repris sa parole et ne la redonna plus.

Le traité de Bjorkoé a été et reste l'exemple typique de ce qu'a été la diplomatie des deux Empereurs dans leurs rapports réciproques. L'un abuse de son ascendant sur le second, qui est timide et se laisse aisément circonvenir, mais est assez intelligent pour reconnaître ses erreurs, après réflexion, ou après avoir pris conseil des ministres compétents.

Au total, on ne peut pas dire que le tsar, malgré son attitude ondoyante, ait voulu faire sciemment le jeu de Guillaume II, ni qu'il ait eu le dessein de trahir la nation « amie et alliée », (1) mais il est permis de s'étonner de la mentalité du souverain qui croyait que la France consentirait, pour lui faire plaisir, à entrer avec l'Allemagne dans une coalition dirigée contre l'Angleterre.

Il y avait là une « *incompréhension manifeste des sentiments et des intérêts français* (2) » et c'était faire bon marché de la dignité nationale de la France.

(1) « Dans l'affaire du traité secret de Bjorkoé, il y eut de sa part faiblesse de volonté et imprudence, mais rien ne fut plus éloigné de sa pensée qu'une trahison envers son alliée. » Isvolky : *Revue des Deux-Mondes*, janvier 1920. — « Au moment où le traité fut signé, la Grande-Bretagne et la Russie étaient presque en état de guerre et ce fut, de la part du tsar, un acte parfaitement légitime, que de conclure une alliance contre l'allié du Japon. D'autre part, il n'avait jamais eu l'intention de trahir la France... » Georges Buchanan : *Mémoires*.

(2) Ce fut l'expression de M. Bompard, Ambassadeur de France à Berlin, lorsqu'il apprit l'extravagance du tsar.

LES TRACTATIONS DE MM. ISVOLSKY ET SAZONOFF ET L'IMPÉRIALISME RUSSE EN EUROPE.

La politique asiatique n'ayant pas réussi, les ministres russes vont tenter maintenant une politique européenne qui s'épanouira en 1914 avec la guerre générale où l'on verra la Russie demander à ses alliés l'annexion à l'Empire de Constantinople et des Détroits.

Le projet était séduisant car, une fois réalisé, il eût donné au commerce russe, le meilleur débouché en Méditerranée orientale et, de plus, au point de vue strictement militaire, l'installation des Russes à Tsarigrad eût été l'interdiction aux ennemis éventuels de passer par la voie des Détroits pour aller attaquer Odessa ou Sébastopol.

Cette pensée qui consistait à abandonner les visées sur la Chine, à reprendre le rêve de Catherine II à Kutchuk-Kaïnardji en 1774, et à tâcher enfin de le réaliser, était celle de M. Isvolsky. Ce ministre n'avait jamais été partisan des aventures coréennes (1) et fut appelé par le tsar aux Affaires Étrangères peu après la signature de la paix de Portsmouth. Seulement, dès son arrivée au pouvoir, M. Isvolsky comprit que pour accomplir ce grand dessein et que réussisse Nicolas II où Nicolas I^{er} avait échoué, il ne fallait pas compter uniquement sur la force des

(1) « Partisan convaincu d'une politique russe européenne, je n'ai jamais approuvé ces tendances (asiatiques) qui transportaient l'arène de l'action russe si loin du centre de ses *intérêts traditionnels* et affaiblissaient sa situation en Europe. » Isvolsky : *Revue de Paris*, 15 décembre 1922.

armes ; l'armée russe avait été saignée à blanc aux plaines de Mandchourie, l'armée française allait s'engager dans la conquête du Maroc ; mieux valait s'entendre à l'amiable avec les puissances rivales, celles qui avaient des intérêts dans les Balkans.

C'étaient essentiellement l'Allemagne et l'Autriche, dépourvues l'une et l'autre de colonies de peuplement et considérant la péninsule balkanique comme un terrain de colonisation ou, tout au moins d'activité économique.

Au commencement de 1908, la baron d'Aerenthal, ministre autrichien des Affaires Etrangères, proclamait son intention de relier, à travers le Sandjak de Novi-Bazar, le chemin de fer ottoman Salonique-Ouskoub aux voies ferrées bosniaques dont le point terminus était Sarajevo. Or, M. Isvolsky lui connaissait des desseins impérialistes, et pensa utiliser cet état d'esprit pour se concerter avec lui et réaliser ensemble leurs communes ambitions. A cette fin, des échanges de vues eurent lieu entre Vienne et Saint-Petersbourg, puis, les 15 et 16 septembre de la même année, les deux ministres se rencontrèrent à l'insu du Gouvernement français, à Buchlau, petite ville de la Moravie autrichienne. M. Isvolsky offrit à D'Aerenthal de réunir une conférence européenne où l'on reviserait le traité de Berlin dans un sens favorable à la fois à l'Autriche et à la Russie : l'Autriche recevrait la permission d'annexer la Bosnie-Herzégovine, la Russie obtiendrait l'ouverture des Détroits à sa marine de guerre.

D'Aerenthal goûta peu l'idée d'une conférence, qui l'eût obligé d'accéder aux désirs russes sur les Détroits s'il annexait la Bosnie-Herzégovine et, dès qu'Isvolsky l'eut quitté, il proclama, en toute hâte, unilatéralement et sans prévenir le Sultan, l'annexion des deux provinces à l'Empire Austro-Hongrois. Le ministre russe était joué et ressentit l'humiliation de cet échec sans pouvoir rien faire en sens contraire puisque l'attitude du Chancelier autrichien était conforme à la convention du Reichstadt, conclue avant la guerre russo-turque de 1877, portant la signature de la Russie et autorisant François-Joseph

à *annexer* les deux provinces peuplées de « ces petits frères slaves » que le tsar savait si bien sacrifier quand il le fallait (1).

M. Isvolsky, l'Autriche ayant trompé ses espoirs, se tourna vers l'Italie, et aboutit, en 1909, à la signature d'un accord, par lequel la Russie promettait de « considérer avec bienveillance » les intérêts italiens en Tripolitaine et Cyrénaïque, tandis qu'en réciprocité l'Italie promettait à la Russie son appui dans les Détroits (2). C'était comme avec l'Autriche une politique de marchandage et de pourboires ; la différence fut ici que la France fut informée des tractations de son alliée avec une des puissances de la Triple ; M. Poincaré en eut connaissance, quoiqu'un peu tardivement, en 1912 (3).

M. Isvolsky songe alors à réparer son échec de Buchlau en préparant à l'Autriche des embûches dans les Balkans, mais le tsar n'approuvant pas ces tendances, il est remplacé par M. Sazonoff (4). Ce dernier pense, sans doute, qu'en ce qui concerne les Détroits, la Puissance la plus compétente et la plus influente est encore l'Allemagne, grâce à ses bons rapports avec la Turquie qui remontent à l'amitié d'Abdul Hamid II pour Guillaume II et au voyage de 1898. Malgré les souvenirs de 1905, une conférence russo-allemande se tient, en novembre 1910, à Potsdam, en présence des deux Empereurs, mais accompagnés cette fois de leurs ministres des Affaires Etrangères. A cette fameuse entrevue de Potsdam, on fit surtout de la politique anti-britannique, la Russie laissant le champ libre à l'Allemagne en Asie-Mineure, notamment pour la construction de Bagdadbahn ; en revanche, l'Allemagne promettait de laisser

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mai 1908 ; 15 décembre 1908, 1^{er} juin 1912, sous la signature de M. René Pinon.

(2) « L'Italie et la Russie s'engagent à considérer avec bienveillance, l'une les intérêts russes dans la question des Détroits, l'autre, les intérêts italiens en Tripolitaine et Cyrénaïque. » (Article 5 du traité russo-italien, conclu en 1909 à Raconiji).

(3) Poincaré : *Au service de la France*.

(4) M. Isvolsky avait succédé, en 1906, au comte Lamsdorff ; M. Sazonoff le remplaça au ministère des Affaires Etrangères en 1909 et y demeura jusqu'à la guerre de 1914. M. Isvolsky, après son départ, obtint le poste d'ambassadeur à Paris en 1910 et y demeura également jusqu'à la guerre.

faire la Russie en Perse : c'était un nouvel accord avec l'Allemagne, mais alors qu'on avait ignoré en France celui de Bjorkoé, on apprit l'accord de Potsdam et l'émotion fut vive dans les milieux officiels (1).

Evidemment, le fait pour le tsar de traiter lui-même avec Guillaume II en passant par-dessus la tête du Gouvernement français, qui ne fut informé qu'indirectement par Vienne, était grave, surtout au lendemain de la signature du traité italo-russe. Le tsar avait prouvé, une fois de plus, et cette fois-ci ostensiblement, combien lui était légère la chaîne de l'alliance (2). Toutefois la matière du traité elle-même était plutôt secondaire pour la France et même pour la Russie ; les vues conquérantes du tsarisme dans les Balkans et aux Détroits n'étaient pas avancées d'une ligne (3). Il fallait, pour MM. Isvolsky et Sazonoff, trouver maintenant autre chose.

Car le but n'avait pas été atteint ; l'Autriche s'était passée de la Russie, l'Allemagne avait entendu ne faire aucune allusion aux Détroits ; l'Italie seule avait promis son aide : mais que valait un appui italien en l'occurrence ? Ce n'était pas avec cela que Saint-Pétersbourg pouvait lutter contre la Turquie et toutes les puissances intéressées au maintien de l'équilibre balkanique.

En plus de l'Allemagne-Autriche, la Russie s'était heurtée à la méfiance britannique dont le ministre Edouard Grey avait écrit en 1908, après Buchlau, à M. Isvolsky, que l'opinion publique anglaise ne tolérerait pas l'installation des Russes à Constantinople ni que la Mer Noire devint le refuge inviolable de leur flotte de guerre.

La tournée des chancelleries n'ayant pas réussi, il ne restait plus de moyens pacifiques, mais seulement l'action militaire. Comme la force vive de l'Empire était restée sur les champs de bataille

(1) Les journaux officiels n'en affirmèrent pas moins que cette entente germano-russe n'avait rien que de naturel. *Temps*, 14 décembre 1910.

(2) Voilà donc ce que la France retirait du tsar pour l'appui financier qui lui avait permis d'enrayer la Révolution ? On serait tenté d'appliquer à Nicolas II la parole qui avait jadis été décochée à François-Joseph : que « son ingratitude étonnait l'Europe. »

(3) Bien au contraire, le tsar s'était engagé à ne pas favoriser une politique agressive de la part des Balkaniques.

des confins Sibéro-Chinois, et que le Gouvernement russe, au contraire du Gouvernement français, savait à quoi s'en tenir sur la faiblesse de l'immense empire, il s'agissait pour lui de s'assurer le concours d'Etats qui tireraient les marrons du feu turc pour le plus grand profit de la Russie ; n'osant pas faire seul la guerre à l'Empire ottoman encore redoutable, auxquels se seraient jointes les puissances qui avaient garanti son intégrité au traité de Berlin, le gouvernement russe n'avait plus qu'à nouer patiemment une coalition des petites puissances chrétiennes des Balkans, ennemies-nées de la Turquie et qui auraient la complaisance de chasser le Turc hors d'Europe moyennant un accroissement de territoire en Macédoine. Et M. Isvolski et Sazonoff ne doutaient pas qu'un peu plus tard, ces petites puissances agrandies et excitées par la victoire ne vengeassent par la reconquête de leurs provinces « irrédentes » occupées par l'Autriche, l'humiliation qu'avait subi en 1908 le ministre des Affaires Etrangères de Russie.

Mais pour que ces petites opérations puissent obtenir le succès escompté, on pensa qu'il serait bon d'obtenir aussi l'appui de la France. On avait dédaigneusement laissé de côté l'allié français de 1908 à 1910 sans plus se souvenir du traité d'alliance que des secours financiers qui avaient permis au tsarisme de mâter, au moins momentanément, la Révolution et prolonger son existence. Au contraire, après que l'Autriche, l'Allemagne, l'Angleterre s'étaient dérobées et avaient refusé de prêter la main aux ambitions conquérantes de la chancellerie russe, après la conquête française du Maroc qui n'avait été suivie d'aucune contre-partie russe, il s'agissait d'invoquer la théorie de l'équilibre dont avait parlé M. Delcassé en 1899, et informer le Gouvernement français de ce qu'on attendait de lui : une diversion sur les derrières des Etats qui n'avait pas permis à la Russie d'étendre ses tentacules sur les Détroits.

Les Français étaient entrés à Fez le 21 mai 1911 et l'Allemagne n'avait reconnu cette occupation que moyennant l'abandon d'une large tranche du Congo français, le bassin des rivières Sangha et Ngoko. A la même époque, les Espagnols entraient à Larache et les Anglais se trouvaient solidement établis en Egypte,

surtout après l'accord de liquidation franco-britannique du 8 avril 1904. De leur côté les Italiens, s'étant fait donner carte blanche par la Russie en 1909 et par la France et l'Angleterre en 1902 — 1903, jugeaient le moment venu de chercher des compensations à l'agrandissement de tant de puissances en Méditerranée, et dans le courant d'octobre 1911, entreprenaient la conquête de la Tripolitaine.

La Russie demanda sa part dès le 11 octobre. M. Isvolsky écrit de Saint-Petersbourg à M. de Selves, ministre des Affaires Etrangères de France, que devant les changements survenus dans le bassin méditerranéen et notamment l'hégémonie française au Maroc, il compte sur l'assentiment de la France aux mesures qu'il pourra prendre dans la région des Détroits pour y « garantir ses intérêts et y consolider sa situation ». Le gouvernement français se déclare prêt à examiner les désirs de la Russie. Sur ces entrefaites, M. de Selves cède la place à M. Poincaré, nouveau ministre des Affaires Etrangères et nouveau Président du Conseil. Cette arrivée au pouvoir coïncide assez curieusement avec une convention navale dont ni la France ni la Russie n'avaient senti le besoin pendant 20 ans et que l'on se mettait en devoir de conclure maintenant que la presque totalité de la flotte russe avait été coulée bas à Tsoushima et que ce qui en restait était incapable de reparaître avec honneur devant la marine de n'importe laquelle des grandes Puissances.

Le livre Jaune de l'Alliance franco-russe ne donne aucun renseignement sur les conversations qui ont marqué l'élaboration de la convention navale franco-russe, excepté un télégramme d'une concision toute lacédémonienne de l'ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, M. Georges Louis, à son ministre des Affaires Etrangères, et datée du 6 février 1912 (1).

« Le ministre de la marine m'a dit ce soir qu'il était autorisé à me faire savoir officiellement que l'Empereur verrait avec satisfaction s'établir entre les Etats-Majors de la marine française et de la marine russe, des rapports directs, semblables à

(1) N° 96. Les numéros suivants : de 97 à 103, sont relatifs à la négociation et à la conclusion de la convention.

ceux qui existent depuis 1892 entre les Etats-Majors de la guerre des deux pays.

L'amiral (M. Grigorovitch) m'a fait cette communication en termes très chaleureux. Il a ajouté que M. Sazanoff me la renouvellerait à titre officiel »

M. Poincaré communique le télégramme à M. Delcassé, maintenant ministre de la marine, et celui-ci répond qu'il faut « accueillir favorablement » ces propositions.

Peu de temps après, les chefs d'Etat-Major des deux marines se mettent en contact et rédigent le 16 juillet un texte de convention, signé par eux et contresigné par les ministres de la marine des deux pays :

« Article 1^{er}. Les forces navales de la France et de la Russie coopéreront dans toutes les éventualités où *l'alliance* (1) prévoit et stipule l'action combinée des armées de terre.

« Article 2. La coopération des forces navales sera préparée dès le temps de paix. A cet effet, les chefs d'Etat-Major de l'une et l'autre marine sont dès maintenant autorisés à correspondre directement, à échanger tous renseignements, à étudier toutes hypothèses de guerre, à concerter tous programmes stratégiques.

« Article 3. Les chefs d'Etat-Major de l'une et l'autre marine conféreront en personne, une fois l'an au moins ; ils dresseront procès-verbal de leurs conférences.

« Article 4. Pour la durée, l'efficiencie et le secret, la présente convention est assimilée à la convention militaire du 17 août 1892 et aux accords subséquents.

Cette convention étant suivie d'un appendice sur la manière et les moyens d'échanger des renseignements navals.

Le tout est ratifié et devient exécutoire le 16 août suivant pendant un séjour de M. Poincaré auprès de Nicolas II.

On ne sait rien de plus sur cette convention, mais l'époque de sa signature et le fait qu'à cette époque, il n'y avait presque pas de flotte russe, inclinent à penser que le but était de mettre la flotte française à la disposition de la Russie pour prendre

(1) Le mot y est : c'est la première fois qu'il se trouve dans un texte officiel.

à revers des ennemis éventuels qui eussent dirigé des escadres vers les Détroits (1). C'était là le service que la Russie attendait du Gouvernement français, service qui pouvait devenir très onéreux pour la France puisqu'il s'agissait de soutenir un gouvernement qui voulait s'installer à Byzance, au risque de provoquer ainsi des complications générales comme en 1877 et plus qu'en 1877.

Au reste, l'action diplomatique concomitante de la Russie sur un autre terrain éclaire d'un jour singulier le pourquoi de la conclusion de cette convention et les desseins qu'elle allait servir à réaliser.

Ces desseins consistaient en la formation d'une confédération des Etats Balkaniques, et la diplomatie russe s'employa, tout au long de l'année 1911, à inspirer aux gouvernements de Belgrade et de Sofia le désir d'un agrandissement dont la Turquie ferait les frais. Un traité fut signé à Sofia entre les ministres serbes et bulgares, le 12 mars 1912. Voici en quels termes M. Poincaré l'analyse et le commente (2) : Ce traité portait que « les deux pays se garantissaient mutuellement leur indépendance politique et l'intégrité de leur territoire, et qu'ils s'engageaient à se secourir mutuellement, si l'une quelconque des grandes puissances tentait d'annexer ou d'occuper n'importe quelle partie de la péninsule des Balkans » (3). Mais, à cette convention purement défensive était jointe une annexe secrète, qui contenait des clauses d'un caractère offensif à peine dissimulé et prévoyait qu'en cas de troubles en Turquie, ou de simples menaces, une entente pourrait intervenir, en vue d'une action commune contre la Turquie, entre les peuples balkaniques. Cette entente devait être communiquée à la Russie. Au cas où cette puissance ne ferait aucune opposition, l'action serait en-

(1) Sinon la précision ainsi donnée à la convention militaire de 1892-93 eût été une superfétation ; n'était-il pas évident qu'en cas de guerre la Russie engagerait, non seulement son armée de terre, mais aussi celle de mer, contre les ennemis éventuels, sans avoir besoin de le mentionner par un accord spécial.

(2) « *Origines de la guerre* ».

(3) Clause visiblement dirigée contre l'Autriche sur la demande de la Serbie.

gagée... (etc.) ». Enfin il était prévu que si l'Autriche-Hongrie, mécontente des agrandissements de la Serbie, attaquait ce dernier pays, la Bulgarie serait tenue de donner son concours complet à la Serbie (1).

L'ingérence de la Russie était visible aux termes même du traité qui invoquaient l'arbitrage du tsar sur tous les points litigieux ; la Russie ayant le pouvoir discrétionnaire pour fixer l'heure opportune de la déclaration de guerre à la Turquie et aussi pour régler les contestations qui ne manqueraient pas de surgir après la victoire au sujet du futur règlement de frontières et que les alliés prévoyaient déjà ; de plus, et après les dires du Président du conseil bulgare M. Guechoff (2), les négociations avaient eu lieu en présence et sur les conseils du ministre et de l'attaché militaire russes à Sophia. Enfin, et c'est une constatation qui résulte implicitement des termes de la convention, la Bulgarie s'engageait à déclarer la guerre à l'Autriche-Hongrie dans l'hypothèse d'un conflit armé austro-serbe ; mais il est évident que la Bulgarie n'avait pris cet engagement que dans la conviction d'une intervention armée de la Russie à ses côtés, dans le cas où la supposition de guerre austro-serbe fut venue à se confirmer. Cette complication, le cabinet de Saint-Petersbourg la prévoyait parfaitement puisque, dès cette époque, il manœuvrait pour se ménager l'appui dans la Méditerranée de la flotte française.

Peu de temps après la Grèce adhéra au principe d'une alliance anti-Turque et signait un accord avec la Bulgarie.

De toutes ces tractations, la chancellerie russe jugea superflu d'en informer la Gouvernement français. M. Poincaré avoue (3) : « Quelques semaines après la signature de ces conventions, il y fut fait dans la presse de plusieurs pays de vagues allusions ; mais ni la Serbie ni la Bulgarie, ni la Grèce ne nous en donnèrent connaissance et je suis obligé d'ajouter que la Russie... ne nous en a pas d'abord informés davantage ». M. Poincaré, en sa double

(1) « Le traité contient donc en germe non seulement une guerre contre la Turquie, mais une guerre contre l'Autriche ». (*Au Service de la France*, II, page 115).

(2) Guechoff : « *L'Alliance balkanique* ».

(3) *Ibidem*.

qualité de Président du Conseil et de ministre des Affaires Etrangères, sentait la situation fausse et grosse de conséquences si la Russie s'engageait dans une voie susceptible de faire jouer l'alliance et demanda à M. Sazonoff par son ambassadeur à Saint-Petersbourg, de ne rien faire qui put engager la France sans s'être préalablement concerté avec elle ; M. Sazonoff le promit, mais la situation n'en restait pas moins inquiétante.

On était au mois d'avril 1912 ; l'Italie continuait la lutte en Tripolitaine, mais désespérant d'y remporter un succès décisif, semblait décidée à porter des coups plus sensibles au Sultan : les escadres italiennes s'emparaient des îles de l'Archipel et à la fin du mois paraissaient sur le point d'enlever Constantinople en forçant les Dardanelles.

Si la tentative avait réussi, peut-on dire que les bulgaro-serbes, munis de leur traité d'alliance ne se fussent pas jetés à la curée ? S'ils l'avaient fait, il est probable que M. Sazonoff ne les en aurait pas empêchés, puisqu'il conseillait à l'Italie de bombarder les forts des Détroits. En fait, bien que le gouvernement russe ait promis de ne pas prendre de décisions qui pussent engager la France sans s'être concerté avec elle, le mystère planait sur ses intentions et sur les décisions qu'il prendrait si, à la suite d'une réelle victoire italienne suivie d'une guerre balkanique, l'Autriche intervenait contre la ligue qui bouleversait l'équilibre des forces dans les Balkans et lui barrait la route de Salonique au lendemain de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine.

Au mois de juin M. Sazonoff fit échouer un projet de médiation franco-britannique dans la guerre italo-turque en refusant de s'y associer, estimant apparemment que tant que l'on se battrait en Tripolitaine et sur les rivages de la Mer Egée, les deux adversaires s'affaibliraient dont l'un était l'ennemi traditionnel de race et de religion et dont l'autre ne pouvait être favorable à la constitution d'une Grande Serbie avec des ports serbes sur l'Adriatique.

Au début d'août, profitant des vacances parlementaires, M. Poincaré se rendit en Russie « inquiet de ne rien connaître de cette alliance balkanique... sur laquelle nous n'obtenions aucun renseignement (1) ». M. Sazonoff déclara ne pas connaître

(1) *Ibidem*,

le texte de la convention gréco-bulgare, mais il traduisit à M. Poincaré celui de la convention bulgaro-serbe qui était entre ses mains et qu'il n'avait pas communiqué à la France après cinq mois écoulés. Le Président du Conseil français se montra ému : « *C'est une convention de guerre* (1), s'écria-t-il... elle révèle des arrière-pensées chez les Serbes et les Bulgares ». M. Sazonoff lui répondit que c'était en effet une convention pour la guerre, mais il donna à son interlocuteur l'assurance que les alliés s'étaient engagés à ne pas déclarer la guerre à la Turquie sans l'approbation de la Russie, et que la Russie saurait bien maintenir la paix.

M. Poincaré vit bien le rôle singulier que la diplomatie russe avait joué là, sans toutefois vouloir admettre, par un curieux paradoxe, qu'elle ait poursuivi un but de guerre (2). Néanmoins il ne fut pas entièrement dupe du Gouvernement russe ; il refusa de laisser admettre à la cote, en France, un emprunt bulgare de 180 millions (3) et il déclara à M. Sazonoff, que la France n'interviendrait pas militairement dans les Balkans, même au cas d'intervention autrichienne ; mais il ajouta une phrase qui affaiblissait singulièrement la portée de la première affirmation : « Si vous êtes attaqués par l'Allemagne ou par l'Autriche aidée de l'Allemagne, nous remplirons notre devoir. » C'était s'engager à faire jouer l'alliance non plus selon l'esprit de la convention de 1892, mais d'après celui de l'avenant de 1899. M. Poincaré promettait le concours des armes françaises si l'Allemagne soutenait l'Autriche ; mais qu'est-ce qui pouvait pousser l'Allemagne à intervenir en faveur de l'Autriche ? Toute une série

(1) *Au Service de la France*, II, p. 116.

(2) Au mois d'octobre, il écrivait à M. Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres : « Cette convention passée sous les auspices de la Russie, attribuée à la Russie, dans les événements actuels et dans ceux qui peuvent les suivre, un rôle actif et prépondérant... Il est certain qu'elle a tout connu et que loin de protester là contre, elle a vu dans ce document diplomatique un moyen d'assurer son hégémonie dans les Balkans... *C'est la Russie qui a allumé le moteur...* »

(3) « M. Stanciof, ministre de Bulgarie, récemment arrivé de Sofia, faisait le tour des banques françaises... — Je fus prévenu de ses démarches ; j'agis immédiatement auprès des banques ; tout lui fut refusé. Il n'avait pas caché que cet emprunt avait un but militaire. » (Poincaré, op. cit.).

d'événements malheureux dont l'ensemble peut se diviser idéalement en plusieurs actes :

1° Guerre balkanique et alliés victorieux. — Extension Serbie jusqu'à Salonique. — Autriche coupée de la Mer Egée déclarant la guerre à la Serbie.

2° Bulgarie secourant la Serbie d'après le traité secret du 12 mars 1912.

3° L'Autriche étant victorieuse par sa masse des bulgaro-serbes, intervention russe contre l'Autriche-Hongrie.

4° En vertu du traité de Vienne du 7 octobre 1879, art. 1 (1), Allemagne secourant l'Autriche contre la Russie. Mais alors,

5° Russie attaquée par l'Allemagne et invoquant l'appui français.

Et par cette dernière conséquence, se greffant sur l'entrée en guerre de l'Allemagne, on arrivait tout droit à la guerre générale (2).

La possibilité de toutes ces répercussions faisait de l'alliance ainsi comprise une dangereuse machine, parfaitement capable de transformer l'incendie balkanique initial en une formidable explosion universelle.

On ne peut guère contester que M. Poincaré ne s'en rendît compte et n'évoquât l'idée d'une guerre européenne lorsqu'il

(1) Art. 1^{er} du traité de Vienne : « Si, contrairement à ce qu'il y a lieu d'espérer, et contrairement au sincère désir des deux hautes parties contractantes, l'un des deux empires venait à être attaqué par la Russie, les deux hautes parties contractantes, sont tenues de se prêter réciproquement secours avec la totalité de la puissance militaire de leur Empire et par suite de ne conclure la paix que conjointement et d'accord. »

(2) Dans ces conditions-là, en promettant l'appui de la France, M. Poincaré s'engageait dans un chemin dangereux ; Dans ses *Souvenirs (Au Service de la France)*, il a essayé de justifier cette attitude : « Je n'aurais pas un instant accepté que M. Sazonoff dise que la Russie ne se mêlerait pas à une guerre franco-allemande, si celle-ci avait une origine coloniale. »

Il faut cependant convenir que les précédents diplomatiques n'étaient pas dans ce sens ; l'année précédente, à l'époque d'Agadir, est-ce que l'Ambassadeur de Russie à Paris n'avait pas dit au prédécesseur de M. Poincaré à la Présidence du Conseil, M. Caillaux, et le tsar n'avait-il pas répété à l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, que l'opinion russe comprendrait difficilement une guerre à l'occasion « de quelques kilomètres de territoires coloniaux » ? Le tsar avait bien spécifié qu'il n'entrevoyait une guerre qu'à propos d'intérêts tout à fait vitaux.

Cela se passait au mois de septembre 1911.

accusait la Russie d'avoir allumé le moteur et qu'il disait de la diplomatie russe qu'elle avait « déchaîné le mal » (1).

Voilà à quoi aboutissait la déviation de la conception pacifique de 1892. On courait le risque de faire jouer l'alliance à propos de complications balkaniques. A l'époque de l'alliance originaire, outre que MM. de Giers et Ribot avaient échangé la promesse de ne rien entreprendre contre le Sultan, Alexandre III voulait adjoindre un article supplémentaire à la Convention militaire spécifiant que la Russie ne serait pas tenue en cas de provocation de la France. Or, en 1912, la situation était renversée : la Russie visait Constantinople et c'était elle qui endossait le rôle de provocateur, mais personne, en France, ne savait tenir à Nicolas II le même langage que le propre père de celui-ci avait tenu à des Français quelque vingt ans auparavant.

Le Gouvernement français fit bien des efforts pour arrêter la guerre balkanique imminente, mais les diplomates russes persistèrent dans leurs vues ; ce fut tout au plus si la France réussit à circonscrire le foyer de l'incendie.

Au début d'octobre, M. Poincaré invita M. Sazonoff, qui était de passage à Paris, à tenter une démarche, de concert avec l'Autriche, pour informer les Balkaniques que l'Autriche et la Russie réprouvaient toute guerre de conquête et que même en cas de victoire, ils n'avaient à espérer aucune modification territoriale. Russie et Autriche sont, dès cette date, fermement convaincues que la guerre ne peut plus être évitée (2) et puis-qu'il est trop tard, le ministre des Affaires Étrangères de Russie ne voit aucun inconvénient à faire un geste en faveur de la paix. La démarche a lieu et les Alliés se chargent de démontrer le manque de sincérité de la diplomatie moscovite. Bulgarie, Serbie et Grèce répondirent immédiatement qu'il était impossible d'empêcher la guerre ; le Président du Conseil français put s'avouer que les Etats Balkaniques lui « tiraient poliment leur révéren-

(1) *Au Service de la France*. Tome II, page 263.

(2) La mobilisation générale avait eu lieu, le 30 septembre ; le Monténégro déclarait la guerre à la Turquie le 8 octobre et son armée marchait aussitôt sur Scutari.

ce (1) » et constata que le Gouvernement russe ne songeait nullement à opposer aux coalisés le veto que lui conférait la convention du 12 mars.

Les opérations commencèrent le 16 octobre ; elles durèrent un mois. Les Serbes occupèrent la vieille Serbie, défirent les Turcs à Koumanovo et s'emparèrent d'Ouskoub ; les Bulgares arrivèrent sans difficulté devant Andrinople et, renforcés de quelques contingents Serbes, remportèrent, sous les murs de cette place, les victoires décisives de la guerre : Kirk-Kilissé et Loulé-Bourgas. Pendant ce temps, l'armée grecque occupait l'Epire, la Macédoine et s'emparait de Salonique, le 9 novembre.

Les Ottomans n'étaient pas plus heureux sur mer où la flotte grecque conquérait les îles de l'Archipel (2).

Dès la mi-novembre, toute la Turquie d'Europe était aux mains des Alliés ; les Ottomans ne possédaient plus que les

(1) *Au Service de la France*, Tome II, page 257 : « Les États Balkaniques nous remerciaient et nous tiraient poliment leur révérence ».

(2) A un autre point de vue, cette guerre est demeurée tristement célèbre par les atrocités que commirent les envahisseurs chrétiens et principalement les Bulgares. Ils semblaient vouloir tirer vengeance des procédés d'extermination auxquels s'était livré au début du siècle, vis-à-vis des Macédoniens, le Sultan rouge Abdul Hamid II.

Le *Correspondant* du 25 juillet 1913 et la « *Turquie agonisante* », de Loti, évoquent avec détails et références le fanatisme des troupes régulières et des comitadjis. Le 5 novembre, à Prizrend, le consulat austro-hongrois est mis à sac par les soldats serbes et le drapeau de la Double Monarchie en est arraché et traîné dans la boue ; à Sérès, les soldats bulgares massacrèrent 1.500 personnes ; aux environs de Doïran, plus de 50 villages sont pillés et incendiés. La liste est interminable des paysans brûlés vifs, des femmes et des filles violées dans des circonstances plus horribles les unes que les autres.

« Ce sont les barbares légendaires, ce sont les Huns qui passent ! En pleine Europe et en plein XX^e siècle, ces montagnards attardés dans la sombre cruauté médiévale nous rendent les vieux carnages auxquels on ne croyait plus. » (P. Loti).

Les Alliés eussent pu invoquer à leur décharge bien des circonstances atténuantes, rappeler notamment le poids de l'oppression musulmane que les populations orthodoxes enfin délivrées avaient subi pendant des siècles, les répressions sauvages par lesquelles les anciens sultans avaient coutume de répondre aux insurrections chrétiennes et enfin les souvenirs de la précédente crise balkanique 1875-1878 où aux derniers jours d'avril 1876 des musulmans Tcherkesses émigrés de Caucasic et soutenus par les Bachibouzoucks du sultan Abdul-Aziz avaient ravagé des districts habités par de paisibles populations rouméliotes.

Mais les vainqueurs n'eurent pas à se disculper et les excès qu'ils com-

trois forteresses de Scutari, assiégée par les Monténégrins, Janina, assiégée par les Grecs et Andrinople investie par les Bulgaro-Serbes. Des renforts arrivés d'Asie et retranchés aux lignes de Tchataldja avaient seuls empêché les Bulgares d'entrer à Stamboul.

Dès le 4 novembre, la Porte faisait appel aux bons offices des puissances pour obtenir une suspension d'armes ; déjà l'avant-veille, M. Sazonoff lui-même parlait de médiation à M. Poincaré : en effet, le Gouvernement russe désirait la victoire bulgare qui lui permettrait de réaliser ses vues conquérantes sur les Détroits, mais voici qu'après Loulé-Bourgas, les Bulgares triomphaient trop et paraissaient sur le point d'enlever eux-mêmes Constantinople. Si les lignes de Tchataldja n'avaient pas résisté, si le généralissime bulgare ne s'était avoué impuissant à les forcer, M. Sazonoff eût peut-être bien envoyé à Constantinople la flotte de la Mer Noire avec des troupes d'occupation, avant la conclusion de l'armistice qui ne fut signé que le 3 décembre. Il en était fortement question à Saint-Pétersbourg.

Avant même la signature de l'armistice, le ministre anglais des Affaires Etrangères, Sir Edward Grey, émettait le point de vue britannique sur les Détroits et pensait que le mieux serait de neutraliser et d'internationaliser la grande voie de communication. Rien ne pouvait être plus désagréable au ministre russe qui avait conscience d'avoir organisé la victoire et dont l'internationalisation de Constantinople eut fait s'écrouler le grand rêve.

Mais, d'un autre côté, il n'avait pas la hardiesse de demander formellement Constantinople et l'avis de M. Sazonoff fut qu'il fallait gagner du temps ; il se montra réservé et s'informa auprès de M. Poincaré, lui demandant s'il pouvait compter sur l'appui de la France dans une conférence où il solliciterait des puissances le libre passage des navires de guerre russes à travers

mirent passèrent presque inaperçus sur le moment. La victoire des Balkaniques avait enthousiasmé une opinion publique européenne qui, Allemagne et Autriche-Hongrie exceptées, était, dès le début des hostilités, incontestablement favorable aux Alliés. Le tsar Ferdinand, parlant de Croisade et de lutte contre le Croissant, s'était attiré la sympathie de beaucoup de catholiques qui ne distinguaient pas entre la croix romaine et les croix orthodoxes.

les Détroits. M. Poincaré lui promit son aide, mais, à la conférence de Londres, dont les travaux commencèrent le 13 décembre, personne n'agita la question des Détroits dont il est infiniment probable qu'on se fut accordé à les laisser sous la pleine souveraineté ottomane et la Russie n'en parlant pas, l'incident fut clos en apparence.

De plus urgents problèmes attirèrent l'attention des diplomates.

Les principaux furent ceux de l'Albanie et de la Macédoine. Les Serbes, après la conquête de la haute vallée du Vardar étaient arrivés sur l'Adriatique où ils avaient occupé les ports Albanaï de Durazzo et d'Alessio : l'Albanie, possession serbe, eût été la faillite définitive des efforts tentés vers Salonique par l'Autriche depuis le Congrès de Berlin. Placée entre une mobilisation austro-hongroise et des menaces bulgares du côté de Salonique, non soutenue par la Russie, qui eût fait volontiers la guerre pour s'attribuer la propriété des Détroits, mais n'entendait pas la faire pour donner un port à la Serbie, cette dernière dut s'incliner et le traité de Londres décida la constitution d'une principauté albanienne fermant aux Serbes l'accès de la mer. L'Autriche-Hongrie, bien que toujours sourdement hostile aux Serbes, n'osa pas formuler de nouvelles exigences que l'Allemagne n'eût pas approuvées. Quant à la Macédoine, la Serbie et la Grèce qui l'avaient conquise ne pouvaient admettre les convoitises bulgares sur Salonique : elles s'entendirent donc contre cette dernière puissance qui, mécontente et méprisant l'arbitrage prévu du tsar, recommença la guerre avec les Serbes. Vaincue et durement châtiée au traité de Bucarest du 7 août 1913, elle n'en conserva pas moins l'espoir de prendre sa revanche contre la Serbie à laquelle elle associait un peu la Russie qui s'était dressée devant elle sur le chemin de Constantinople et avait même toléré qu'Andrinople restât au Sultan.

En somme, la Russie dans toute cette guerre qu'elle avait patiemment et secrètement préparée, sinon dirigée, ne remportait que des demi-succès : la Turquie avait été abattue, virtuellement chassée d'Europe ; le partage de la Turquie d'Asie semblait pouvoir se réaliser à son tour ; l'Autriche était coupée de Salonique et même le recul des Serbes en Albanie, était

plus profitable que préjudiciable au Cabinet de Saint-Pétersbourg.

En effet, sous l'empire de cette circonstance, l'hostilité de la Serbie et de l'Autriche ne fait que s'accentuer et les Serbes déplorent plus que jamais d'être privés de la Bosnie-Herzégovine.

Mais aussi la Russie n'occupait pas les Détroits qui étaient l'enjeu pour lequel elle avait fait tous ses efforts. Elle n'avait pas osé faire une démonstration navale à Constantinople et les conférences successives n'avaient pas mis en doute la souveraineté turque sur les Détroits. Peut-être, si les Bulgares étaient entrés à Constantinople, la flotte russe aurait pu y opérer un débarquement sous prétexte d'en expulser l'envahisseur et pour mieux assurer la sauvegarde de Byzance manifester l'intention de s'y établir à demeure. Toutefois, le Gouvernement russe se rendait compte des difficultés de l'entreprise aggravées par l'hostilité des Empires Centraux déjà très irrités des victoires serbes, et qui n'eussent jamais toléré que le rêve russe s'accomplît alors que le leur propre s'évanouissait. La Russie se rend compte qu'elle aura contre elle, dans cette circonstance, Autriche, Turquie, probablement Bulgarie et peut-être Allemagne, tandis qu'elle ne peut compter sûrement que sur la Serbie; quant à la France, son concours n'est assuré que si l'Allemagne défend l'Autriche. Enfin l'Angleterre pense plutôt au maintien du statu quo ou à l'internationalisation des Détroits.

Le Gouvernement russe se persuade que s'il veut mener à bien ses visées conquérantes, il aura contre lui toute une coalition. Si la Russie est seule, elle sera vaincue. Mais si les ennemis éventuels sont occupés ailleurs, elle pourra s'emparer de Constantinople sans être dérangée pendant l'opération. Pour cela il n'y a qu'à attendre la conjoncture qui amènera la guerre européenne de liquidation générale et au besoin créer cette conjoncture puisqu'il n'y a pas possibilité d'atteindre le but d'une autre manière. Cette conception est celle de M. Sazonoff, de l'Etat-Major russe, et il est probable qu'elle ne déplaît pas au tsar Nicolas (1).

(1) Emile Laloy : Documents secrets des Archives du Ministère des Affaires Etrangères de Russie publiés par les Bolchevicks.

L'ALLIANCE ET LA DÉCLARATION DE GUERRE

Le 26 avril 1914, les élections législatives eurent lieu en France. Il apparut, surtout après le second tour de scrutin, qu'elles étaient un succès pour la gauche socialiste et par là, elles reflétaient la protestation du pays contre l'œuvre de la précédente législature qui avait notamment voté en août 1913 la fameuse loi militaire de 3 ans. La nouvelle chambre se réunit le 1^{er} juin et le lendemain matin, l'ancien cabinet Doumergue démissionne. Le 12, un ministère Ribot, péniblement constitué par le Président Poincaré, se présente devant la chambre et il est immédiatement renversé par elle, comme n'étant pas en harmonie avec les volontés du suffrage universel. Enfin, le 16 juin, M. Viviani obtient du Parlement, un ordre du jour de confiance, moyennant une vague promesse d'alléger les charges militaires. Malgré cette promesse, le Gouvernement refusa positivement de renvoyer les classes actuellement sous les drapeaux.

Les raisons de l'intransigeance ministérielle sur la question militaire n'étaient pas exclusivement de politique intérieure.

En effet, dans l'intervalle des élections et de la formation d'un nouveau ministère, le 5 juin, M. Paléologue, ambassadeur de France en Russie (1), était arrivé de Saint-Petersbourg et pendant que les journaux de gauche, attaquaient chaque matin, une loi militaire que le pays n'avait pas voulu, la presse officieuse annonça dès l'arrivée de l'ambassadeur que l'opinion russe estimait nécessaire à la continuation des bons rapports avec la France, le maintien intégral de l'organisation militaire telle qu'elle était au début de 1914, et que le voyage à Paris de M. Paléologue n'avait d'autre but que d'en venir chercher l'assurance formelle.

(1) Depuis le début de l'année.

M. Poincaré ne parle pas dans ses Souvenirs des démarches que l'ambassadeur put faire à Paris. On sait seulement que ce dernier vit M. Viviani et lui demanda s'il pouvait donner l'assurance au tsar Nicolas que le gouvernement français était résolu à maintenir entière la loi militaire (1). M. Viviani lui promit que le service de 3 ans serait maintenu sans restriction et que, quant à lui, il ne ferait rien « qui puisse affaiblir ou relâcher notre alliance avec la Russie » (18 juin).

M. Viviani pensait probablement que le tsar désirait voir les efforts militaires français correspondre aux mesures semblables qu'il prenait en Russie ; il pouvait craindre que devant une défaillance française, le tsar ne se crût autorisé à en avoir une pareille contre laquelle le Gouvernement français eût été évidemment mal fondé à protester.

A vrai dire, le Gouvernement russe était assez mal en point. Depuis la crise balkanique de 1912-1913 (2), il sentait la guerre venir, tout en ne sachant pas encore sur quel prétexte l'Allemagne et l'Autriche la déclareraient ; (3) enfin, à l'intérieur, le

(1) Sans cela, disait-il, *je n'oserais reparaitre devant l'Empereur Nicolas* ». (*Figaro*, 6 février 1916).

(2) Guerre dont le résultat n'avait pas été apprécié en Allemagne et en Autriche puisque la Turquie, amie de l'Allemagne, avait presque été rejetée en Asie et que la Serbie ayant doublé de volume et tournée maintenant vers la Bosnie, devenait un danger pour Vienne.

(3) Voici des fragments d'une conversation suggestive échangée au mois de mai 1914 par des personnalités de Saint-Pétersbourg, recueillis par la princesse Paley, femme du grand duc Paul, et publiés dans la *Revue de Paris* (15 novembre et 1^{er} décembre 1923) « M. Michel Stakovitch nous invita, le grand duc et moi à dîner avec lui le 30 mai. Après un dîner excellent, le maître de céans proposa une promenade en bateau aux Iles « L'horizon politique s'assombrit de jour en jour » déclara l'un des convives (M. Krivocheïne) ; d'après certains renseignements, une guerre serait imminente. Comment se déclanchera-t-elle ? Quel en sera le prétexte pour l'Allemagne ? La déclarera-t-elle à la Russie ou à la France, ou aux deux ? ... les conséquences en seront effroyables. Ici, chez nous, en Russie, les affaires vont mal. La propagande révolutionnaire continue son œuvre sournoise. Si, par malheur, une guerre survenait, une Révolution serait à craindre et alors ce sera terrible... » — La grande duchesse (Princesse Paley) fit des objections disant notamment que l'année précédente, à Karlsbad, un journaliste autrichien lui avait assuré qu'en face de l'alliance franco-russe, il y avait une autre alliance, exclusivement monarchique celle-là, entre les Empereurs d'Allemagne, d'Autriche et de Russie, conclue en grand secret pour la sécurité des trois trônes. — M. Krivocheïne ne se montra pas convaincu et déclara redouter l'ambition allemande « soutenue par la faconde de l'Empereur Guillaume ».

Gouvernement était extrêmement faible et la Révolution menaçait à l'état latent. En effet, le mécanisme de la machine gouvernementale russe était en mauvais état ; M. Rivet porte sur lui cette appréciation lapidaire : « Des Allemands, des pitres, des traîtres ; au-dessus et au dessous des ministres sans responsabilité ; Raspoutine était la clef de voute de cet édifice croulant » (1).

Une grève monstre, englobant 250000 ouvriers, secoua en juillet, Saint-Petersbourg et prit un aspect de révolution par la construction de barricades et les collisions sanglantes avec la troupe. D'un autre côté, l'œuvre de contre-révolution tsariste ne discontinuant pas depuis 1906 ; des députés socialistes étaient poursuivis et expulsés de la Douma ; une discipline de fer poussait le soldat à la révolte ; le budget se soldait régulièrement par un excédent de dépenses et l'argent de l'épargne française servait bien davantage à combler le déficit financier et à payer les intérêts des emprunts précédents, qu'à améliorer les voies ferrées et l'armement.

Le 28 juin survenait l'attentat de Sarajevo ; 18 jours après MM. Poincaré et Viviani s'embarquaient pour la Russie.

M. Poincaré a décrit avec force détails ce voyage à Saint-Petersbourg ; il n'était pas sans inquiétude dès ce moment quant aux prétentions que manifestait l'Autriche à l'égard de la Serbie ; mais tout en sentant un danger, il ne pensait pas à une issue malheureuse. Contrairement à la légende, il ne paraît pas avoir tenu un langage belliqueux auprès de la Cour de Russie (2).

(1) Charles Rivet : *Le dernier Romanoff*. p. 128.

(2) Les exégètes du voyage en Russie ont concentré leurs critiques sur trois manifestations oratoires de M. Poincaré : 1° Le discours au dîner de Péterhof, le 20 juillet ; mais à la lecture, ce discours paraît banal et de même facture que celui du tsar. Le langage tenu ce jour-là par M. Poincaré ne différait pas sensiblement de celui que M. Félix Faure avait prononcé dix-sept ans auparavant à Kronstadt. M. Poincaré disait que l'alliance était fondée sur la communauté des intérêts, consacrée par la volonté pacifique des deux gouvernements, appuyée sur des armées de terre et de mer... » La princesse Paley qui assistait au dîner dit qu'à ce moment, le général allemand Von Chelius, son voisin de droite, lui sembla nerveux. Cette déclaration pouvait ne pas être agréable à l'officier allemand, mais il n'y avait pas de quoi se formaliser ; 2° La conversation du 21 juillet avec le comte Szapary, ambassadeur d'Autriche. L'ambassadeur ayant dit que l'Autriche-Hongrie considérait la responsabilité de la Serbie comme engagée dans le meurtre de l'archiduc, M. Poincaré fit remarquer à l'am-

Les conversations de Saint-Petersbourg furent dans l'ensemble courtoises et parfaitement incolores. Le tsar avait paru ne pas attacher grande importance à l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et ne s'être même pas douté des complications que pourrait entraîner cet attentat : il donna à M. Poincaré l'impression de s'occuper beaucoup plus des difficultés qu'il avait avec la Suède, ou avec l'Angleterre en Perse, que du conflit austro-Serbe.

On ne saurait en dire autant de toutes les personnes de son entourage. Les grandes-duchesses Anastasie et Militza, filles du roi de Monténégro, se montraient au contraire très préoccupées ; chose plus grave, M. Sazonoff invitait son ambassadeur à Vienne à des démarches quelque peu imprudentes et qui sentaient la menace. « Veuillez signaler au ministre des Affaires Etrangères (d'Autriche-Hongrie) d'une manière amicale mais ferme, les dangereuses conséquences auxquelles pourrait conduire une telle démarche (la demande de réparations à la Serbie) si elle venait à être d'une nature incompatible avec la dignité de la Serbie. De mes conversations avec le ministre français des Affaires Etrangères, il ressort que la France se préoccupe elle aussi, du changement qui peut se produire dans les relations austro-serbes et qu'elle n'est pas disposée à permettre une humiliation injustifiable de la Serbie » (1).

bassadeur que la Serbie a en Russie « des amis qui s'étonneraient sans doute de la savoir en butte à des mesures de rigueur, et que cette surprise pourrait être partagée dans d'autres pays de l'Europe, amis de la Russie : on risquerait alors de voir recommencer une crise balkanique et naître des complications regrettables ». Il est évident que ce langage était extrêmement ferme, peut-être trop et de nature à confirmer les termes du télégramme que M. Sazonoff expédia dans la même soirée à Vienne et où il était dit que la France et la Russie étaient d'accord sur le terrain oriental. Evidemment, si l'Autriche eût été seule, elle se fut inclinée devant les deux grandes Puissances marchant ensemble et eût lâché prise à Belgrade. Mais il y avait l'Allemagne. 3° Enfin le toast de Kronstadt du 23 juillet où M. Poincaré termina son allocution au tsar par les mots : « Les deux pays ont... le même idéal de paix dans la force, l'honneur et la dignité » Et Nicolas II répondit en évoquant l'idéal de paix des deux pays « conscients de leur force ». Les deux chefs d'Etat avaient élevé le ton de leurs discours qui n'était plus resté dans la note neutre de Pétersbourg, peut-être parce que le silence prolongé du cabinet de Vienne commençait à leur paraître insolite.

(1) Télégramme envoyé dans la nuit du 21 au 22 juillet.

MM. Poincaré et Viviani repartirent le 23 juillet au soir, très probablement sans se rendre compte de l'imminence de la guerre ; ils n'apprirent que le lendemain, 24, l'ultimatum autrichien à la Serbie et ne mesurèrent la gravité de la situation que le 25, en arrivant à Stockholm (1). Ils rentrèrent alors à Paris.

La politique suivie dans les derniers jours de juillet par le Gouvernement français, et qui excède le cadre de l'étude de l'alliance avec la Russie, consista à soutenir (2) le ministre des Affaires Étrangères de Russie dans son attitude de protecteur obligé des nationalités slaves en Orient (3). Ce fut une erreur qui contribua à amener la guerre, et une guerre susceptible de faire jouer l'alliance d'une manière tout à fait opposée à l'esprit, sinon à la lettre, de la convention de 1893. La conception nouvelle et extensive de l'alliance suivant la formule de 1912 était dangereuse au premier chef ; elle aboutissait à ceci : la Russie, forte de l'appui français ne veut pas laisser exécuter la Serbie ; l'Autriche forte de l'appui allemand déclare la guerre à la Serbie.

Et alors, ou bien, la Russie se sentant soutenue déclare la guerre à l'Autriche, ce qui fait jouer immédiatement l'alliance austro-allemande de 1879 et la Russie étant assaillie par l'Autriche et l'Allemagne la France est tenue de marcher au secours de la Russie, ou bien en présence de la menace russe, l'Autriche agit seule, mais dès le moment de sa mobilisation, la France est tenue de mobiliser immédiatement la totalité de ses forces aux

(1) Le 25 juillet à Stockholm, on connaissait, dès le matin, le texte de l'ultimatum de Vienne et tout le monde se montrait inquiet. MM. Nekludoff et Howard ambassadeurs respectifs de Russie et de Grande-Bretagne, considéraient la situation comme excessivement tendue et M. Nekludoff dit, dans l'après-midi à M. Viviani, « qu'il craint bien que ce ne soit la guerre » (Nekludoff : *Revue des Deux-Mondes*, 15 janvier 1920).

(2) Les principales manifestations en furent le discours de M. Poincaré à M. Szapary, le 21 juillet ; puis l'entretien Viviani-Nekludoff à Stockholm où le Président du Conseil français avait répondu au diplomate russe : « Si c'est la guerre pour vous, c'est bien entendu aussi la guerre pour nous » ; ensuite les télégrammes envoyés par M. Viviani à MM. Paléologue et Sazonoff les 29 et 30 juillet où il est dit que la Russie peut compter entièrement sur l'appui de son alliée, la France, et que « la France est résolue à remplir toutes les obligations qui résultent de son alliance avec la Russie ».

(3) Alors que le peuple russe se souciait fort peu de la Serbie : « Le populaire russe, écrit M. Charles Rivet (op. cit) n'a pas compris grand chose à une guerre à laquelle il ne prenait part que sur l'ordre du tsar. »

termes de l'article 2 de la convention militaire, et alors l'Allemagne somme le gouvernement français de démobiliser, ce qui entraîne également la guerre (1).

Mais aucune de ces alternatives ne se produisit. M. Isvolsky, se présenta à l'Élysée le 1^{er} août à 11 heures 1/2 du soir et annonça à M. Poincaré que l'Allemagne, devant la mobilisation générale de la Russie en date du 30 juillet au soir et son refus de démobiliser, venait de lui déclarer la guerre. Il lui demanda ce que comptait faire la France. M. Poincaré répondit que les ministres « seront, je le suppose, d'avis de tenir les engagements de l'alliance » et il ajouta qu'il vaudrait mieux « retarder de quelques jours l'accomplissement de nos obligations, d'abord parce que mieux vaut pousser plus loin notre mobilisation avant l'entrée en guerre, ensuite et surtout parce que nous préférerions à tous égards n'avoir pas à déclarer nous-mêmes la guerre à l'Allemagne, et lui laisser le triste honneur de l'initiative » (2).

On sentait que l'Allemagne allait attaquer la France dont la frontière était violée depuis le 25 juillet. Et, en effet, l'Allemagne déclarant la guerre à la France le 3 août, si elle ne dispensa pas la Russie d'invoquer l'alliance, fit, du moins, que cette alliance n'eût pas à jouer. On ne vit plus, en France, l'alliance et ses obligations, on ne vit que la voie de fait que constituait l'agression allemande.

Grâce à cette temporisation, on avait eu le double avantage de ne pas prendre vis-à-vis du Monde une attitude provocatrice, et, d'un autre côté, on évitait une discussion parlementaire sur l'application du traité d'alliance, puisque, aux termes de l'article 9 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, « le Président de la République ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des deux chambres ».

Si l'Allemagne n'eût pas pris les devants, les Chambres consultées auraient manifesté vraisemblablement, envers l'alliance,

(1) Ces deux hypothèses, bien entendu, dans le cas où la France effrayée n'eût pas, à la dernière heure, dénoncé l'alliance, laissé vaincre la Russie et permis au Deutschtum de se débarrasser de toute entrave dans le Sud.

(2) « *Au Service de la France* », Tome IV.

la même fidélité que les ministres ; mais ce n'eût pas été sûr : il y eût eu des résistances certaines à la Chambre des Députés, moindres toutefois le 2 ou 3 août que quelques jours auparavant, puisque Jaurès qui avait tenu un langage inquiétant pour la Russie le 29 juillet à Bruxelles avait été assassiné dans la soirée du 31.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE LA RUSSIE ET L'ENTENTE PENDANT LA GUERRE.

Pendant la période tsariste des hostilités, le Gouvernement russe, considéré comme capable de lutter contre les Empires Centraux et la Turquie, fut l'objet des prévenances ininterrompues de la France et de l'Angleterre.

Le tsar ayant adhéré aux principes de la Convention de Londres du 4 septembre 1914, prévoyant et prohibant l'éventualité d'une paix partielle, les Gouvernements alliés faisaient les plus mirifiques promesses à l'Empereur Nicolas, approuvant ses ambitions pour prévenir toute défaillance et l'empêcher de conclure cette paix séparée dont il était vivement sollicité par certains.

Les appétits tsaristes étaient considérables et tout à fait disproportionnés aux moyens dont disposait le Gouvernement impérial ; mais pour retenir la Russie dans la guerre, la consigne, à Paris et à Londres, fut de lui accorder sans discussion tout ce qu'elle pouvait souhaiter.

Ce que désirait surtout le nationalisme tsariste, c'était Constantinople ; le tsar et M. Sazonoff, avaient l'air d'y tenir énormément (1).

(1) M. Sazonoff ne songeait évidemment pas à rapprocher ces exigences de 1914 des déclarations rassurantes faites au sujet des mêmes Détroits en 1891 par son prédécesseur, M. de Giers. (*L. J. : all. franco-russe* N° 21).

Le 3 mars 1915, Nicolas II, déclare à M. Paléologue que Constantinople et la Thrace méridionale doivent être incorporées à son Empire et le lendemain, M. Sazonoff remet aux ambassadeurs de France et d'Angleterre un mémorandum ne demandant rien moins que Constantinople, les Détroits, une partie de la Thrace méridionale, la côte d'Asie jusqu'à la rivière Sakaria, soit environ 130 kilomètres de littoral, sans préjudice des provinces d'Erzeroun, Trébizonde, Van, Bitlis, c'est-à-dire toute l'Arménie et le Kurdistan (1). Devant ces prétentions extraordinaires, la France et l'Angleterre s'inclinent immédiatement : les 8 et 12 mars, MM. Paléologue et Buchanan apportent l'acquiescement de leurs gouvernements respectifs pourvu toutefois que la guerre soit menée à bonne fin, simple précaution pour empêcher une paix séparée russo-turque.

A ces convoitises sur Constantinople et l'Arménie, s'en ajoutaient d'autres sur la Galicie et la Bukovine. De plus, le tsar désirait voir se constituer une Grande Serbie ; mais, en revanche, il ne parlait plus de la promesse d'autonomie qu'il avait faite à la Pologne au mois d'août précédent pour les besoins de la cause. Sur ce seul point, le Gouvernement français se sentait en désaccord avec le Gouvernement russe (2) ; sur tous les autres, l'entente encourageait la folie annexionniste de M. Sazonoff et du parti nationaliste de Pétrograd.

Elle était persuadée que, grâce à cette ligne de conduite, elle gagnait le cœur des Russes ; elle ne faisait pas de distinction entre la partie du Gouvernement qui était panslaviste et la presque unanimité des partis politiques (notamment le parti Cadet) qui y voyait une manœuvre tendant à allonger la guerre, ce qui n'était pas loin d'être la vérité (3). C'est en tout cas ce qui ex-

(1) Émile Laloy, documents secrets publiés par les Bolchevicks.

(2) Paléologue, (Journal, 3 mars 1916) : « Le gouvernement russe s'obstine à garder le silence sur la restauration de la Pologne. On s'en inquiète à Paris où les comités polonais de Suisse entretiennent une propagande aussi active qu'habile » — *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} janvier 1922

(3) Roditchef, leader du parti cadet, avait comparé, en 1914, la Russie, à un appareil automatique en forme de cosaque dans la bouche duquel Marianne mettait des pièces d'or ; de l'autre côté, disait Roditchef, sortent des soldats. Mais le ressentiment du parti Cadet à l'égard de la

plique que les Français qui, pendant la guerre, vinrent en Russie pour affaires ou en raison de leurs fonctions, aient été plutôt mal reçus par tout ce qui n'était pas nationaliste, c'est-à-dire presque toutes les classes du pays. Le 14 avril 1916, M. Paléologue note dans son journal que les officiers, ingénieurs, commerçants, journalistes, qui arrivent de France, sont péniblement surpris « de la réserve, de la froideur même qu'ils constatent dans les milieux libéraux, à l'égard de la France (1) ».

Ces projets d'expansion à outrance du Slavisme pouvaient plaire à l'Empereur, à ceux de ses ministres qui n'étaient pas aux gages de l'Allemagne, et à une infiniment petite fraction de la Douma ; tout le reste de l'Empire ne comprenait rien à la guerre, ne ressentait aucune animosité envers l'Allemagne, et son indifférence était complète à l'endroit de Constantinople (2).

Avec la défaite militaire, d'ailleurs, le Gouvernement russe vit bien que ses desseins sur Byzance n'étaient qu'une utopie et qu'il fallait définitivement la considérer comme une illusion chimérique ; ce qui n'empêcha pas M. Doumergue, envoyé en

France républicaine remontait beaucoup plus avant. Il tirait son origine de l'emprunt tsariste d'avril 1906 où le gouvernement français en l'autorisant et la France en le couvrant avait pris parti pour les oppresseurs et contre les libéraux opprimés. Les Cadets ne s'embarrassaient pas de considérations qui avaient pu influencer en 1906 sur la conduite du Gouvernement français : mauvaises relations entre la France et l'Allemagne au moment de la Conférence d'Algésiras, qui coïncidaient avec des intrigues de l'Empereur Guillaume auprès du Tsar. Ils considéraient seulement le fait brutal et ses conséquences.

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} janvier 1922.

(2) *Ibidem*. M. Paléologue fit à ce sujet une enquête au début du mois d'août 1916 et en tira ces conclusions édifiantes : « Dans les masses rurales, le rêve de Constantinople qui n'a jamais été précis est de plus en plus vague lointain, irréel. De temps à autre, un pope rappelle que c'est pour le peuple russe un devoir sacré, une obligation sainte, d'arracher Tsarigrad aux infidèles et de rétablir la Croix orthodoxe sur la coupole de Sainte-Sophie. On l'écoute avec une attention soumise et recueillie, mais sans attacher à son langage une signification plus positive, plus immédiate, que s'il avait parlé du Jugement dernier et des peines infernales... ; dans les milieux ouvriers on ne s'intéresse aucunement à Constantinople. On estime que la Russie est déjà bien assez vaste et que le gouvernement du tsar ferait beaucoup mieux de soulager les misères du prolétariat... » Quant à la classe libérale, suivant l'Ambassadeur, elle ne méconnaissait pas l'importance économique des Détroits, mais elle pensait que la simple neutralisation suffirait

mission à Pétrograd (1) au mois de février 1917 (2), de reconnaître solennellement à la Russie Constantinople et les Détroits ; de son côté, le tsar donnait sa complète approbation aux conditions de paix que le Gouvernement français comptait imposer à l'Allemagne après sa défaite.

Par leur date, ces tractations, échangées trois semaines avant la Révolution et un mois avant l'abdication du tsar, ne manquent pas d'une certaine ironie et ne pouvaient guère arrêter une Révolution rendue depuis longtemps inévitable par l'excès de souffrance.

A cette époque — février 1917 — le peuple russe, épuisé de luttes sanglantes, souffrant de la famine autant que de la guerre (3), estimait que le tsar était le seul obstacle à la conclusion de la paix. Nicolas II avait promis de ne pas entamer de négociations qui pourraient aboutir à une paix séparée. Il ne voulait pas se déjuger ; bien que dominé par la tsarine et son entourage de thaumaturges, de germanophiles et d'esprits rétrogrades, il n'entendait pas déchirer l'alliance avec la France en se retirant de la coalition anti-germanique.

(1) M. Doumergue avait fait un premier voyage à Pétrograd en 1915 après lui, au mois de mai 1916, une autre mission composée de M. et Mme Viviani et de M. Albert Thomas fut envoyée officiellement en Russie. L'ambassadeur français et les délégués reçurent du tsar cette vague assurance qu'il ferait « tout le possible pour développer les ressources militaires de la Russie et l'associer encore plus intimement à l'effort de ses alliés. » (*Revue des Deux-Mondes*, 15 janvier 1922). Puis, M. Viviani, porteur d'une lettre du Général Joffre, se rendit au Grand Quartier Général, d'où il ne revint qu'à demi satisfait ; pendant ce temps, M. Albert Thomas visitait les usines de province. Il déclara à son retour, au Président du Conseil Sturmer, qu'elles pourraient produire 10 fois plus si l'on militarisait les ouvriers, ce dont Sturmer ne voulut pas entendre parler.

(2) Mission Doumergue, de Castelnau, Lord Milner, Scialoja.

(3) Au point de vue économique, la situation de la Russie, en 1916, était déplorable ; chaque récolte, depuis 1914, était déficitaire faute de main-d'œuvre ; le mauvais état des canaux, la rareté des routes et la crise permanente des transports par voie ferrée, entravaient le ravitaillement des grandes villes. Dans le pays du blé, on ne trouvait plus de pain, le sucre n'était distribué qu'à très petites doses ; la rareté des chaussures et de l'éclairage avait entraîné la réapparition des antiques bottes en écorce d'arbres et des torches de résine.

En deux ans, il était passé cinq ministres au Ministère de l'Agriculture et quatre à celui des voies de communication (Alfred Rambaud).

La pénurie de subsistances, s'aggravant encore après la cessation des hostilités, amena l'épuisement de la population. En 1923, dans le bassin du Don, des races entières avaient disparu.

Des diplomates, parfois sévères pour l'ex-tsar, n'hésitent pas à le défendre sur ce point : M. Isvolsky (1) dit que le tsar conserva « sa vie durant, à la mémoire de son père, un culte presque superstitieux », qui l'eût empêché de se détourner de l'alliance qu'il avait conclue et qu'il lui avait transmise en mourant ; de son côté, M. Buchanan (2) écrit : « l'Empereur a pu avoir des torts ; il n'a pas été un traître. Il n'aurait jamais trahi la cause des alliés. »

Malgré sa faiblesse de caractère, il avait assez le sentiment de l'honneur, pour repousser les suggestions insidieuses de ceux qui lui conseillaient de traiter isolément avec l'Allemagne ; et, de plus, il conserva jusqu'à la fin l'espoir d'une victoire franco-anglaise qui lui eût permis, sinon de réaliser ses rêves, du moins d'éviter à son Empire le démembrement de la défaite ou l'humiliation de la paix séparée.

Défaites militaires et souffrances de toutes sortes amenèrent enfin une seconde révolution ; mais, à la différence de la Révolution de 1905, où l'armée demeura disciplinée et fut l'instrument de la réaction (3), en 1917, l'armée se souleva en même temps que la population, et, dès le premier jour, l'Empereur ne put compter sur elle.

Déjà le 31 octobre 1916, deux régiments appelés pour contenir les grévistes, avaient tiré sur la police. La Révolution proprement dite commence les 7 et 8 mars 1917 et l'armée manifeste la plus grande répugnance à disperser les émeutiers ; le 12, le régiment de Volynie fait défection et à peu près toutes les troupes suivent cet exemple ; le 15, les troupes de la Garde, soldats et marins, s'insurgent aussi, et le chef des marins de la Garde, le grand-duc Cyrille, déclare se soumettre à la Douma.

Le Soviet (4) de Pétrograd, émanation directe du peuple et de l'armée, qui l'avaient constitué à la première heure, en

(1) *Revue des Deux-Mondes*, janvier 1920

(2) *Mémoires de Buchanan* et *Revue de Paris*, 1923.

(3) Il y eut des exceptions dont les principales furent les séditions militaires de Kronstadt et de Sébastopol et l'équipée dans la Mer Noire du cuirassé Potemkine ; cependant et dans l'ensemble l'armée resta fidèle et contribua à la répression des désordres.

(4) C'est-à-dire l'assemblée des délégués des ouvriers et des soldats.

élisant 1600 délégués, s'installe au palais de Tauride et organise la Révolution. Il était la seule assemblée qui eût de la vie et de la puissance, la seule qui fut en harmonie avec le peuple, tandis que l'autre assemblée, la Douma, était depuis longtemps discréditée par ses complaisances pour le tsarisme (1).

En France, on méconnut la portée réelle d'un mouvement fait essentiellement contre la guerre. On supposa que la révolte était dirigée uniquement contre le tsarisme ; on ne comprit pas que la Douma et le Gouvernement provisoire n'étaient qu'une façade derrière laquelle apparaissait le Soviet et que celui-ci n'avait d'autre préoccupation que de conclure une paix non pas seulement limitée à la Russie, mais générale. En effet, en ces journées de mars, le Gouvernement français, la Presse, tous les partis politiques y compris le parti socialiste, les professeurs de l'Université, se trompèrent et crurent que la Révolution russe, loin d'avoir des tendances antimilitaristes, était surgie à l'instar de la Révolution française d'un mouvement d'indignation contre un gouvernement incapable, et qu'elle était résolue à poursuivre la lutte à outrance contre l'envahisseur (2). Quant au Comité des ouvriers et soldats, on ne le considérait que comme une assemblée de politiciens qui ne méritait que méfiance et outrages (3).

Pendant toute la durée du Gouvernement provisoire, de

(1) La Douma admit l'abdication de Nicolas II en faveur du Grand-Duc Michel. (*Figaro*, 15 août 1921). La Douma voulait ainsi éviter la révolution militaire et sociale au prix de l'abdication du tsar ; quand elle vit qu'il était trop tard, elle nomma un gouvernement provisoire, pendant que le Soviet constituait son comité exécutif, le 11 mars. Soviet et comité exécutif étaient en fait tout puissants et le gouvernement provisoire ne put vivre que parce que les chefs du Soviet avaient pensé nécessaire de rester d'accord avec les libéraux et les cadets. Mais le gouvernement provisoire faisait obstacle aux volontés du Soviet, le dualisme ne dura pas et le gouvernement provisoire fut éliminé.

(2) Notamment M. Aulard, qui disait : « La première tâche révolutionnaire est de chasser l'étranger du sol de la patrie » et n'admettait pas que les dirigeants russes n'en fussent pas convaincus. (Réunion de la Ligue des Droits de l'Homme, 1^{er} avril 1917).

(3) Polybe (M. Joseph Reinach) prenait à partie le comité des ouvriers « conduit par des énergumènes... agents de l'étranger, composé d'Iloïtes ». (*Figaro*, 10 mai 1917). M. Clémenceau, dans son exclusivisme belliqueux, n'était pas moins sévère pour le Soviet.

9 mars à novembre, ce fut entre celui-ci et l'Entente une longue suite de pourparlers infructueux (1) qui se rompirent lorsque le Soviet, soupçonnant Kerensky et le prince Lvov de complaisance pour la France et l'Angleterre, déclara qu'ils s'éloignaient de plus en plus de la réalité révolutionnaire, les jeta par dessus bord et traita aussitôt avec l'Allemagne. Les Alliés rappelèrent en hâte leurs ambassadeurs (2).

Le Gouvernement provisoire supprimé, l'Occident européen se crut trahi, ne vit plus dans la Russie qu'une ennemie ; après la paix de Brest-Litovsk, la France intervint militairement en Russie, y envoya à la fin de 1918 60.000 hommes, et subventionna tous les aventuriers qui guerroyaient contre le nouveau gouvernement.

L'alliance n'existait plus. Cela apparut aux yeux du Monde

(1) Le Soviet rédige un manifeste, le 28 mars, invitant toutes les nations à la paix générale et convoquant une conférence internationale ; le gouvernement provisoire s'y rallie en disant que la Russie veut établir une paix solide ayant pour base le droit des peuples à disposer de leur sort. Mais Paléologue remarque qu'on ne parle pas de la lutte contre l'Allemagne ni des buts de guerre ; le gouvernement provisoire ajoute alors à la proclamation que les accords interalliés seront scrupuleusement observés. Le Soviet désavoue aussitôt le gouvernement provisoire et parle de paix sans annexion ni indemnité.

Ainsi le fossé se creusait d'une part entre le Soviet et le gouvernement provisoire et d'autre part entre le Soviet et la France où Clémenceau refusait également d'admettre la révision des buts de guerre, demandée par le Soviet, et d'envoyer des délégués à la Conférence projetée de Stockholm. M. Albert Thomas passe les mois de mai et de juin à Pétrograd et n'aboutit qu'à s'aliéner davantage la Russie et le Soviet en poussant le Gouvernement provisoire à l'offensive du 1^{er} juillet : c'était faire le jeu des extrémistes bolchevicks. Plus tard, M. Noulens, chargé de mission et successeur de M. Paléologue, ne put réussir davantage. Le Gouvernement français sentant que le pouvoir échappait au Gouvernement provisoire conseilla à ce dernier de dissoudre le Soviet ; comme Kérensky n'osait le faire, il encouragea le coup de force de Korniloff, pensant que le général, devenu dictateur, continuerait la guerre allemande.

Les bolchevicks marxistes, ayant fait échouer cette tentative, devinrent très influents au comité des ouvriers et soldats ; Trotsky en est nommé président et, le 7 novembre, renverse le Gouvernement provisoire.

S'étant ainsi emparés du pouvoir, les Bolchevicks saisissent les traités secrets tsaristes aux archives de Tsarskoë-Sélo, les livrent à la publicité du « *New-York Herald* », prononcent au mois de janvier 1918 l'annulation de tous les emprunts émis en France et contractent, le 3 mars, la paix de Brest-Litovsk.

(2) L'ambassadeur Noulens quitta Pétrograd aux premiers jours de mars, dès la signature de la paix russo-allemande.

le jour de la paix de Brest-Litovsk. Toutefois, il est remarquable que ni les ministres marxistes, ni le Soviet de Pétrograd, ni le Congrès général des Soviets de Russie, n'en ont prononcé la dénonciation, ni ne l'ont signifiée officiellement à la France.

L'alliance est tombée d'elle-même pour violation de deux articles essentiels : l'article 5 visant le cas de paix séparée, violé le 3 mars 1918 ; l'article 7 touchant le secret et violé par les publications faites au lendemain de la Révolution de novembre.

LA GUERRE RUSSE ET L'IMPRESSION CHEZ LES NEUTRES.

M. Guglielmo Ferrero (1) a dit que la Russie avait été la grande faiblesse morale de la coalition anti-germanique : « Celle-ci avait pris les armes en promettant d'être le champion de la liberté du Monde. Le Monde donna ou refusa ses sympathies à sa cause selon qu'il croyait ou ne croyait pas à la sincérité de cette promesse. Mais si tout le monde reconnaissait que l'Angleterre et la France pouvaient se battre pour la liberté du Monde, la Russie ne jouissait pas, comme archange de la liberté, du même crédit. L'Empire des tsars semblait... mal préparé par son histoire à devenir le libérateur du Monde ». En effet, la Russie n'était pas seulement un Etat, elle était un Empire et comprenait des populations hétérogènes : des Slaves qui n'étaient ni de même langue, ni de même religion et traditionnellement ennemis des Slaves russes (2) et aussi des nationalités non slaves, de race germanique dans les provinces baltiques, scandinave et finnoise en Finlande, turco-mongole en Asie et dans le bassin inférieur de la Volga, juive un peu partout.

(1) *Illustration*, 10 décembre 1927.

(2) Les Slaves russes sont de religion grecque. A la fin du X^e siècle, le prince Wladimir de Novgorod, déplorant la crise religieuse dont souffrait la Russie paganiste, rechercha parmi les religions monothéistes, celle qui conviendrait le mieux à ses peuples, et, séduit par la splendeur de la Cour et du Clergé de Byzance, adopta la religion grecque. De leur côté, les Slaves polonais et les autres Slaves occidentaux (de Galicie, de Moravie, de Bohême), avaient été évangélisés par des missionnaires romains. L'adoption de deux religions différentes et l'influence de deux civilisations opposées, fit de la Pologne et de la Russie deux nationalités ennemies. De plus, les Tchèques et les Slovaques se sont toujours montrés rebelles, pour cette raison, à leur fusion avec les Russes.

Toutes ces populations qui regrettaient l'indépendance perdue ou qu'un autre Etat avait tendance à revendiquer comme siennes et qui étaient malheureusement disposées en bordure de l'Empire, devaient être indifférentes à la victoire des armes russes si elles n'accueillaient pas l'envahisseur comme un libérateur. De plus, les Etats même neutres auxquels la Russie avait jadis arraché des provinces, devaient être tentés de profiter de l'occasion pour les lui reprendre au plus juste prix ; au premier rang de ceux-ci était la Suède qui n'avait pas oublié le traité de Tilsitt ni qu'Alexandre I^{er} avait dépouillé, en 1808, le roi Gustave IV de ses possessions de Finlande. Aux approches de la guerre, le bruit courait avec persistance à Stockholm que la Suède était liée par une convention militaire secrète avec l'Allemagne (1). A la fin du mois de juillet et au début d'août, l'ambassadeur d'Allemagne, M. de Reichenau, l'annonçait, et du reste les officiers suédois, avec une bonne partie du Clergé, de l'Université et de l'aristocratie, préconisait l'alliance avec Berlin pour enlever à la Russie « au moins la Finlande ».

Le roi de Suède, Gustave V, était heureusement pacifique, et le mardi 4 août annonça officiellement à l'ambassadeur de Russie, M. de Nekludoff, que « la Suède n'était liée avec personne. (2) » et que le gouvernement suédois garderait « une neutralité absolue pourvu que les pays belligérants nous rendent possible cette résolution. » Là dessus, les ministres des Affaires Etrangères de France, de Grande-Bretagne et de Russie, informèrent le Gouvernement suédois qu'ils garantissaient l'intégrité territoriale et la parfaite souveraineté de la Suède, ce qui amena cette dernière quelques jours après à publier une déclaration de neutralité absolue.

Mais si le Gouvernement suédois affirmait ainsi des sentiments paisibles et bienveillants pour chacun, la nation, en revanche, se montra durant toute la guerre « en grande majorité germanophile », ravitailla l'Allemagne bloquée autant qu'elle

(1) La Suède avait inquiété la Russie par des armements qui paraissaient exagérés. Nicolas II s'en plaignit à M. Poincaré, le 20 juillet 1914.

(2) Nekludoff, *Revue des Deux-Mondes*, 15 janvier 1920.

le put et, en signe de reconnaissance, les croiseurs allemands ne coulaient point, quand ils les capturaient, les navires suédois accusés de se livrer à la contrebande de guerre en faveur de l'Entente.

Quant à la Turquie, qui avait été avec la Bulgarie la vaincue de la coalition organisée en 1912 par les ministres russes, elle alla plus loin que la Suède parce qu'elle se sentait menacée davantage et passa à l'exécution pour défendre Stamboul (1). L'année suivante, après le désastre russe de l'été 1915, la Bulgarie, de son côté, se rangea dans le camp des Empires Centraux pour tâcher de retrouver les provinces dont elle avait été écartée en 1913.

Malheureusement pour l'Entente, la guerre une fois déclarée le Gouvernement russe sembla prendre à tâche de confirmer sa réputation de conquérant insatiable, en proie à la boulimie de territoires : outre que les visées russes sur Constantinople contribuèrent à faire adhérer les Bulgares à la cause allemande, il est probable que l'intervention de la Roumanie se serait produite plus tôt et dans de meilleures conditions, si la Russie n'avait pas manifesté la prétention de garder pour elle cette Bukovine que des succès d'un jour lui avaient donnée. De plus, pendant l'hiver de 1914, ayant conquis la Galicie, les Russes s'y montrèrent durs pour les habitants, cependant Slaves Ruthènes, qui furent persécutés dans leur langue et leur religion par les administrateurs et les troupes d'occupation de l'Etat qui se disait le protecteur naturel et le libérateur des Slaves.

Ce procédé maladroit eut des conséquences immédiates : les Polonais, sachant cette aventure, se mirent à haïr les Russes plus que jamais, et dans l'été de 1915, ils ne songèrent même pas à joindre leurs efforts à ceux des armées du tsar pour défendre Varsovie contre l'Allemand. D'un autre côté, les Empires Centraux eurent beau jeu pour convaincre leurs peuples de ce qu'étaient le despotisme et la cruauté moscovite, et leur faire

(1) Et aussi, le cas échéant, pour reprendre les territoires dont elle avait été dépossédée en 1878.

toucher du doigt quel serait le sort réservé aux Germains, au cas d'une invasion de ces conquérants, qui ne respectaient même pas, dans leur rigueur fanatique, les propres éléments slaves (1).

Et ce ne fut pas seulement à Berlin et à Vienne, mais à Rome, que cette aberration souleva une émotion intense : l'oppression subie par les catholiques slovènes indisposa le Pape et rendit le Vatican germanophile malgré les souvenirs du Kultur Kampf. Les milieux pontificaux savaient que l'Entente avait promis à la Russie la réunion de la Galicie — la dernière des terres russes qui restât à « rassembler » — à l'Empire moscovite, et comme ils n'ignoraient pas quel était le sort des catholiques et même des Uniates dans la Russie des tsars, cette malheureuse affaire contribua pour une bonne part à faire souhaiter au pape et aux cardinaux et prélats de son entourage, la victoire des ennemis de l'Entente.

Une autre conséquence malheureuse de la présence de la Russie dans les rangs de l'Entente, fut l'hostilité dont firent preuve pendant les premières années de guerre, les milieux israélites de l'Amérique du Nord, longtemps défavorables à l'intervention armée des Etats-Unis et la retardant le plus possible : ces juifs d'Amérique n'avaient pas oublié les souffrances subies par leurs coréligionnaires à l'époque héroïque d'Alexandre III, les pogroms contre lesquels le Président Roosevelt s'était élevé en vain, toutes mesures de russification qui se prolongeaient encore et bien mal à propos pendant la grande guerre (2).

En prenant place dans la coalition anti-germanique, la Russie lui enleva partout des sympathies, excita davantage le courroux de ses ennemis et contribua à la réserve de bien des Etats neutres. Ce fut là un des effets de son entrée en guerre et il ne fut pas négligeable.

(1) Les masses populaires et socialistes de l'Allemagne furent d'autant plus vivement impressionnées, qu'elles apprenaient également les procédés d'administration intérieure de la Russie pendant la guerre, où, à la faveur de la diversion causée par les hostilités, le Gouvernement poursuivait son œuvre de Terreur Blanche, et emprisonnait ses adversaires libéraux et socialistes.

(2) M. Charles Rivet (op. cit) déclare qu'il était interdit aux chefs d'unités de signaler les faits d'armes des juifs et que les Israélites blessés n'étaient pas aussi bien soignés que les orthodoxes, etc...

APPENDICE

LA GUERRE MILITAIRE RUSSE.

La première année de guerre.

Le manque de chemins de fer (neuf lignes russes aboutissant à la frontière de l'Ouest, alors que les Empires Centraux en ont 25), devait entraver la mobilisation et la concentration des troupes russes.

Cette lacune, prévue depuis la toute première heure de la négociation de l'alliance et que l'administration moscovite n'avait pas comblée, devait mettre la Russie en retard de plusieurs semaines sur l'Autriche et sur l'Allemagne qui pouvaient faire leur mobilisation en quelques jours.

Vers le 20 août, au moment de la bataille de Charleroi, M. Paléologue sollicite le tsar, le chef d'Etat-Major et le ministre de la Guerre russe et insiste sur la nécessité d'une diversion en Prusse Orientale.

Les armées russes avaient déjà pris l'offensive. Les généraux Rennenkampf et Samsonof, ayant franchi la frontière et repoussé les armées de couverture allemandes, marchaient sur Königsberg ; ils commettent la faute de ne pas se réunir et le général Hindenburg, à la tête d'une nouvelle armée, les défait successivement avec des pertes considérables aux batailles de Tannenberg-Soldau.

A la fin du mois de septembre, les Russes ayant repassé la frontière, se retirent derrière la ligne du Niémen.

Toutefois, l'offensive russe qui s'achevait en désastre, avait au moins servi à immobiliser une partie de l'armée allemande, avec Hindenburg et Ludendorff ; elle avait été faite en tout cas en suivant à la lettre les termes de la Convention militaire de 1892 : « article 3... Ces forces s'engageront à fond, en toute diligence, de manière que l'Allemagne ait à lutter à la fois à l'Est et à l'Ouest. »

Plus au sud, sur le front autrichien, les armées du général Dankl et de l'archiduc Joseph profitent de la lenteur de la concentration russe et à la fin du mois d'août menacent dangereusement Lublin. Par la prise de cette ville, ils eussent atteint la ligne ferrée Varsovie-Rowno et coupé les communications et le ravitaillement des armées russes en marche vers la frontière autrichienne.

Une nouvelle armée russe apparaît alors avec les généraux Broussilof et Rousski ; ils s'emparent de Brody et de Tarnopol et prennent à revers les troupes qui ont envahi la Pologne : l'armée autrichienne se replie en hâte et abandonne toute la Galicie.

A la fin du mois de septembre, les Russes arrivent aux Carpathes, assiègent Przemysl, pendant que les Autrichiens essayent de se reconstituer du côté de Cracovie. Si les armées russes s'emparent de cette ville dernière, la route de la Silésie et de Breslau leur sera ouverte.

Hindenburg accourt. Il tâche à son tour de prendre à revers les armées russes de Galicie, par une action énergique en Pologne. S'il peut les couper de leur base, les armées du tsar abandonneront alors les provinces conquises et lui-même poussera jusqu'à Varsovie.

Après les batailles de Prusse Orientale, en août et de Galicie, en septembre, ce sera la bataille de Pologne qui durera tout l'hiver. Au début d'octobre, Hindenburg part de la Haute Silésie avec des forces très supérieures à celles dont dispose le grand-duc Nicolas. Celui-ci n'attend pas le choc, abandonne la plus grande partie de la Pologne ; Hindenburg prend Lodz, arrive devant Varsovie qui n'est sauvée que par des renforts Sibériens.

arrivés juste à temps. De plus, les Autrichiens, qui forment la droite de son armée, subissent un échec à Ivangorod pendant que Rennenkampf contre-attaque et refoule la gauche allemande : Hindenburg n'insiste pas, il replie son centre, évacue la Pologne, rentre en Posnanie où les Cosaques le poursuivent.

Cette première attaque n'a pas réussi ; il va en tenter une seconde. Il refait ses troupes et, le 10 novembre, ayant ramené une partie de ses forces au Nord, attaque à la fois le flanc droit des Russes du côté de Thorn avec le général Mackensen et le flanc gauche, dans les Carpathes, avec Dankl. Le Russe Roussky recule à nouveau jusque devant Varsovie ; des combats indécis se livrent ; les Allemands gagnent du terrain, occupent définitivement Lodz, mais ne peuvent enlever Varsovie ni de front ni de flanc. En Galicie, sur la gauche russe, les corps autrichiens ont avancé quelque peu du côté de la rivière Dounajec, mais les Russes, en direction de la frontière roumaine, sont entrés en Bukovine et ont occupé Czernowitz. Hindenburg essaye encore de refouler les Russes à la fin janvier 1915 ; mais il ne peut enlever les retranchements qui couvrent Varsovie ; et, au mois de février, une nouvelle attaque, venue de la Prusse orientale pour prendre par le nord la capitale de la Pologne, n'obtient pas davantage de résultat.

Mais déjà, et en dépit des apparences de succès et même de conquêtes, l'armée russe est essoufflée ; ses pertes ont été énormes ; les renforts n'arrivent qu'avec des retards considérables, et les armées ne se déplacent le plus souvent qu'à marches forcées, faute de chemins de fer ; conjoncture plus grave, les stocks d'obus constitués avant la guerre, touchent à leur fin, et la production est dérisoire : beaucoup d'usines se trouvaient en Pologne qui est aujourd'hui à demi-occupée et le sera demain en entier ; du reste, beaucoup d'usines ont cessé de fonctionner à la déclaration de guerre, car elles étaient dirigées par des Allemands et l'on ne peut improviser des ingénieurs, surtout au moment où il faudrait satisfaire aux besoins d'un front immense. Enfin, l'administration de la guerre à Pétrograd est composée de traîtres, qui ne cherchent pas de remèdes à cette déplorable situation.

Certes, la France et l'Angleterre viennent au secours de leur alliée, mais l'entrée en guerre de la Turquie amène une difficulté supplémentaire ; déjà l'on ne peut passer par la Baltique, que les Danois ont fermée au début de la guerre par des champs de mines, ni par Constantinople puisque la Turquie, devenue l'alliée de l'Allemagne, empêche le ravitaillement de la Russie par la Mer Noire et ajoute le front du Caucase au front de Pologne et de Galicie (1).

C'est par Arkhangel que les Alliés ravitaillent la Russie dès l'été de 1915 ; mais outre qu'Arkhangel est à 2.000 kilomètres des champs de bataille, et qu'il n'est accessible aux navires que de juin à septembre, ce ne sont pas les chargements de quelques cargos qui peuvent subvenir aux besoins de plusieurs millions de soldats ; il y faudrait la flotte entière de l'Angleterre.

L'invasion de la Russie.

Au début de 1915, l'Allemagne n'a pas remporté de succès définitif sur le front occidental ; elle a envahi la Belgique, a pénétré en France, mais elle a dû s'arrêter avant d'arriver à Paris ; l'armée française, grossie des contingents de réserve, demeure redoutable ; l'Angleterre renforce son corps expéditionnaire ; les Allemands sont obligés de se retrancher.

N'ayant pu arriver à une décision sur le front occidental, ils vont tâcher pendant la 2^e année de guerre, de mettre hors de

(1) Les Russes guerroyèrent en Arménie jusqu'à la Révolution de 1917 ; les Turcs remportèrent d'abord quelques succès, puis ils perdirent les villes d'Erzeroum et d'Erzindjan. Il ne se passa aucun événement décisif ni d'un côté ni de l'autre : les Ottomans, assaillis dans toutes les directions par les Français et les Anglais, ne disposaient pas de forces suffisantes pour envahir la Caucase, et les Russes, pas plus qu'en 1877, ne purent s'ouvrir la route de Constantinople par l'Anatolie ni même se souder aux forces anglaises qui opéraient en Mésopotamie.

combat l'armée russe, pénétrer le plus loin possible à l'intérieur de la plaine russe et amener le tsar à la paix. De plus ils comptent qu'ils seront aidés dans leur tâche par la Révolution qui éclatera à Pétrograd et à Moscou comme en 1905, à l'annonce des désastres militaires.

L'avantage serait considérable si l'on pouvait se débarrasser de l'ennemi qui pour le moment a le dessus en Galicie et qui, après s'être emparé des cols de Dukla et de Lupkow, descend sur le versant méridional des Carpathes, n'est plus qu'à trois cents kilomètres de Budapest. Pour cela, il faut constituer une véritable grande armée, une masse de choc, solide et bien approvisionnée ; il ne s'agit plus cette fois-ci, de bouter hors de Prusse orientale les éléments qui y sont entrés, ou de conquérir quelques lambeaux de Pologne ; on vise à la mise hors de combat de l'adversaire russe.

Du mois de février au mois d'avril Hindenburg organise patiemment l'armée d'invasion. Elle est constituée par l'armée Mackensen, augmentée de divisions venues du front français, dont l'ensemble forme une colossale phalange néo-macédonienne de près de 400.000 hommes et 2 mille canons. Cette masse est flanquée à droite et à gauche par des armées allemandes et autrichiennes qui appuieront le groupe Mackensen, l'empêcheront d'être tourné, et exploiteront la percée faite dans les lignes russes. A la fin d'avril, la cavalerie allemande pénètre en Courlande et menace Libau qui sera occupé le 10 mai. Cependant ce n'est qu'une diversion : déjà le 1^{er} mai, la phalange allemande, après une préparation d'artillerie intense, s'est précipitée sur les lignes russes de la Dounajec, terrain de plaines et plus favorable aux évolutions de l'artillerie que le restant du front autrichien ou que les marais de Pologne. Les Russes sont écrasés, les Carpathes abandonnées, la ligne de la Dounajec perdue. Ils se retirent à plus de 120 kilomètres en arrière, au delà de la rivière du San : Ils tâchent de s'y retrancher, mais toute contre-attaque leur est interdite ; les canons n'ont plus d'obus et l'infanterie n'a qu'un fusil pour 5 ou 6 hommes. Mackensen marque un temps d'arrêt, attend sa grosse artillerie, et fond sur le grand-duc Nicolas le 15 mai. Le Kaiser est à Jaroslav. Si les Russes évacuent

la ligne du San, Przemyśl, dont ils ne se sont emparés que le 22 mars, se trouvera en flèche à l'intérieur des lignes allemandes et autrichiennes : effectivement, après plusieurs jours de combat, les armées du grand duc Nicolas effectuent un nouveau recul ; Przemyśl est pris le 3 juin ; les armées qui encadrent Mackensen attaquent à leur tour ; l'archiduc Joseph attaque à gauche d'ailleurs sans grand succès, mais à droite l'armée Linsingen refoule les Russes jusqu'au Dniester : à la fin du mois de juin, presque toute la Galicie est reconquise avec Lemberg. Mais Mackensen laisse les armées autrichiennes occuper la Galicie ; quant à lui, il fait maintenant face au Nord et s'avance vers la voie ferrée Ivangorod — Lublin où les Russes résisteront jusqu'aux derniers jours du mois de juillet.

A ce moment, comme il était à prévoir, pendant que Mackensen fonce vers le Nord, Hindenburg lance une nouvelle offensive en Courlande, avec des forces à peu près égales à celles de l'armée Mackensen ; de sorte qu'en juillet Varsovie est attaquée par l'armée du Nord et par celle du Sud ; la ville forme un saillant de plus en plus enfoncé à l'intérieur du front allemand, elle est évacuée au début d'août et l'invasion de la Russie commence sur une immense échelle de la mer Baltique à la Volynie.

Sans que les Russes, manquant de tout (1) soient en mesure de livrer bataille à l'envahisseur, l'avance allemande se développe en direction de Moscou.

Le 15 août les Allemands sont devant la ligne des forteresses Kovno, Grodno, Ossowiec, Brest-Litowsk — qui paraissent défendre de manière inexpugnable l'intérieur de la plaine russe et dont en France on se promet merveille. Or, les Russes n'ont pas le temps de s'y retrancher ; à peine l'armée en retraite les a-t-elle atteintes, que les colonnes allemandes apparaissent, les débordent : tout le système tombe presque sans coup férir à la fin août. Parallèlement à la chute des forteresses du Nord et du Centre, les Allemands s'emparent des forteresses volynien-

(1) Au mois d'octobre, lord Kitchener, ministre britannique de la guerre, écrivait à M. Millerand, ministre de la guerre en France : « l'état de la Russie est des plus alarmants ; ... la situation au point de vue des munitions est navrante et presque sans remède. » (*Matin*, 29 avril 1920).

nes du Sud : Loutzk et Doubno ; à la mi-septembre, l'invasion dépasse Vilna, atteint la ligne de la Dwina. Et enfin, au début d'octobre, l'invasion s'arrête sur la ligne : Dwina (moins Riga et Dwinsk) Lac Narotch — Smorgony — Baranovitch — Cours inférieur du Styr et le Sereth, de Tarnopol à la frontière roumaine.

Ainsi, en 5 mois, les Allemands ont avancé de plus de 500 kilomètres. Ils n'en renoncent pas moins à atteindre Saint-Pétersbourg ; les troupes sont fatiguées d'une marche aussi rapide ; le terrain est mauvais, tout en lacs, en forêts et en marécages ; le pays devient de plus en plus pauvre ; l'hiver arrive. Enfin l'Allemagne est elle-même attaquée sur le front de France par les Français et les Anglais qui se sont effrayés du désastre russe et entreprennent une offensive dans le seul but d'attirer l'attention allemande sur le théâtre occidental et de dégager un peu l'Allié russe : les Français attaquent en Champagne et les Anglais en Artois ; l'assaut n'aboutit qu'à la conquête de quelques centaines de mètres de tranchées ; mais l'effet recherché est atteint, les Allemands ont des pertes assez importantes, rappellent des troupes de Russie ; et grâce à cette diversion, plus rien de notable ne se passera sur le front oriental jusqu'au mois de juillet 1916.

Ainsi 1915 avait montré l'effondrement du colosse russe ; il se révélait incapable d'un effort militaire soutenu ; il apparaissait maintenant aux moins clairvoyants que les armées du tsar ne pourraient plus jamais reconquérir les territoires perdus ; l'armée russe était complètement démoralisée (1) ; et si les Allemands n'ont pas poussé plus loin leurs succès de 1915, c'est uniquement parce qu'ils ne tenaient pas à enfoncer leurs troupes plus loin dans l'intérieur de la Russie, avec un front de plus en plus étendu, nécessitant des troupes d'occupation de plus en plus nombreuses et dont le ravitaillement eût été de plus en plus difficile ; le tout sans savoir si le tsar s'avouerait enfin vaincu

(1) M. Paléologue écrivait le 27 février 1916 : « Le colosse russe est très malade ». (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} janvier 1922)
« ...la masse russe, espoir de l'Occident, n'était plus après une année de guerre qu'une immense foule mal armée qui à la fin s'est révoltée. » (*Illustration*, 10 décembre 1927. Guglielmo Ferrero)

ou si une révolution éclaterait et imposerait la paix au Gouvernement russe.

Après tout, peu importait. L'Allemagne savait l'état de la Russie, connaissait la trahison latente des ministères, était sûre que le danger ne viendrait plus jamais de l'Est. Que la Russie fît la paix ou qu'elle continuât à faire la guerre, dans les deux cas, France et Angleterre ne continueraient pas moins à se battre; c'était sur les champs de bataille de France que la guerre se terminerait.

La victoire militaire de 1915 avait donné aux Empires Centraux l'alliance bulgare (1) et, par là, leur avait procuré les moyens d'envahir et d'occuper la Serbie. La tranquillité était pour longtemps assurée dans les Balkans; la corruption et la trahison du Gouvernement russe allaient permettre à l'Allemagne de remporter l'année suivante un succès encore plus facile, celui de Roumanie.

Les soubresauts de l'armée russe

Le 21 février 1916, la bataille de Verdun commence et le 15 mai les Autrichiens attaquent dans le Trentin; pour alimenter ces deux batailles, Allemands et Autrichiens affaiblissent sensiblement le front oriental. Mais le commandement russe ne peut en profiter: en effet, l'armée russe du temps de paix n'existe plus; les pertes considérables causées par le feu de l'ennemi et les centaines de milliers de prisonniers faits par les austro-allemands pendant l'offensive de 1915 l'ont à peu près anéantie. On l'a reconstituée avec de nouvelles levées de troupes, faites tumultuellement; mais ces soldats improvisés ne sont pas instruits et la crise de munitions est toujours presque aussi

(1) La Bulgarie étant restée dans l'expectative tant que la Russie lui avait paru redoutable.

aiguë, moins, par suite de l'insuffisance du ravitaillement (1) que de l'incurie et de la trahison de l'administration de la guerre. Enfin la Russie souffre de la nonchalance et de la vénalité des entrepreneurs avec lesquels on a conclu les marchés des fournitures de guerre, ainsi que de celle des services chargés du ravitaillement des troupes (2).

Cependant, afin de dégager Verdun, à l'heure critique de la chute du fort de Vaux et probablement sur les instances de la France, l'armée du général Broussilof va entamer une offensive en Volynie et en Bukovine.

Ce sera le seul événement stratégique notable de l'année ; partout ailleurs les Russes se borneront à garder tant bien que mal un semblant de front.

Le 8 juin, le général Kalédine s'empare de Loutsk ; c'est un succès car les Autrichiens ont perdu beaucoup de prisonniers, mais un succès qui portera ses fruits seulement si l'on peut s'emparer de Kovel, situé à 70 kilomètres au Nord-Est de Loutsk et qui est un centre ferroviaire important ; par la prise de cette ville, les communications seraient coupées entre les armées

(1) Ravitaillement japonais par le Transsibérien, anglo-français par Arkhangel et Mourmansk

(2) Des trains de munitions se perdaient sans qu'on sût ce qu'ils devenaient ; des intermédiaires exigeaient d'énormes pots de vin pour la livraison des armes et des munitions de guerre ; des officiers qui trahissaient au Ministère de la Guerre furent destitués et exécutés.

Voici des fragments d'une conversation échangée, le 19 juin 1916, entre M. Paléologue et le général Biélaïew, chef d'Etat-Major : « Le général Alexeïew me réclame chaque jour de l'artillerie lourde et je n'ai plus un canon, plus un projectile à lui envoyer » — Paléologue : « Pourtant vous avez 70 pièces lourdes débarquées à Arkhangel ! » — Biélaïew : « Oui, mais les wagons nous manquent. Toute la suite de notre offensive (de Galicie) risque d'en être paralysée ». — « C'est grave, réplique M. Paléologue. Mais pourquoi votre administration des chemins de fer n'a-t-elle pas un peu plus d'ordre et d'activité ?... N'est-ce pas désolant de penser que la France prélève une part de sa production industrielle pour approvisionner vos armées, et que, par désordre, par inertie, vos armées n'en profitent pas ! Depuis que le port d'Arkhangel est rouvert à la navigation, les navires y ont débarqué, en plus de 70 canons lourds, un million et demi de projectiles, 6 millions de grenades, 50.000 fusils ! Et tout ce matériel reste en détresse sur les quais. Il faut à tout prix que le débit quotidien par voie ferrée soit augmenté :... trois cents wagons par jour, c'est dérisoire. — « Je m'épuise à lutter contre l'administration des chemins de fer, termine le général, et l'on ne m'écoute pas beaucoup plus que vous. » — (*Revue des Deux-Mondes*, 15 janvier 1922).

autrichiennes et allemandes. Mais l'Allemagne a senti le danger et dirige en hâte des renforts sur Kovel avec de l'artillerie lourde ; les Russes laissent aux renforts le temps d'arriver et leurs efforts multipliés au cours des mois de juin et de juillet n'aboutissent pas. En Bukovine, les généraux Tcherbatcheff et Letchinski ont attaqué aussi au début de juin ; ils se sont emparés de Czernovitz et à la fin du mois ont conquis presque toute la province. Les Autrichiens abandonnent la Bukovine sans même essayer de la reprendre : ils savent que ce secteur est trop excentrique pour qu'un succès de l'ennemi sur ce point puisse être dangereux et se sentent adossés à la montagne impenable.

En somme et sur le front autrichien, les Russes ont remporté deux succès locaux aux deux ailes ; succès qui ne signifient rien si l'on n'attaque pas ensuite au centre, entre Volynie et Bukovine afin de tâcher d'envahir la Galicie ; il faudrait maintenant marcher sur Lemberg ; or, une offensive se dessine, en effet, dans cette direction et les armées russes piétinent pendant tout le mois d'août sans pouvoir triompher des défenses et des retranchements que l'ennemi a accumulés devant elles.

L'offensive s'arrête définitivement au commencement de septembre.

Il faut remarquer cependant que ce n'est pas la seule armée russe qui est responsable de l'échec de Galicie ; le général Broussilof eut peut-être atteint Lemberg, s'il n'eût été arrêté par les agissements de M. Sturmer. Cet ancien gouverneur de province vient de remplacer à la fois M. Gorémouikine à la Présidence du Conseil et M. Sazonoff aux Affaires Etrangères (1) ; il est en intelligence avec l'Allemagne et il profite de ce que la Roumanie entre en guerre pour dénaturer le plan de campagne qu'avaient

(1) L'Empereur venait de l'y nommer sur les instances de l'Impératrice qui voyait en M. Sazonoff un obstacle à la conclusion de la paix. Cette marque de faiblesse du tsar fit mauvaise impression ; M. Paléologue se plaint journellement de M. Sturmer et voici en quels termes la grande-duchesse Marie-Pavlova évoque son arrivée au pouvoir : « L'Empereur n'a pas l'énergie de résister aux exigences et aux scènes de l'Impératrice » ; il s'est laissé imposer Sturmer bien qu'il le sache « incapable et malhonnête. »

combiné la France et l'Angleterre, à savoir une attaque en force sur le Danube pendant que l'Armée d'Orient avec Sarraïl percerait en Macédoine le front bulgare et s'ouvrirait le chemin de Sofia. Ce plan était très dangereux pour l'Allemagne, car il eut réduit à néant les victoires remportées en Serbie au précédent automne; interrompu les communications de Berlin avec Constantinople et amené la prise à revers de la Turquie : le Gouvernement russe avait promis d'accentuer l'offensive de Broussiloff et promis d'envoyer à cette occasion 250.000 soldats aider les Roumains à tenir leurs 1500 kilomètres de frontières : M. Sturmer n'envoya que des renforts en nombre infime (1) et au moment où le roi Ferdinand déclarait la guerre à l'Autriche — 28 août

(1) La duplicité de M. Sturmer ressort, semble-t-il, d'une manière irréfutable à la simple lecture du journal de M. Paléologue : le vendredi 8 septembre M. Paléologue reçoit un télégramme de Joffre demandant l'envoi immédiat de 200.000 Russes en Dobroutja. M. Paléologue appuie auprès de Sturmer cette demande du généralissime français. M. Sturmer répond : « Lors de mon récent voyage à Mohilev, j'ai examiné avec le général Alexeïew s'il n'y avait pas moyen d'intensifier notre action contre la Bulgarie. Le général ne méconnaît certes pas l'énorme avantage que nous aurions à rétablir promptement nos communications avec Salonique. Mais il m'a affirmé que les ressources lui manquent. Le problème, en effet, n'est pas simplement d'expédier 200.000 hommes dans la Dobroutja, c'est de constituer ces 200.000 hommes en corps d'armées avec les officiers, les chevaux, l'artillerie et tous les services accessoires. Cela représenterait cinq corps d'armée ; nous ne les avons pas en réserve ; il faudrait donc les prélever sur le front... ; réfléchissez d'ailleurs au temps qu'il faudrait pour organiser et transporter cette armée, etc... Telle était bien la question : où trouver 200.000 soldats que l'on n'a pas en réserve et qui ne sauraient être prélevés sur le front ? Mais à Pétrograd ! Moins de deux mois après, le 5 novembre, Paléologue rencontre au théâtre le général W. et lui demande s'il est vrai que les troupes de Pétrograd soient contaminées par la propagande révolutionnaire, et le général répond : « c'est vrai ; la garnison de Pétrograd n'a pas un bon esprit... voilà longtemps qu'on aurait dû expurger les troupes qui gardent la capitale. D'abord elles sont beaucoup trop nombreuses... ; à Pétrograd et dans la banlieue, il n'y a pas moins de 240.000 hommes. Ils ne manœuvrent presque pas ; ils sont mal commandés ; ils s'ennuient et se débauchent, ils ne servent à rien, etc... On ne devrait conserver à Pétrograd qu'une quarantaine de mille hommes, choisis parmi les meilleurs éléments de la Garde et 20.000 Cosaques, etc... ». (*Revue des Deux-Mondes*, 15 février et 15 mars 1922).

Donc, alors que l'on ne savait où trouver des troupes de renfort, il y avait sur place, à Pétrograd même, 240.000 hommes presque tous inutiles, qui s'ennuyaient et ne manœuvraient presque pas. Le Président du Conseil ne devait pas l'ignorer, et s'il ne savait où prendre les troupes à envoyer en Dobroutja, alors qu'il avait sous la main le nombre exact demandé par Joffre, c'est qu'il le voulait bien.

1916 — les hostilités en Galicie s'arrêtèrent par une coïncidence remarquable. Le dessein de Sturmer avait probablement été de profiter du désastre que ne manquerait pas de subir la Roumanie pour convaincre le tsar de la nécessité de conclure une paix dont les grandes lignes apparaissaient déjà : neutralisation des Détroits — constitution d'une Pologne virtuellement sous le protectorat allemand. En échange de ce sacrifice, la Russie se fut agrandie de la Moldavie et de quelques districts arméniens.

Ce projet néanmoins ne reçut aucune exécution, car, au moment où la Roumanie se lançait seule dans la plaine transylvaine en laissant ouvert à l'ennemi le corridor béant de Dobrutja où s'engouffraient bientôt les troupes de Mackensen, Sturmer était renversé par la Douma et remplacé par M. Trépof qui était favorable à la continuation de la guerre.

La camarilla germanophile (1) ne désarmait pas pour cela, au bout de deux mois, Trépof est remplacé à son tour et d'autres traîtres s'installent à la Présidence du Conseil et aux Affaires Etrangères, traîtres à l'Entente puisqu'ils veulent abandonner l'allié français, mais traîtres aussi à la Russie, puisqu'ils laissent saboter les services des usines et immoler l'armée à leurs intrigues de Cour, sans d'ailleurs que les tractations défaitistes de ces « puissances des ténèbres » servent la cause de l'apaisement. Elles ne songent qu'à dissoudre la Douma et à briser par l'Okhrana les réclamations du peuple.

Quand arrive le mois de mars 1917, on ne se bat plus sur le front russe, mais à la nouvelle des Journées de Pétrograd, sur les quatorze cents kilomètres qui séparent Riga des Carpathes, les éléments s'en désagrègent et l'Allemagne se rend compte que, la Russie cessant de faire partie de ses ennemis (2), elle peut

(1) M. Paléologue affirme que « la politique funeste » de la camarilla de l'Impératrice — (Raspoutine, Sturmer, le général Woyekow, le prince Andronnikow, le ministre de l'Intérieur Protopopow, etc...) est dirigée par quatre personnes : le président de l'extrême-droite au Conseil de l'Empire Stcheglovitow, Monseigneur Pitirim, l'ancien directeur du département de la police Bielezky, enfin le banquier Manus.

C'est ce dernier qui « assure les relations avec Berlin » qui est « le distributeur des subsides allemands » ; c'est par lui que l'Allemagne « ourdit et entretient ses intrigues dans la société russe. » (*Revue des Deux-Mondes*, 15 mars 1922).

(2) Propre expression de la « *Tägliche Rundschau* », du 24 mai 1917.

ramener ses divisions sur les champs de bataille de France où le saillant de Noyon a dû être évacué sous la pression anglo-française ; et grâce aux renforts de Russie, le généralissime allemand sera en mesure de triompher de l'offensive française du 16 avril.

L'été commence et le drame militaire russe touche à sa fin : l'Entente met en demeure le Gouvernement provisoire de continuer la guerre sous peine de perdre l'appui des Alliés ; le 1^{er} juillet, c'est l'offensive désespérée de Galicie qui se noie dans le sang et aboutit quelques jours plus tard à une contre-attaque allemande, rejetant les Russes sur leurs frontières.

Cet échec retentissant et l'ajournement de la question agraire discrédite le Gouvernement de Kerensky et du prince Lvov ; le comité des délégués ouvriers et soldats, avec leur formule de paix sans annexion ni indemnité et leur promesse du partage des terres, profite du mécontentement de la masse russe à laquelle ces deux seules choses importent : tout pantelant de trois ans de massacres et de trahisons, le peuple approuve le Soviet de Pétrograd faisant échouer au mois de septembre la tentative prétorienne du général Korniloff.

Le Gouvernement provisoire est dominé de plus en plus, les maximalistes arrivent au pouvoir, le 7 novembre, et s'occupent immédiatement de conclure la paix.

La Russie était à bout de forces. Au mois de septembre, les Allemands s'étaient emparés de Riga (1), de Jacobstadt, et au mois d'octobre, par des débarquements aux îles d'Œsel et de Dago, en Esthonie, arrivaient aux portes de Pétrograd. Ils tiennent sous leur feu le golfe de Finlande et la Russie ne peut plus communiquer avec les pays de la Baltique. Lénine et Trotsky proposent au Monde, le 23 novembre, un armistice immédiat, et ce désir est exaucé au moins en Europe orientale. Le 15 décembre, un armistice de deux mois est conclu et la Roumanie isolée,

(1) La chute de Riga souleva la plus vive émotion dans les pays alliés ; on crut entendre sonner le glas de la Russie : « La grosse inquiétude des Alliés est en Russie..., le gros événement militaire de l'été 1917, a été la disparition combattante de l'armée russe. » (*Petit Méridional*, 7 septembre 1917).

s'associe à l'armistice russe. Les négociations de paix s'engagent le 22, à Brest-Litovsk, entre les plénipotentiaires russes et ceux de la Quadruplice (2). Le 9 février, la paix était signée entre les Empires Centraux et l'Ukraine ; le 3 mars, avec la Russie ; les 5 et 26 mars avec la Roumanie.

Ces traités consacraient au fond la victoire de l'Allemagne : la Russie promettait de se désintéresser de la Pologne, de la Courlande et de la Lithuanie, de la Livonie et de l'Esthonie. Elle s'engageait, en outre, à retirer ses troupes de Finlande et à abandonner à la Turquie la forteresse de Kars, conquise en 1877.

La Roumanie cédait la Dobrutja à la Bulgarie et recevait par contre de la Russie quelques villes de Bessarabie.

(2) La Russie était représentée par MM. Ioffe, Kamenev, Motislavski, Madame Bitchenka, le soldat Bielakof, le matelot Olitch, le paysan Stackhof, l'ouvrier Oboukof ; les représentants des Empires Centraux étaient pour l'Allemagne le général Hoffmann et le secrétaire d'Etat Von Kulhmann, pour l'Autriche, le comte Czernin ; il y avait aussi des délégués bulgares et turcs. (*Temps*, 14 janvier 1921).

CONCLUSION

L'Alliance franco-russe a connu pendant longtemps la plus grande vogue, apparaissant à presque tous comme la combinaison politique idéale, établissant un contre-poids parfait à la Triplice et mettant la France à l'abri de tous les dangers.

Déjà battue en brèche en 1905, cette construction diplomatique s'est effondrée, en 1918, par la paix séparée Germano-Russe.

Cette catastrophe, la défaillance de l'allié à l'heure terrible de l'invasion de la Patrie, a suffi pour dépouiller l'alliance de l'aurore dans laquelle on l'avait vue jusque-là ; ses adversaires ont triomphé en voyant corroborer leurs prévisions, ses laudateurs, qui avaient compté sur elle, se sont tus devant le démenti sanglant qui leur était infligé par les faits.

Toutefois, avant de porter sur elle un jugement d'ensemble, il convient de se demander si l'Alliance a toujours été un mal, à toutes les époques de son existence et dans toutes ses manifestations.

Parmi les origines de l'Alliance, il en est qui sont évidentes : affaiblissement excessif de la France, en 1871, et engendrant un désir de revanche ; précautions exagérées prises par Bismarck pour prévenir ce désir et entourer l'Allemagne d'un formidable faisceau d'alliances ; inféodation de l'Autriche à l'Allemagne, réalisée dès 1879 (1) et privant la France de l'appui autrichien ; disparition de la Pologne et nécessité de recourir à la Russie comme seule grande puissance limitrophe de l'Allemagne.

(1) Cependant Gambetta avait rêvé de détacher l'Autriche de l'Allemagne. (Lettre à Ranc du 3 mai 1874 : « Vous croyez à la Russie?... Laissez-moi vous dire ma pensée : essayez de détacher l'Autriche des liens qui vont se resserrant avec la Prusse. »).

Mais il en est de moins visibles : ce sont celles qui touchent l'Angleterre.

On peut dire en un sens que le gouvernement britannique a été l'un des artisans de la future alliance franco-russe à raison de la neutralité purement passive qu'il observera pendant la guerre franco-allemande.

En effet, l'Angleterre, de plus en plus, est une nation qui a besoin de paix en Europe parce qu'elle vit surtout de commerce ; par conséquent, en 1871, elle a commis une lourde et double faute politique, en laissant s'accomplir le démembrement de la France, c'est-à-dire naître la question de l'Alsace-Lorraine et le germe d'une nouvelle guerre, et en laissant se constituer l'Empire d'Allemagne, c'est-à-dire un Etat qui après avoir fait son unité et profité du développement industriel de la fin du XIX^e siècle, deviendrait un rival dangereux pour la Grande-Bretagne, ce qui constituait un second germe de guerre.

Le tout contenait en puissance le futur rapprochement franco-anglais.

S'il se fut produit, vingt ou trente ans plus tôt, il est probable que la France, forte de l'amitié britannique, n'eût pas songé à s'allier avec la Russie.

Mais ni la reine Victoria, toujours réservée à l'égard de la France, ni les ministres britanniques ne sentirent de longtemps le danger qui procédait de leur indifférence de 1870 : l'Angleterre rompit le condominium en Egypte et s'opposa à la politique coloniale de M. Jules Ferry et de ses successeurs.

La France, environnée de nations puissantes dont les unes se méfiaient d'elle et les autres méconnaissaient leurs propres intérêts, regarda du côté russe comme vers la seule direction d'où le salut pouvait venir. Le gouvernement français n'avait aucun sujet d'animosité contre la Russie dont, étant mal renseigné, il surestimait les moyens d'action (1).

(1) Les Ambassadeurs français en Russie ignoraient en général la langue du pays, ne fréquentaient que la Cour et l'aristocratie ; les classes cultivées de l'Empire, la masse du peuple, l'âme Slave leur étaient inconnues. De même en France, peu de gens connaissaient les ouvrages des grands écrivains russes : Tolstoï, Dostoïevsky, Maxime Gorki, dont la lecture eût cependant seule été capable de détruire les antiques légendes et de combattre les inexactitudes de la grande presse.

MM. de Freycinet, Ribot et Hanotaux et le Président Carnot crurent de bonne foi vers 1889, en s'unissant à l'empire des Tsars, se prémunir contre une agression allemande considérée comme possible après certains incidents récents.

Sans doute l'idée seule d'une alliance est périlleuse. L'objectif équivaut à déclarer tacitement que la paix est en danger et qu'il y a lieu de parer aux conséquences. Et dès qu'une alliance se forme, elle se heurte nécessairement à une autre combinaison politique, Etat ou union d'Etats; elle met des forces en équilibre et tout équilibre finit par se rompre,

Une alliance conclue dans un but pacifique conduit à la guerre plus ou moins éloignée ; mais encore faut-il que l'esprit de paix qui a présidé à sa naissance se transforme avec les hommes qui la feront évoluer ; une institution, quelle qu'elle soit ne vaut que par l'esprit qui l'anime.

Si l'alliance avec la Russie a produit de fâcheux résultats c'est parce qu'elle a été détournée de son but original, qu'elle a été considérée par certains comme un instrument pouvant servir à la satisfaction de leurs convoitises, tandis que d'autres voyaient en elle un obstacle à leurs propres ambitions : prise entre des groupements d'Etats rivaux les uns de autres, poursuivant chacun pour son compte une politique d'impérialisme et de prépondérance économique ou coloniale, elle éclata sous la violence à laquelle ses adversaires eurent finalement recours.

De 1891 à 1893, les Gouvernements français et russe ne prétendirent user de l'Alliance comme d'une machine de guerre ; les correspondances de M M. Ribot et de Giers, les instructions qu'ils adressaient à leurs ambassadeurs en sont la preuve.

Furent au contraire coupables les ouvriers de la deuxième heure, ceux qui continuèrent et transformèrent l'Alliance. Ceux là furent les ministres tsaristes aux desseins ténébreux, les courtisans germanophiles, les créatures de Raspoutine qui suivirent une politique de compromission avec l'Allemagne et dont les projets d'expansion à tout prix s'achevèrent par la ruine de l'Empire.

Mais ce furent aussi les hommes politiques et les épargnants français : les uns, et M. Delcassé le premier, prétendirent faire

jouer à la Russie un rôle actif anti-allemand, et même après la Révolution de 1905, crurent à la stabilité du régime en déliquescence, prirent au sérieux les rodomontades de l'Etat-Major tsariste après la mise hors de combat de l'armée russe par un adversaire presque de second ordre. Les autres prêtaient des milliards (1) sans réclamer de l'emprunteur la moindre sûreté ni contrôler l'usage qu'il faisait de l'argent : cette légèreté était d'autant plus extraordinaire que le débiteur était un gouvernement « pourri jusqu'à la moelle », en guerre ouverte avec son peuple et donnant partout des preuves de sa faiblesse.

Après la guerre russo-japonaise, la Russie étant hors d'état d'assurer à la France la plus petite sécurité, il eût été préférable de s'en tenir à la seule amitié anglaise ; à tout le moins il eût été sage, si l'on eût maintenu l'Alliance de la limiter à l'observation littérale du pacte défensif de 1892.

Au lieu de cela les gouvernants français persévérèrent dans leurs anciens errements et loin de dire aux ministres tsaristes, en 1912, que la France ne les appuierait jamais si leur politique prenait un tour balkanique, admirent la possibilité de s'engager sur le sentier de la guerre avec la Russie comme compagnon de voyage (2).

Il s'ensuivit une triple faillite : faillite économique indiscutable puisque le gouvernement révolutionnaire soviétique a prononcé l'annulation des emprunts souscrits par la France, faillite militaire (3) puisque la défection de l'armée russe, au milieu de

(1) L'alliance coûta très cher, dès sa naissance ; à partir de 1888, les dirigeants français autorisèrent l'inscription à la cote des emprunts russes et le public couvrit avec avidité les demandes russes dont le taux élevé d'intérêt les faisait paraître d'autant plus alléchantes.

(2) La guerre, l'antagonisme des impérialismes anglais et allemand sur le terrain économique et colonial la rendaient inévitable, tout autant que la politique conquérante du tsarisme dans les Détroits ; mais elle aurait eu lieu plus tard et dans des circonstances peut-être moins défavorables pour la France et l'Angleterre, si la Russie ne l'eût en quelque sorte provoquée en juillet 1914, lors de l'incident de Sarajévo, en s'identifiant à la cause serbe et en aggravant ainsi un conflit où Guillaume II, mit fin en faisant éclater la conflagration générale.

(3) Il est vrai que la Russie a servi la cause des Alliés en envahissant la Prusse orientale et la Galicie au début de la guerre. M. Zaleski a dit (*Correspondant*, 10 juin 1920) : qu'après la bataille de Charleroi « les Français s'encourageaient par l'idée de l'avance russe en Allemagne », mais il est également exact que les armées russes se trouvèrent vite dans l'impossi-

1917, permettant à l'Allemagne non seulement de ne pas capituler à la fin de l'année mais encore de s'emparer de Montdidier et de Soissons au printemps de 1918, prolongea la guerre d'un an et coûta la vie à de nombreux soldats français ; enfin, en un certain sens, faillite morale, car il était contradictoire et peu honorable que la troisième République, issue d'une Révolution comme les deux premières, fut l'amie du despote qui étouffait toute aspiration de ses peuples vers une vie meilleure et subventionnât de son or le régime qui réprimait un mouvement libérateur presque universel par les déportations en Sibérie, les fusillades, et les gibets (1).

Acceptable comme pis aller à ses débuts et à défaut d'une entente anglaise ou de l'Alliance autrichienne, l'Alliance avec la Russie s'est révélée insuffisante et même dangereuse à mesure que s'écoulaient les années. La séparation d'avec la Russie eût encore mieux valu que la protection dérisoire, matérielle et même morale, que donnait l'Alliance.

Aujourd'hui, après la Grande Guerre où certains problèmes ont au moins trouvé leur solution, où la Russie est rejetée loin du centre de l'Europe, où l'Empire autrichien n'existe plus, où certains ferments de discorde ont tout de même été détruits, puissent les deux grandes nations continentales et l'Angleterre avoir la sagesse de ne plus jamais recourir aux armes pour résoudre les difficultés qui s'élèveront encore entre elles ; puissent ces États comprendre que seuls profitent de la guerre certains financiers et industriels, tandis que la force vive d'une nation s'en trouve irréparablement raréfiée.

A ces souhaits, et comme leur conséquence, nous en ajoutons un dernier : puisse la France se garder de toute alliance qui entre les mains de politiciens aveugles ou sans scrupules, se transformerait comme précédemment en instrument d'impérialisme, à la faveur des subtilités de la diplomatie secrète et au mépris de ce qui est au fond le désir de tous les hommes, la justice et la paix.

bilité de poursuivre les hostilités de la manière normale qui avait été prévue et sans la Grande-Bretagne et les États-Unis arrivés à la rescousse, la guerre était perdue.

(1) « La révolution russe nous a délivrés de l'humiliation d'être liés à une tyrannie » (Ch. Rivet, op. cit.).

BIBLIOGRAPHIE

A. — LIVRES :

Livre Jaune Alliance franco-russe.

Emile Bourgeois : (*Manuel historique de politique étrangère. Tome IV,*
Edition 1925.

Debidour. — *Histoire diplomatique de l'Europe depuis le Congrès de Berlin.*
Tomes I et II, Edition 1916.

Hanotaux. — *Histoire de France contemporaine.*

De Freycinet. — *Souvenirs, 1878-1893.*

Paul Deschanel. — *Gambetta, 1919.*

Moye. — *Droit des Gens Moderne, 1920.*

Lavisse. — *Histoire de France. Tome VIII, 1921.*

Rambaud. — *Histoire de la Russie, 7^e Edition, 1918.*

Georges Michon. — *L'Alliance franco-russe, 1927.*

Halpérine-Kaminsky. — *L'alliance économique.*

Emile Laloy. — *La Diplomatie de Guillaume II, 2^e Edition, 1917.*

— *Documents secrets publiés par les Bolchevicks.*

Charles Maurras. — *Kiel et Tanger, 1921.*

Ernest Daudet. — *Histoire diplomatique de l'Alliance franco-russe, 1898.*

— *L'avant-dernier Romanoff, 1920.*

Charles Rivet. — *Le dernier Romanoff, 1917.*

Jules Hansen. — *L'ambassade Mohrenheim à Paris.*

R. Poincaré. — *Origines de la Guerre, 1921.*

— *Au service de la France, 1926-27.*

Tolstoï. — *L'esprit chrétien et le patriotisme, 1894.*

Guechoff. — *L'Alliance balkanique.*

Loti. — *Turquie agonisante, 46^e Edition, 1913.*

B. — REVUES :

- Revue des Deux-Mondes.** — 15 août 1872 ; 15 septembre 1875 ; 1^{er} mai 1908 ; 15 décembre 1908 ; 1^{er} juin 1912 ; 1^{er} décembre 1918 ; 15 janvier 1920 ; 1^{er} janvier 1922 ; 15 janvier 1922 ; 15 mars 1922.
- Revue de Paris.** — 15 septembre 1901 ; 1^{er} et 15 septembre 1921 ; 1^{er} et 15 décembre 1922 ; 15 novembre 1923 ; 1^{er} décembre 1923.
- Revue de France.** — 1^{er} avril 1921.
- Correspondant.** — 25 juillet 1913 ; novembre 1917 à février 1918 ; 10 juin 1920.
- Illustration.** — 9 avril 1898 ; 10 décembre 1927.
- Annales.** — 5 septembre 1897.
- Progrès Civique.** — 10 mars 1928.

C. — JOURNAUX :

- Figaro.** — 21 mai 1887 ; 15 et 16 août 1896 ; 6 février 1916 ; 10 mai 1917 ; 27 mars 1918 ; 26 juillet 1918 ; 5 mars 1919 ; 15 août 1921.
- Temps.** — 14 décembre 1910 ; 15 septembre 1917 ; 4 avril 1918 ; 14 janvier 1921 ; 12 juin 1921.
- Débats.** — 22 février 1922 ; 29 août 1927.
- Echo de Paris.** — 1^{er} septembre 1897.
- Matin.** — 29 avril 1920.
- Petit Parisien.** — 6 mars 1916.
- Autorité.** — 26 août 1897.
- Pays.** — 17 septembre 1917.
- Humanité.** — 9 avril 1906 ; 24 juillet 1906.
- Petit Méridional.** — 16 janvier 1889 ; 13 juin 1889 ; 3 août 1889 ; 10 octobre 1896 ; 27 août 1897 ; 25 octobre 1905 ; 7 septembre 1917.

Montpellier, le 28 avril 1928,

Vu, le Président de la thèse :

MOYE.

Montpellier, le 28 avril 1928,

Vu, le Doyen :

MOYE.

Vu et permis d'imprimer,
Montpellier, le 28 avril 1928

Le Recteur :

JULES COULET.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	5
Les premières relations entre la France et la Russie.....	9
Le Congrès de Berlin et ses conséquences.....	19
Les Prodiges de l'alliance	35
L'Alliance originaire	58
La déviation de l'Alliance	72
La conception de M. Delcassé, la politique asiatique russe et la crise de 1905	77
Les tractations de MM. Isvolsky et Sazonoff et l'impérialisme russe en Europe	93
L'Alliance et la Déclaration de guerre.....	110
Les relations diplomatiques entre la Russie et l'Entente pendant la guerre.....	117
La guerre russe et l'impression chez les neutres.....	125
La guerre militaire russe (<i>Appendice</i>).....	129
Conclusion.....	143
Bibliographie	149
